ÉCHANGES N° 126 — Automne 2008

ÉCHANGES

N° 126 — Automne 2008 — 3 euros

bulletin du réseau

« Échanges et mouvement »

LA CRISE, quelle crise ?,p. 3 ◆ Guerre de classe mondiale, de la grève au sabotage et à la bataille rangée, p. 7 ◆ En plein brouillard, p. 11 Etats-Unis : sur les effets sociaux de la crise, p. 15 ◆ Les centres ouvriers, une nouvelle forme d'organisation prolétarienne, p. 18 ◆ Arrêter le mouchardage, p. 21

ESPAGNE. Coup de pouce au transport : crise et restructuration d'un secteur stratégique, p. 23 ◆ Roumanie : de nouveaux aspects de la lutte de classe. La grève des dockers de Constanza, p. 33 ◆ **IMMIGRÉS EN ROUMANIE :** femmes philippines à Sibiu, p. 37 ; ouvriers indiens à Marsa, p. 39 ; ouvriers du Bangladesh à Bacau, p. 40 ; des Chinois aussi, p. 42 Evolutions du travail salarié au **JAPON**, p. 43 Dans les publications, p. 49

CORRESPONDANCE. Le NPA, dangereux miroir aux alouettes, p. 52 ◆ Du crédit, racine de l'atomisation des individus..., p. 52 ◆ ...à Wilhelm Reich et au communisme, p. 53 ◆ Du négationnisme dans « Echanges » (suite), p. 53 ◆ Un téléologue anglais, p. 54 ◆ Pénibilité et dangerosité du travail... jusqu'à quand ?, p. 54 ◆ L'absurde rejet du prolétariat comme sujet, p. 55 ◆ « Sans avenir, le présent n'est que désordre », p. 55

Dans les publications : théorie, histoire, p. 57

NOTES DE LECTURE. « The Spirit of '68 : Rebellion in Western Europe and North America, 1956-1976 », de Gerd Rainer Horn,p. 65 ◆ « La Guerre du Rif, Maroc 1921-1926 », de Vincent Courcelle-Labrousse et Nicolas Mamié, p. 68 ◆ « The White War. Life and Death on the Italian Front, 1915-1918 », de Mark Thompson, p. 69 ◆ « Dans quel "Etat" est la Révolution ? Réponse au critique Berthier », de Jean-Louis Roche, p. 69

ÉCHANGES

Bulletin du réseau « Echanges et mouvement »
pour abonnement, informations et correspondance :
echanges.mouvement@laposte.net

BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France

Sur Internet :
http:// www.mondialisme.org

Abonnement : 15 euros pour quatre numéros
comprenant les brochures publiées dans l'année.

Les publications d'Echanges et mouvement sont régulièrement déposées dans les librairies suivantes :

à Paris

La Brèche, 27 rue Taine, 12e
☎ 01 49 28 52 44.

Clio, 38 avenue Villemain, 14e
☎ 01 45 41 59 20.

Galerie de la Sorbonne, 52, rue des Ecoles, 5e
☎ 01 43 25 52 10

Parallèles , 47 rue Saint-Honoré, 1er
☎ : 01 42 33 62 70.

Le Point du jour, 58 rue Gay-Lussac, 5e ☎ : 01 43 26 20 17.

Publico, 145 rue Amelot, 11e
☎ 01 48 05 34 08

Quilombo, 23 rue Voltaire, 11e
☎ 01 43 71 21 07

à Lyon

La Gryffe, 5 rue Sébastien-Gryphe, 7e
☎ 04 78 61 02 25

à Rennes

Alphagraph, 5 rue d'Echange
☎ 02 99 79 74 20

au Canada

La Sociale CDL, Case postale 266 succ. C. – Montréal, Québec Canada H2L 4K1
lasociale_bis@yahoo.fr

DERNIÈRE PARUTION

S'appuyant sur leur expérience de militants,de nombreux témoignages de travailleurs et des analyses de sociologues, philosophes et historiens du travail, Martin Glaberman et Seymour Faber décrivent la résistance quotidienne de la classe ouvrière en Amérique du Nord, et notamment dans les usines automobiles de Detroit.

Sans occulter sexisme ou racisme (« Le travailleur en guerre contre lui-même»), ils dépeignent les comportements des ouvriers, sous l'angle du rapport capital-travail.

La traduction publiée en feuilleton dans *Echanges* a été révisée.

Editions Acratie, 164 p., 17 euros. Prix spécial abonnés d'Echanges : 10 euros.

Gérard Bad a ouvert sur Internet un blog sur les luttes : http://spartacus1918.canalblog.com/archives/2008/01/02/index.html

LA CRISE ? QUELLE CRISE ?

L'ensemble des opérations de crédit en cours dans le monde ne pouvait tenir que dans le cadre d'une économie en progression constante, qui au moins maintiendrait le niveau de vie des salariés. Une baisse même légère de celui-ci a entraîné le début d'un processus d'effondrement de cette bulle spéculative liée à l'immobilier. Les mesures prises par le système pour se sauver lui-même ouvre la voie à une internationalisation des luttes

DEVANT LE DÉFERLEMENT d'informations et de mesures qui semblent aller dans tous les sens, de celles qui tentent de nous instiller l'espoir « que tout va s'arranger » et qu'il suffit d'attendre à celles qui brossent le plus noir des tableaux pour nous faire accepter les « mesures » destinées à « sauver le système » (ce qui tout simplement signifie se serrer la ceinture), ce texte ne vise pas à apporter des réponses définitives aux questions que chacun peut se poser, mais à tenter une approche permettant à chacun de préciser ses propres réflexions et/ou ses concepts. Il importe d'abord de sérier ces questions et de voir ce qui pour nous, qui voyons la lutte de classe comme l'élément central d'une émancipation et de la sortie du capitalisme, dans cette crise de tout un système, peut conduire à ce dont nous rêvons : la fin de l'exploitation de la force de travail, et non une nouvelle réforme d'un monde qui ne recherche que sa survie et celle de la classe dominante (et de ceux qui la servent).

Nous ne voulons pas ici débattre des causes immédiates ou lointaines de la crise, qu'on nous présente uniquement comme financière, due à une sorte de folie aventureuse d'établissements divers manipulant et spéculant sur les placements, les crédits et les monnaies, avec des « responsables » qu'il faudrait sanctionner, des méthodes qu'il faudrait interdire, des opérations qu'il faudrait réglementer, des centres financiers hors circuit (les paradis fiscaux) qu'il faudrait interdire...

Tous les dirigeants financiers et politiques retrouvent les mêmes accents pathétiques que ceux qu'ils vilipendaient hier pour préconiser les vieilles ou nouvelles recettes réformistes, très similaires à celles qui avaient tenté de surmonter la fameuse crise des années 1930. Dans ces débats, l'activité même de l'économie est à peine abordée, comme si cette crise financière ne traduisait pas en la masquant la crise générale du capitalisme, comme si les tentatives de « résoudre » la seule crise financière n'étaient pas que des palliatifs, s'adressant à une conséquence de la crise fondamentale du capital – et qui reste une simple conséquence, malgré son ampleur.

Processus d'effondrement

Toute opération de crédit (quelles qu'en soient la forme et la destination), d'achat d'action ou de tout autre produit financier est une spéculation sur l'avenir. Chaque prê-

teur (banque ou actionnaire) parie sur l'avenir de l'autre individu ou entreprise ; chaque emprunteur, sur sa propre réussite d'abord économique.

Il est évident que si cette réussite n'est pas au rendez-vous, quelles qu'en soient les raisons, c'est le prêteur qui en pâtit. Ce n'est pas grave pour lui si ces défaillances restent limitées (il ménage d'ailleurs lorsqu'il accorde ces prêts des garanties contre ces défaillances – assurance et/ou caution). Mais, si elles se multiplient, c'est tout le système qui se trouve remis en cause. Il est certain que dans le but de maximiser les profits de leur système, dans des pays comme les Etats-Unis et le Royaume-Uni (centres de mouvements de capitaux parmi les plus importants du monde), les établissements financiers ont forcé la main des emprunteurs ; les crédits « risqués » sont alors devenus encore « plus risqués », qu'ils soient accordés aux particuliers ou aux entreprises.

Quant aux particuliers , non seulement, pour engager les hésitants à souscrire « risqué », on leur proposait des remboursements réduits pendant les premières années, mais aussi des prêts ultérieurs sur l'augmentation de la valeur spéculative d'un immeuble déjà lourdement hypothéqué. Pour les entreprises, outre les crédits habituels nécessaires à l'investissement des entreprises (qui pouvaient aussi être risqués), d'énormes prêts furent consentis pour des sortes de pirates d'entreprises pratiquant le LBO (Leverage Buy Out, ou « rachat par effet de levier ») : c'est l'achat d'entreprises avec un crédit bancaire important suivi d'une liquidation des actifs « inutiles » (dégraissage, etc.) et d'une revente rapide en doublant la mise (la vente à la découpe d'ensembles immobiliers fait partie de cette gamme de spéculations).

Il est évident que tout cet ensemble d'opérations de crédit ne pouvait tenir que dans le cadre d'une économie en progression constante, qui au moins maintiendrait pour les salariés le niveau de vie. et qu'une chute même légère de ce niveau de vie entraînerait le début d'un processus d'effondrement de cette bulle de spéculation liée à l'immobilier. Contrairement à ce que l'ensemble des médias tentent de faire croire, ce n'est pas la crise des « subprimes » (crédits hypothécaires aux particuliers) qui est à l'origine de la crise économique, mais un développement antérieur d'une récession économique (notamment saturation des marchés, surproduction) qui a conduit aux Etats-Unis, où les prêts aux particuliers, aux entreprises et aux spéculateurs avaient atteint des proportions colossales, à une chute des revenus des particuliers ; ce qui a restreint les possibilités de remboursement des emprunts trop fragiles, d'abord en proportion limitée. Par un effet boule de neige, tout ce système basé sur cette spéculation immobilière s'est effondré, touchant tout le système bancaire du crédit.

A la mesure de la mondialisation des échanges

Cet effondrement d'un seul marché spécifique, celui des opérations immobilières, a eu un effet encore plus pervers sur l'ensemble du système bancaire américain et international. Pour assurer le financement de ce colossal marché du crédit intérieur, aux Etats-Unis, l'émission de titres destinés au marché international a pris la forme de sortes de cocktails camouflant les placements risqués » (notamment ceux des sociétés hypothécaires) avec ceux de valeurs « sûres ». En particulier, tous les pays exportant leurs marchandises vers les Etats-Unis ont accumulé des avoirs en dollars, tout comme les banques du monde entier qui cherchaient à faire fructifier au mieux les avoirs de leurs clients

« Du calme... mon courtier me dit que l'économie va rebondir ! – ... je <u>suis</u> votre courtier... »

ont souscrit de ces fruits véreux, dans des proportions parfois énormes.

Ce qui fait que le phénomène né aux Etats-Unis s'est rapidement propagé partout, à la mesure, il faut le dire également, de l'internationalisation des échanges – tant des marchandises que des monnaies et de tous les instruments financiers. Le résultat de cet effondrement du marché des crédits immobiliers aux Etats-Unis a entraîné des pertes mais aussi d'importantes restrictions de crédits de toutes sortes consenties par les banques, au niveau mondial.

Le crédit est absolument nécessaire à l'évolution du capitalisme ; il a toujours existé, d'abord pour les entreprises comme une anticipation de profits dans le procès de production (depuis la constitution d'une société par actions jusqu'à un prêt bancaire) pour lancer un investissement ou une innovation quelconques. Certaines entreprises, surtout les plus importantes, peuvent s'autofinancer avec leurs profits, mais elles peuvent aussi émettre des actions par le biais d'une augmentation de capital (faire appel à l'épargne), ce qui évite le recours au crédit bancaire.

Comme nous l'avons vu, cette idée d'anticipation d'un profit n'est même pas exclue de l'emprunt d'un particulier, quel qu'en soit l'objet, mais son rôle joue dans la sphère de la consommation et non dans celle de la production. Le crédit est devenu un objet de spéculation comme la spéculation sur toute marchandise, et il s'est en quelque sorte autonomisé, détaché des objectifs qui l'avaient motivé à l'origine (par exemple dans les LBO). On peut penser que ce développement spéculatif est lié à la baisse du taux de profit, qui a détourné les capitaux de la sphère de production pour chercher une rentabilité supérieure à celle qu'offrait l'industrie dans n'importe quelle opération spéculative, quel qu'en soit l'objet. Si les entreprises ne peuvent trouver du crédit auprès des banques, que ce soit pour faire face à des difficultés supposées passagères ou pour investir afin de soutenir la concurrence ou se développer, toute l'économie capitaliste est paralysée.

C'est la raison pour laquelle tous les gouvernements (soit pour garantir ces possibilités de crédit aux entreprises, essentiellement pour prévenir les répercussions sur tout le procès de production, soit pour garantir leurs avoirs en valeur dollar, soit pour amortir les effets catastrophiques pour la paix sociale qu'aurait un effondrement bancaire) déversent des milliards de leur monnaie nationale, cherchant à atténuer les effets immédiats de ce qu'ils s'obstinent à appeler la « crise financière ». Il est certain que de telles mesures, même si elles écartent temporairement certaines conséquences dangereuses pour l'économie et le contrôle social, ne font que différer les conséquences du problème central : celui de la crise de l'économie capitaliste mondiale et des contrecoups que toutes ces mesures de sauvetage entraînent sur cette activité économique.

Nous ne voulons pas ici aller plus avant

dans les raisons profondes de la crise économique actuelle, pas plus que dans les conséquences possibles de tous les replâtrages dont nous ne voyons que les prémisses. Deux points méritent pourtant l'attention. L'un concerne le revirement à 100 % des tenants jusqu'à hier de l'économie libérale et des privatisations : les nationalisations camouflées sous des vocables divers apparaissent bien pour ce qu'elles ont toujours été : le sauvetage par l'Etat de pans du capital dont la faillite risquerait d'entraîner d'autres catastrophes pour le système ; ce qui devrait faire réfléchir les défenseurs de la notion de « service public » et des nationalisations.

Un autre point est historique. Capitalistes et gouvernants avaient cru pouvoir résoudre la crise de 1930 par tout un ensemble de mesures, depuis le New Deal américain jusqu'au Front populaire français ou le nazisme allemand. Quelques années plus tard, la guerre seule avec son océan de destructions permettait au capital d'acquérir une nouvelle jeunesse et de repartir dans les « trente glorieuses » et l'expansion mondiale dont nous voyons aujourd'hui l'aboutissement.

Malgré toutes les considérations que l'on peut faire, l'ensemble de ce système repose fondamentalement sur la production et la circulation des marchandises donc sur l'exploitation du travail. Toute rentabilité du capital, sous quelque forme que ce soit, dérive de ce qui peut être extrait, sous une forme ou sous une autre de cette exploitation. sur le plan mondial. On doit regarder si la récession économique n'a pas été le résultat de l'impuissance du capital à maîtriser la baisse du taux de profit (en partie cause de l'évasion spéculative des liquidités monétaires), pourquoi il devient impossible de créer de la plus-value en quantité suffisante pour vaincre les effets de la baisse tendancielle du taux de profit grâce à une expansion accélérée du capital.

C'est ici que se posent à la fois les impossibilités objectives de ce cours du capital (surproduction) et le rôle que la lutte de classe a pu jouer, joue et pourra jouer.

L'internationalisation des luttes est essentielle

D'un côté, les transferts vers les pays en développement, avec une intensification de l'exploitation de la force de travail liée aux méthodes modernes de production, semblent avoir atteint des limites. D'une part en raison de la nécessité, pour les entreprises qui veulent maintenir les conditions de rentabilité, de déplacer leurs sites de production vers des pays plus accueillants – où ils retrouvent peu après les mêmes problèmes, notamment de revendications salariales –, d'autre part du fait que tout ce qui était transférable dans les pays développés a été transféré, ce qui conduit à augmenter la pression sur les conditions d'exploitation dans ces pays. Là, malgré tout un arsenal de mesures, prises en raison des résistances directes autant que par souci d'éviter une résistance plus large, l'accroissement de la fraction de plus-value allant au capital n'a pas été assez marqué, le taux d'exploitation global du travail n'a pas été redressé de manière significative.

Les mesures prises pour endiguer la crise financière posent la question : qui paiera ? La réponse apparaît à chacun : les travailleurs, de toute façon, que ce soit par une augmentation des impôts divers, ou par l'inflation, ou par le chômage – c'est-à-dire, finalement, une baisse de la valeur relative des salaires, donc du niveau de vie, et en fin de compte une augmentation de la part de plus-value extorquée par le capital.

Déjà la baisse du niveau de vie et les restructurations du capital, ces deux points importants des attaques précédentes du capital, ont entraîné dans le monde une série de conflits qui, pour être dispersés et différents, n'en témoignent pas moins de résistances ouvrières qui peuvent faire craindre au capital une extension des oppositions, face aux conséquences que ne manqueront pas d'avoir à la fois la persistance et le développement de la crise économique et des mesures prises pour sauver l'appareil financier du capital.

Or nous nous trouvons devant une internationalisation poussée de l'appareil global de production et des instruments financiers qui l'accompagnent ; on doit donc considérer que, par-delà les divisions nationales, la division des productions et du travail sur un plan mondial, les déplacements de sites de production, c'est l'internationalisation des luttes qui est essentiel. Non parce qu'elles se coordonnent (nous en sommes bien loin), mais parce qu'une lutte dans une partie du monde, même parcellaire, a des répercussions non seulement dans le secteur où elle a lieu, mais sur l'ensemble du procès de production.

Nous développerons ultérieurement ce dernier point, qui nous semble essentiel en considération des luttes passées et actuelles, et de celles que ne manqueront pas de faire surgir à la fois la crise financière et les mesures prises pour en atténuer les effets trop néfastes pour l'économie capitaliste.

H. S.
octobre 2008

GUERRE DE CLASSE MONDIALE

De la grève classique à la menace, au sabotage et à la bataille rangée, la nécessité fait vaincre la peur

LES QUELQUES EXEMPLES de luttes qui suivent montrent que, malgré les menaces qui peuvent peser sur leurs décisions d'entrer en lutte, les travailleurs, partout dans le monde, n'hésitent pas à passer à l'acte, sous des formes qui n'étaient guère courantes jusqu'à présent.

C'est ce seul point que nous entendons souligner.

D'autres questions tout aussi importantes pour le capital peuvent être posées, comme celle-ci : la résistance des travailleurs superexploités dans les pays en développement, qui ont fourni jusqu'à aujourd'hui une énorme masse de plus-value, signifie-t-elle que dans la débâcle actuelle, le recours à cette voie pour une « sortie de crise » n'est plus possible ?

Les dirigeants ont tout lieu de s'inquiéter

Nous reproduisons une dépêche de l'AFP analysant une note de l'association de directeurs de ressources humaines (autrement dit de superchefs du personnel) Entreprises et personnel, selon laquelle « toutes les composantes d'une crise sociales » seront bientôt réunies. Cela se passe en France, mais pourrait bien sûr être décrit partout ailleurs.

« "Toutes les composantes d'une crise sociale risquent d'être présentes" dans les

prochains mois, jugeait mardi *[7 octobre]* la note de conjoncture sociale de l'association Entreprises et personnel, qui réunit plus de 150 responsables de ressources humaines et experts. La note, baptisée "La déchirure", cite notamment la "faible adhésion au pouvoir", "l'absence d'alternative politique crédible", la "multiplication probable des situations personnelles difficiles et des frustrations", la "montée de la conflictualité dans nombre d'entreprises contraintes à la rigueur, voire aux réductions d'effectif" et la "contestation rampante" dans le secteur public.

Soulignant "une opinion publique inquiète et ambivalente" vis-à-vis des "réformes tous azimuts", la note de conjoncture estime que "la crise qui ébranle l'économie et sidère l'opinion publique va dramatiser le climat social".

"La crise financière a déchiré le voile des illusions, et ce « septembre noir », s'il annonce l'entrée probable dans la récession, ouvre aussi de manière certaine une nouvelle ère de l'économie mondiale.

Le document exprime aussi sa "certitude" que "des craintes vont se manifester quant à la place du service public, de la part des fonctionnaires ou des citoyens", et que "la conflictualité va monter d'un cran dans les entreprises du fait de la rigueur salariale et des suppressions d'emploi".

Estimant que les "scénarios économiques les plus pessimistes" ne sont "plus invraisemblables", la note explique qu'ils auraient "rapidement des conséquences très négatives: appauvrissement de nombreux Français, montée sensible du chômage et difficulté des ménages modestes d'un côté, et impasse budgétaire privant le gouvernement des moyens financiers lui permettant d'agir de l'autre". »

D'une grève classique, malgré l'effondrement économique et financier...

Au moment où nous écrivons ces lignes (le 19 octobre), les 27 000 mécaniciens de Boeing sont en grève totale depuis plus d'un mois. Des premiers piquets de grève sont apparus samedi 6 septembre dans les sites de la baie de Puget Sound, près de Seattle (Etat de Washington), qui à eux seuls concentrent 25 000 mécaniciens (y figure Everett, site d'assemblage du 787 Dreamliner, le futur avion de ligne de Boeing). Outre Seattle, la grève affecte particulièrement les sites de Wichita (Kansas), Portland (Oregon) et ceux de Californie (ouest). Depuis le lundi 13 octobre, les négociations entre l'avionneur et le syndicat représentant ses mécaniciens sont interrompues.

C'est en quelque sorte une grève très classique, pour le renouvellement du

Les Etats-Unis préparent la guerre sociale

Aux Etats-Unis, la Garde nationale, composante de l'armée, fut créée pour assurer la paix sociale dans le pays. Elle est composée de volontaires recrutés parmi les bons citoyens, le plus souvent des classes moyennes, soucieux de préserver leurs intérêts.

L'armée américaine vient de rapatrier, début octobre, des unités spécialement formées pour la guerre en Irak, afin de les déployer sur son propre territoire (pour la première fois de son histoire), pour faire face à d'éventuels troubles sociaux.

Voir : www.wsws.org/articles/2008/sep2008/mili-s25.shtml

contrat collectif d'entreprise touchant les seuls métallos affiliés au syndicat International Association of Machinists and Aerospace Workers, auquel ces travailleurs ont quelque peu forcé la main en rejetant à 87 % les propositions patronales et en votant la grève (que le syndicat voulait différer) à 80 %.

Classiques sont les revendications qui portent sur les salaires, les garanties santé et retraite, la sécurité de l'emploi (fin de la sous-traitance) pour les travaux faits dans l'usine mère de Seattle. Au lieu de 27 dollars (environ 20 euros) de l'heure, ces travailleurs n'ont touché du fonds de grève du syndicat que 150 dollars par semaine (environ 100 euros) depuis le 22 septembre.

Ils peuvent espérer faire céder Boeing, qui connaît des problèmes de livraison de ses appareils et notamment de son nouvel avion. La débâcle financière, avec ses promesses de chômage, ne les a pas découragé d'engager et de poursuivre la grève.

... aux menaces de faire sauter l'usine...

De nouveau les méthodes Cellatex (1) : les Fonderies de l'Authion, aux Ponts-de-Cé près d'Angers (Maine-et-Loire), entreprise familiale sous-traitante de l'automobile, ont fini par tomber, de cession en cession, dans l'escarcelle d'un fonds d'investissement suisse. Lors du dernier rachat, fin décembre 2007, 40 travailleurs ont été licenciés ; début septembre 2008, la direction impose 18 nouveaux départs sur les 91 travailleurs restants.

Après dix jours de grève avec occupation, comme la direction ne veut pas rediscuter le plan social pour porter l'indemnité de départ à 15 000 euros, les travailleurs empilent dans la cour de l'usine tout le matériel déjà fabriqué (13 000 collecteurs en aluminium), du matériel inflammable (des bouteilles de butane et des jerricans d'essence) et un dispositif de mise à feu.

Une menace de faire flamber le tout est lancée, puis l'ultimatum est reporté alors que des pourparlers commencent.

... et à l'action : sabotage et destruction des lieux et instruments de l'exploitation...

Au Bangladesh, depuis plus de deux ans (2), tout simplement pour des augmentations de salaire qui ne leur permettent rien de plus que de survivre, les travailleurs des usines textiles ne se contentent pas de bloquer les rues et se se bagarrer avec la police et l'armée (malgré l'état d'urgence décrété par les militaires au pouvoir) ; ils attaquent les usines, détruisent le matériel et les matériaux, pillent et incendient les usines.

Un exemple : les 9 et 10 août, 400 ouvrières, licenciées sans avertissement et sans que leurs salaires soient payés, attaquent

(1) Voir « De Cellatex à Moulinex, une explosion de violence sociale ? », *Echanges* n°99 (hiver 2001-2002)

(2) Voir « Bangladesh, une révolte ouvrière », *Echanges* n°118 (Automne 2006), et « Quelle suite aux émeutes de l'été 2006 ? », *Echanges* n° 119 (hiver 2006-2007).

un camp de la police proche avec des bâtons, des pierres, des briques... La police tire dans la foule qui se retourne alors contre l'usine, qui est détruite et incendiée pendant quatre heures avant que l'armée intervienne.

Le dimanche matin, 300 ouvrières d'une autre usine trouvent la porte fermée quand elles viennent toucher leur paie. Avec des milliers de travailleurs des entreprises voisines elles attaquent plusieurs usines, les ravagent et incendient l'une d'entre elles.

... jusqu'à la bataille rangée avec les « forces de l'ordre »...

Le 4 avril 2008, aux Emirats arabes unis, plus précisément à Dubaï, district de Sharjah, ville d'Al Nahda : 800 esclaves du Sud-Est asiatique travaillant dans le bâtiment, révoltés par les conditions de vie qui leur sont imposées contrairement aux promesses faites pour les engager à émigrer, se mettent en grève, bloquent les rues adjacentes au chantier, et engagent une bataille rangée avec la police qui doit appeler des renforts d'urgence des autres émirats. Ils attaquent avec tout ce qui leur tombe sous la main, y compris le matériel des chantiers.

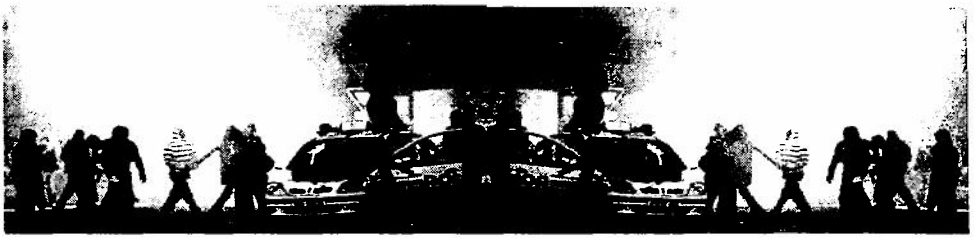
Le mois précédent, 1 500 ouvriers d'un autre chantier de construction avaient attaqué et incendié les bureaux de leur exploiteur, et brûlé les voitures pour protester contre le non-paiement des salaires.

...et avec le patron, tué, et tout son état-major, envoyé à l'hôpital

A Greater Noïda, banlieue industrielle de New Delhi, chez Graziano Transmission India (du groupe suisse Oerlikon) sous-traitant de l'automobile, multinationale italienne comptant des usines en Europe, aux Etats-Unis et au Japon : un accord salarial signé en janvier pour trois ans est si insatisfaisant que depuis, les conflits à répétition éclatent pour protester contre les salaires, les conditions de travail et pour la transformation des contrats temporaires en CDI – une grève a eu lieu en mai avec des sabotages, une grève perlée en juin.

Début septembre, sous l'accusation de sabotage, 200 ouvriers sont licenciés. Le 22 septembre, les 200 envahissent l'usine après avoir enfoncé la porte avec un camion. Armés de barres de fer et de marteaux, ils cassent tout dans l'usine et pourchassent les cols blancs. Le directeur, réfugié dans son bureau, voit la porte défoncée et saute par la fenêtre . Blessé au sol dans la cour de l'usine, il est achevé par les émeutiers.

On comptera 50 blessés, y compris 5 consultants italiens. De crainte que de telles actions ne s'étendent dans toute la zone industrielle proche (y exploitent les esclaves indiens LG, Samsung, Yamata et Honda) la répression se durcit : la police a procédé ce jour-là à 136 arrestations.



EN PLEIN BROUILLARD

Un point de vue américain sur la crise

Que de changements en quelques jours ! Tout récemment, début septembre, non seulement les politiciens mais aussi les experts de toutes sortes, depuis les halls des universités jusqu'aux pages des journaux financiers, nous assuraient que – aussi sérieuses que puisse paraître la situation – on ne pouvait établir aucune comparaison avec la Grande Dépression de 1929. Mais dès que l'été a pris officiellement fin, alors que j'écris ces lignes, cette comparaison apparaît partout, avec toutefois en arrière-plan l'idée insistante que cette fois la spirale descendante peut être contrôlée – à condition que le gouvernement agisse de manière correcte, et agisse vite. (Autrement, comme l'assure l'actuel chef du monde libre : « Les emmerdements vont continuer ».) Les commentateurs discutent de ce que pourrait être la manière correcte d'agir, évidemment, bien qu'ils soient tous d'accord sur le fait qu'elle coûtera des paquets de fric.

Les propositions mises sur la table pour le moment, les 700 milliards de dollars de l'opération de sauvetage du gouvernement américain, semble être une échappatoire facile pour les acteurs financiers de toutes sortes, pas seulement les porteurs de titres hypothécaires sans valeur, essayant de faire supporter le poids de leur papier complètement déprécié par le « contribuable », qui est le dernier recours (il n'est en général pas clairement identifié, mais il est clairement, si on y réfléchit, la représentation abstraite de tous ces gens à faible revenu sur lesquels le fardeau fiscal a été reportée depuis les années 1980). Si, finalement, le Parlement s'incline et vote ce plan, une chose est claire : les 1 000 milliards de dollars ou plus, qui dans nos fantasmes, auraient dû être dépensés un jour ou l'autre pour de nouvelles écoles, la santé, ou simplement pour empêcher les ponts de s'écrouler (1), vont être déversés dans les coffres des institutions financières, sans autre effet que de les maintenir à flot (et de payer leurs dirigeants, leurs employés et leurs investisseurs). Ce sera de l'argent dépensé, non pour des biens ou des services, mais juste pour remplacer un autre argent, qui s'est envolé de ce monde de misère. Ou, plus précisément, un argent que les gens pensaient réel mais qui est devenu purement imaginaire ; pour en finir avec ça, encore plus d'argent imaginaire – un argent qui est supposé être généré un jour par l'activité économique – va prendre sa place. Une telle dissociation de l'argent de tout sauf de lui-même peut être difficile à saisir, mais c'est la clé de la compréhension de ce qui se passe actuellement.

(1) Allusion à l'écroulement d'un pont franchissant le Mississipi à Minneapolis (Minnesota), qui avait causé la mort de plusieurs personnes, le 2 août 2007, alors que des inspecteurs fédéraux l'avaient depuis 2005 déclaré « défectueux». *(NDE.)*

Tout le monde est d'accord sur l'origine immédiate de la présente crise. Alan S. Blinder, ancien gouverneur de la Réserve fédérale, aujourd'hui professeur d'économie à Princeton la définit de cette manière : « Il est facile d'oublier dans tout cet arsenal de fantaisies financières – dérivés de crédit, swaps –, que la cause fondamentale de tout fut la baisse de l'immobilier. » Tous, depuis les plus petits propriétaires jusqu'aux Maîtres de l'Univers de Wall Street, imaginaient que les prix de l'immobilier grimperaient indéfiniment. Quand ils commencèrent à baisser, les institutions qui avaient acheté des prêts hypothécaires et avaient emprunté en les échangeant, les utilisant comme des équivalents de biens immobiliers de grande valeur, se trouvèrent soudain dans l'impossibilité de faire face à leurs obligations. Elles ne pouvaient ni plus prêter de l'argent ni en emprunter ; les tentatives de lever de l'argent en vendant leurs avoirs firent encore plus chuter les prix. La panique prit les investisseurs. Et il apparut que l'économie *est* réellement globale ; l'effondrement américain s'est rapidement propagée dans le monde entier, aggravant la dépression japonaise, asséchant le marché boursier russe, menaçant la croissance chinoise (sans conduire encore le miracle communiste-capitaliste vers une extinction proche de celle du Tigre irlandais) et endommageant les banques allemandes. Un premier résultat fut la pression des banques centrales européennes et asiatiques qui contraignirent le gouvernement américain à sauver le géant américain de l'assurance AIG, au prix de 85 milliards de dollars ; un autre résultat est l'arrivée de banques étrangères faisant la queue pour profiter de la manne gouvernementale.

Mais pourquoi les prix de l'immobilier ont-ils monté encore et encore ? Et pourquoi ont-ils cessé ? Est-ce seulement parce que

ce qui a monté doit forcément descendre ? Ceux qui écrivent sur l'économie aiment la traiter comme si elle était gouvernée par des forces naturelles. Mais alors qu'on en appelait à la nature sous la forme des principes du marché, qui devait être laissé libre de fonctionner de son mieux, aujourd'hui chacun a décidé qu'il nécessite des régulations – des digues, comme s'il s'agissait des ouragans de l'avidité individuelle – ceci pour préserver la tendance naturelle à la croissance. Ce qui est beaucoup moins remarqué (ou admis) c'est que c'est précisément l'absence de régulation qui a créé la prospérité, telle qu'elle était dans la dernière décennie, tout autant que l'effondrement des deux dernières années.

Les contrôles stricts sur la finance instaurés par la législation du New Deal (2) ont été liquidés, depuis la fin des années 1970, par les présidents Carter, Reagan et Clinton. Outre cette dérégulation, qui allait de pair avec les innovations bancaires contournant ce qui restait de contrôles, une dérive des activités bancaires, depuis la gestion des dépôts à la réalisation de gains par la vente d'investissements financiers et des change-

(2) Le New Deal (« Nouvelle Donne ») est le nom donné par le président américain Franklin Delano Roosevelt aux mesures interventionnistes prises en 1933, puis en 1938, lors de la Grande Dépression consécutive au krach de 1929. Il s'agissait de soutenir les couches les plus pauvres de la population, de réformer les marchés financiers et de redynamiser l'économie. *(NDE.)*

ments dans le code des impôts, menèrent à une croissance époustouflante de l'activité financière. En 2007, les gains des services financiers représentèrent 28,3 % de l'ensemble des bénéfices des sociétés, un sommet historique. C'est, en fait, largement cette croissance de l'activité financière qui apparut à la fois comme « globalisation » et comme prospérité américaine. Cette prospérité pourtant méritait plus de scepticisme qu'elle n'en soulevait, ponctuée comme elle l'était de chutes du marché et de récessions.

Les années 1980 virent une vague de fusions et de rachats d'entreprises, financées pour la plupart par « levier » (par des emprunts). Ces jours heureux sous le signe « l'âpreté au gain c'est bien » furent pourtant assombris par la faillite des banques d'épargne et de prêts à la fin de cette décennie. Profitant de leur nouveau statut dérégulé pour investir largement dans l'immobilier, ces établissements accumulèrent une perte de 160,1 milliards de dollars que le gouvernement américain (c'est-à-dire encore les contribuables) épongea avec un cadeau de 124,6 milliards. De la même façon la bulle informatique des années 1990 creva en entraînant une chute de 30% de la Bourse en 2000 et un arrêt général de l'investissement.

Pour répondre à cet affaiblissement de l'économie, entre 2001 et 2003, la Réserve fédérale réduisit les taux d'intérêt de 6,5 % à 1 %. Ce qui conduisit, comme prévu, à une forte augmentation des dettes personnelles et des entreprises. En particulier, les prêts hypothécaires s'envolèrent, passant de 385 milliards en 2000 à 963 milliards en 2005. Ceci, couplé avec le refinancement des logements, fut le fondement, à partir de 2002, de l'expansion de l'économie américaine et, dans une certaine mesure, de l'économie mondiale – allant de pair avec un afflux de fonds étrangers contre des bons du Trésor américain.

Une innovation technique de cette expansion des années 1980 et suivantes, financée par la dette, fut la « sécurisation » des crédits hypothécaires – leur regroupement en paquets vendus comme obligations. De cette façon la banque qui prête ne lie pas son argent à une propriété immobilière réelle, dans l'attente que son prêt soit remboursé, mais vend en fait le droit de recevoir les intérêts à des investisseurs – autres banques, fonds de pension, etc. – dans des lots aux strutures complexes appelés « obligations de dette collétarisée » (CDO) (3). Les investisseurs, naturellement, pouvaient vendre ces CDO à d'autres ou les utiliser comme garantie pour prendre des emprunts plus importants destinés à acheter encore plus de titres ou à jouer dans le champ en expansion rapide des *« derivatives »* (un type de placement bien décrit récemment par le *Financial Times* comme « mettant un miroir en face d'un autre miroir et permettant à un objet physique d'être reflété à l'infini » : quelque 62 000 milliards de dollars de crédits non remboursés seraient actuellement en suspens dans ce secteur). En janvier 2007, les obligations américaines basées sur le crédit hypothécaire à la base de la pyramide des instruments financiers atteignaient un montant global de 5 800 milliards de dollars,

(3)Un CDO (pour *collaterised debt obligation*, en français, « obligation adossée à des actifs ») est une structure de titrisation d'actifs financiers de nature diverse.Comme l'explique un site Internet de vocabulaire financier, le produit financier « à risque » vendu aux investisseurs est « découplé » des actifs, qui sont dits « sous-jacents » : « Les actifs sous-jacents sont des prêts divers consentis à des particulier ou à des entreprises, par des banques ou d'autres investisseurs. » Un CDO regroupe en général des titres issus de 120 à 250 actifs différents, pour un montant compris entre 1 et 2 milliards de dollars.Les CDO, qui ont été émis à partir de la fin des années 1980, ont connu une forte croissance à partir de 2001. Ces titres ont été les plus touchés pendant la crise des subprimes de 2007. *(NDE.)*

bien plus élevé que la valeur réelle des maisons et des remboursements du total des prêts. Sur ce montant, 14 % représentaient les prêts consentis à des gens ayant des ressources plus que modestes. En 2006 ce sont eux qui commencèrent à avoir des difficultés à rembourser leurs mensualités.

La vague de saisies pour non-paiement des prêts hypothécaires n'est pas une surprise, puisque les salaires réels des travailleurs du rang, après avoir atteint leur maximum début 1970, ont stagné depuis (les années 2000 ont vu en particulier un déclin rapide du financement par les entreprises des dépenses de santé), ceci parallèlement à un ralentissement de l'emploi. Quand les mensualités des emprunts à taux variables se mirent à augmenter, de moins en moins de gens purent y faire face. A ce moment, la Banque Fédérale commença à relever les taux d'intérêt à partir de 2004. Cela rendit les emprunts plus onéreux et le prix des maisons commença de baisser. Ces développements, à leur tour, rendirent impossible un refinancement dont les prêteurs avaient fait miroiter la possibilité aux emprunteurs. En décembre 2007, près de 1 million d'emprunteurs étaient menacés d'expulsion de leur maison pour défaillance. Le prix des maisons commença à baisser plus rapidement : le marché hypothécaire s'effondra, entraînant dans sa chute toute la structure des investissements « sécurisés », qui sont aujourd'hui une part importante de la structure financière aux Etats-Unis et partout dans le monde.

Aucune régulation ne résoudra le problème de cette demande de revenus d'investissement qui excède de beaucoup le flux de monnaie capable de la satisfaire, pas plus que le déversement de dollars fraîchement imprimés dans la cave des banques. Il est vrai que le renflouement des banques d'investissement aidera des infortunés comme le secrétaire du Trésor Paulson, dont le stock de titres de Goldman Sachs est tombé de 809 millions en janvier à 523 millions le 19 septembre. Mais mis à part cette aide à quelques millionnaires méritants, on ne voit pas clairement comment, en aidant les roues de la finance à se mouvoir, on va sauver l'économie mondiale. Dans quoi les financiers investiront-ils s'ils redeviennent solvables ? C'est la grande question que l'on ne pose jamais et à laquelle on ne répond jamais. On suppose simplement que le cours naturel d'événements prospères reprendra. Si l'expansion de la dette pouvait amener la prospérité, nous devrions être déjà dans un âge d'or. Le problème est que l'argent qui a été dispersé à travers le monde au cours des trente dernières années a moins contribué à la croissance de ce que les économistes aiment à appeler « l'économie réelle » – l'économie de production, distribution et consommation de biens réels et de services – qu'à l'expansion d'une économie imaginaire dont la nature réelle devient couramment visible.

Comment cet investissement fictif en est-il venu à tenir une place si importante dans la réalité économique ? Et le loup de la dépression est-il tout près de la porte ?

Paul Mattick Jr
octobre 2008

Ce texte de Paul Mattick Jr est paru dans la revue et sur le site *The Brooklyn Rail. Critical perspectives on arts, politics and culture*, d'octobre [www.brooklynrail.org/2008/10/express/up-in-smoke].
Paul Mattick Jr annonce la publication dans le numéro de novembre de cette revue d'un article qui « explorera les racines de la crise actuelle dans le cours de l'économie depuis la seconde guerre mondiale », et d'un troisième en décembre qui « examinera ce cours en relation avec le cycle de prospérité et de dépression qui a caractérisé l'économie capitaliste depuis le début du XIX[e] siècle ».

SUR LES EFFETS SOCIAUX DE LA CRISE

Le sentiment d'insécurité économique et l'idée diffuse d'un déclin national des Etats-Unis s'expriment différemment suivant les positions de classe

Aux Etats-Unis comme ailleurs, ces dernières années, les prix de la nourriture, de l'essence et du chauffage ont énormément augmenté ; les prix de bien des denrées de base, comme le pain et les œufs, ont grimpé de près de 30 %. Quand ce phénomène s'est associé avec la crise des crédits hypothécaires, la plupart des foyers ouvriers en ont ressenti les effets et se sont trouvés le dos au mur lorsque est survenue une urgence imprévue, une urgence particulière comme la maladie, une réparation de la voiture ou les soins d'un enfant.

Les familles aux revenus bas ou même moyens ont dû se tourner vers les organisations caritatives comme les soupes populaires ou les centres de distribution de nourriture gérés par les église ou les ONG. Ces dernières font état d'une augmentation record des demandes d'assistance, et bien souvent elles n'ont plus rien à distribuer dès les premières semaines de chaque mois. Partout le nombre des SDF s'accroît.

Pourtant, ces chiffres globaux dissimulent le fait que certaines régions sont tombées dans les pires conditions économiques, approchant maintenant la situation vécue dans les années 1930. A certains endroits, dans les Etats autrefois très industrialisés comme le Michigan, l'Ohio, la Floride et la Californie, les conséquences sont encore plus durement ressenties. Dans ces Etats, une maison sur trente-cinq est vide ou sur le point d'être vidée. Dans les faubourgs de Virginie, par exemple, on peut voir un exode massif de Latinos qui y furent attirés par le boom de la construction de la dernière décennie ; aujourd'hui c'est l'effondrement, qui laisse dans son sillage des rangées et des rangées de maisons vides.

Pourtant, une opposition à toute cette situation s'est développée, bien qu'elle reste peu visible. Dans le Michigan, par exemple, qui reste l'Etat le plus syndicalisé de tout le pays, une assemblée convoquée au printemps 2008 par les officiels locaux pour voir ce qui pouvait être fait pour les foyers menacés par leurs crédits hypothécaires et tenter d'en renégocier les termes (ce que presque personne ne réussit à obtenir) a rassemblé plusieurs milliers de personnes. Elles allaient et venaient silencieusement, cherchant des solutions individuelles à leurs problèmes. Une manifestation nationale de protestation contre la crise des crédits hypothécaires n'a rassemblé que quelques milliers de participants, presque tous des groupes existants de militants de gauche.

A Baltimore, grâce à la politique de dérégulation mise en œuvre à la fin des années 1990 par le Parti démocrate, les notes

« Renflouez les gens,pas les banques » : manifestation à New York, à Times Square, samedi 18 octobre, contre le plan gouvernemental d'aide aux banques.

Début septembre, à Washington, manifestation organisée par l'Association of Community Organizations for Reform Now (Acorn) pour protester contre les expulsions aux Etats-Unis.

de gaz et d'électricité ont grimpé de 70 %. Et là non plus, on ne vit aucune protestation. Des manifestations devant les sociétés concernées, organisées par les groupes activistes, ne rassemblèrent que quelques poignées de militants. Le manque de carburant dans le sud du pays, après que l'ouragan eut endommagé les raffineries, a provoqué de longues attentes dans les stations services des villes, leur fermeture, des rixes et des échanges de coups de feu devant les pompes, mais aucune manifestation ou action collectives.

Tout cela, c'était avant l'effondrement de Wall Street, qui poursuit son cours alors que j'écris. Il y a une colère largement répandue contre les mesures financières de sauvetage d'urgence (en témoignent 75 % des lettres et appels adressés aux officiels). Mais la crise n'a pas encore marqué de conséquences dans la vie quotidienne. Quand cela se produira, y aura-t-il des réactions comme dans les années 1930, comme en rêvent tous les gauchistes ? Un groupe militant communautaire, Acorn (Associated Communities Organizations for Reform Now), a organisé de petites manifestations de gens menacés de perdre leur logement devant les bureaux de la municipalité pour demander une aide. Bien que ces manifestations aient été organisées dans un but purement médiatique, et non pour entraîner des troubles sérieux, il y a des chances pour qu'elles trouvent un certain écho.

Mais il semble plus vraisemblable que l'on assiste à la montée d'un courant populiste de droite alimenté par une angoisse légitime, le ressentiment et la théorie de la conspiration prônée par le nouveau « socialisme des fous » de l'extrême gauche et de l'extrême droite, et dirigé contre les banques (avec des sous entendus d'antisémitisme inavoué), contre le « lobby israélien » et contre les immigrés.

Déjà, on peut voir quelques signes de la manière dont un réalignement peut se développer, générant de nouvelles divisions sociales :

– des tentatives d'alliances entre une poignée de démagogues nationalistes noirs et des groupes blancs anti-immigrés, dans les votes locaux de lois anti-immigrés ;

– les conditions de vie dans les prisons californiennes, où de violents conflits entre Noirs et Latinos sont la continuation d'une concurrence entre ces groupes hors des murs. Ces conflits dominent tellement la

vie des prisonniers qu'une ségrégation raciale stricte a été établie, pour essayer de contrôler les affrontements ;

– dans la campagne médiatique du milliardaire du pétrole W. Pickens, dénonçant le détournement de « nos » richesses par Poutine, Ahmadinejad [le président iranien], l'Arabie Saoudite et Chávez (les Etats-Unis sont une nation opprimée !) et dans les délires des émissions de radio.

Le sentiment sous-jacent d'insécurité économique engendré par l'idée diffuse d'un déclin national des Etats-Unis d'aujourd'hui s'exprime différemment suivant les positions de classe. Pour la classe ouvrière, la crainte se cristallise sur l'immigration latino et les accords économiques du type Alena (l'Accord de libre-échange nord-américain créant une zone de libre-échange entre le Mexique, les États-Unis et le Canada, entré en vigueur le 1er janvier 1994.) que l'on blâme généralement comme la cause de la perte des emplois industriels. Pour les classes moyennes et les professionnels, la crainte se polarise sur la compétition de la Chine et de l'Inde, les délocalisations des emplois « cols blancs » outremer, une crainte qui transparaît dans des livres ou articles à sensation comme « La prochaine guerre navale avec la Chine » et « Trois milliards de nouveaux capitalistes. Le grand glissement de la richesse et du pouvoir vers l'Est »

Mais, contrairement à ce qui se passe ailleurs, la crise est ici profondément ressentie aussi comme un déclin des Etats-Unis comme superpuissance capable d'imposer sa volonté quand et où elle le désire. Cela peut à lui seul constituer un terrain favorable à court terme au moins, et peut-être aussi à long terme – pour le développement d'un populisme de droite, un nouveau protectionnisme économique, une législation pour contraindre les entreprises à investir « patriotiquement » et autres mesures isolationnistes. La gauche conservatrice, des anarchistes aux sociaux-démocrates, continuera de s'amoindrir dans sont espace marginal alternatif et ses réseaux de bavardage sur Internet (anarchistes et ultra-gauche), le suivisme des syndicats (trotskystes) ou dans son rôle ouvert ou caché de soutien à Obama (ou n'importe qui d'autre).

Si, comme l'avançait le *Spectator* (britannique) lorsque fut prise la première mesure de sauvetage financier : « Le paradigme a changé. Nous entrons dans une nouvelle période d'austérité », ici, aux Etats-Unis, au moins pour l'instant, tous les paris sont ouverts pour savoir sous quelle forme, si jamais elle s'exprime, une opposition se développera.

C.P.

Sur la crise

◆ Des camarades ont créé un site destiné à recueillir informations et analyses critiques concernant la crise financière et économique : http://sites.google.com/site/radicalperspectivesonthecrisis (en anglais).
On y trouve : News & Commentaries (Developments within the crisis and critical/radical commentaries on them) ; Crisis Theory (Marxian and other theories of the origins of the current crisis) ; Struggles (Articles and notes on potential and actual responses to the crises) ; Resources (Useful links) ; Crisis for Beginners (Some of the people who make this site are beginners too, so here are some of the texts we find most helpful in first getting a hold on what's going on).

◆ Voir aussi le blog de Gérard Bad : http://spartacus1918.canalblog.com/

LES CENTRES OUVRIERS : UNE NOUVELLE FORME D'ORGANISATION PROLÉTARIENNE

Des centres sociaux spontanés sont apparus dans les villes où les immigrés sont nombreux, afin de jouer un rôle de soutien et de solidarité

NOUS AVONS EU L'OCCASION, à propos des manifestations imposantes qui ont eu lieu aux Etats-Unis en 2006 contre le projet d'une nouvelle loi sur l'immigration (1), de souligner le rôle joué presque malgré eux dans la mobilisation des immigrés par des centres sociaux bénévoles répartis sur tout le territoire de ce pays. Ce sont des « associations de solidarité » suppléant plus ou moins à la carence totale des syndicats et fédérés sous le nom de « Tenants and Workers United » (locataires et travailleurs unis) et jouant à l'égard des immigrés sans distinction, principalement latinos (de loin la plus forte communauté d'immigrés dans le pays) un rôle global de soutien et de solidarité.

Un ouvrage est consacré à cet aspect récent de l'histoire sociale aux Etats-Unis (2) ; cette première étude porte sur les 137 centres de ce genre existant dans le pays. Quarante ont été soumis à un examen approfondi, neuf ont fait l'objet d'entretiens avec leurs promoteurs et leurs utilisateurs.

Leurs différences relèvent surtout de leur origine et du soutien extérieur qu'ils peuvent trouver, mais tous présentent des caractéristiques communes que l'auteur a regroupées. Tous se sont constitués au départ, même s'ils ont élargi ensuite leur champ d'activité, sur la base de communautés dont il fallait soutenir les membres les plus mal payés et les plus durement exploités. Ce soutien n'était, dès le début, nullement spécialisé, mais le plus large possible, touchant tous les besoins de ceux qui venaient y trouver de quoi surmonter leur misère – bien au-delà d'organisation caritative ou du foyer d'hébergement de jour ou de nuit, de la soupe populaire ou des « Restau du cœur ».

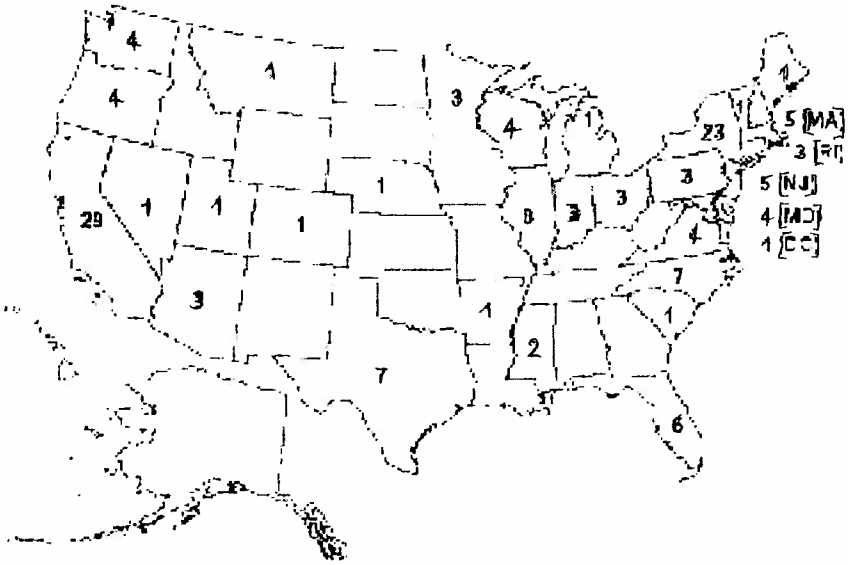
On ne peut que dresser une liste non exhaustive de ce que les exclus peuvent y trouver :

◆ tout ce qui concerne leur exploitation, dans des choses aussi simples que d'obtenir le paiement des salaires, des conseils et des cours pour leur apprendre à connaître leurs droits quant aux salaires et aux conditions de travail. Cela déborde le simple conseil ou la documentation car il y a aussi organisation et/ou promotion de démarches puis d'actions contre les pa-

(1) Voir « Etats-Unis : le géant s'éveille. Comment s'est construit le mouvement contre la nouvelle loi pénalisant les immigrés », *Echanges* n° 117 (été 2006), p. 3, spécialement les pages 7 et 8.

(2) *Worker Centers. Organizing Communities at the edge of the dream*, de Janice Fine, Economic Policy Institute and ILR Press. La critique de cet ouvrage dont nous nous sommes inspirés est parue dans *Industrial Worker*, décembre 2007.

Nombre de « centres ouvriers » par Etat en 2005



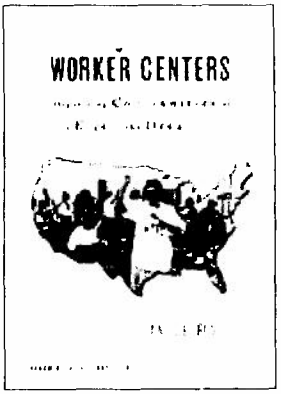
trons récalcitrants, avec la distribution d'informations par tracts mais aussi de piquets d'informations. Cela va aussi dans l'organisation de recours juridiques, de campagnes et de lobbies pour tenter de faire céder ou faire condamner les exploiteurs individuels ou de toute une branche d'activité. Accessoirement, pour toutes ces actions, les centres mettent à disposition des salles de réunion ;

◆ tout ce qui concerne leur vie hors travail et pouvant requérir une aide, pas tant matérielle mais permettant de vivre dans une société de plus en plus complexe – surtout pour des personnes venant de pays où les relations sociales sont fondamentalement différentes. Cela ne concerne pas seulement leur régularisation éventuelle comme immigrés et leurs déboires avec les services anti-immigration. Pour leur faciliter la vie, il peut leur être proposé des cours d'anglais, des conseils juridiques aussi simples que la manière d'ouvrir un compte en banque, le recours aux services médicaux et hospitaliers, les relations avec les propriétaires. Cela va jusqu'à fournir aux plus démunis des repas et des hébergements ou des soins médicaux ou dentaires ;

◆ d'une manière ou d'une autre, rompre l'isolement dans l'individualisation du système en établissant une liaison entre travailleurs et autres, les conseillant sur des actions diverses éventuelles, soit des actions directes dans le travail, soit dans des activités hors travail parfois sportives comme dans des équipes de basket ou de football.

Diffuser l'information sur les droits

L'origine de ces centres peut répondre à des critères uniques, ethniques, religieux, mais non politiques ni caritatifs. Comme nous l'avons dit ci-dessus, leur spécialisation de départ a été rapidement dépassée, tout comme leur champ d'interven-



tion. La participation et le recours à ces centres, le « recrutement » pourrait-on dire s'il s'agissait d'une organisation traditionnelle, se fait d'après une grande variété de contacts dans les milieux où les immigrants ou les exclus se retrouvent presque obligatoirement, en raison de leurs besoins minimaux de vie sociale. Les centres ne se contentent pas « d'attendre le client », ils vont les trouver là où ils sont, non pour faire du prosélytisme mais simplement pour dire qu'ils existent et qu'on peut en toute confiance venir les trouver.

Diffuser les données sur les droits des travailleurs est le véhicule privilégié de ces contacts et cette information est distribuée dans une multiplicité de lieux – depuis les églises ou les stades jusqu'aux cours du soir d'alphabétisation ou d'anglais en passant par, simplement, les coins de rue, etc. L'auteur de l'ouvrage a remarqué chez ceux qui fréquentent ces centres une grande méfiance envers tout ce qui est officiel ou légal, agences gouvernementales ou syndicats.

L'activité multiforme de ces centres n'est pas exempte de conflits et de tensions. Leur utilisation systématique comme organes d'assistance risque d'en faire de simple associations caritatives ; l'assistance qu'ils apportent pour les démarches légales amène parfois ces organismes à servir d'appendices à l'administration en vue de la régularisation des sans-papiers. Dans un cas comme dans l'autre, les immigrés peuvent les considérer simplement comme des organes temporaires d'aide à leur survie aux Etats-Unis ; et, finalement, ces organismes se noient dans ces tâches, qui les détournent de leur vocation à favoriser la solidarité et l'action.

Certains de ceux qui s'adressent à eux peuvent y chercher la solution de problèmes tout personnels comme des confesseurs ou des psy, ce qui peut aussi contribuer à les détourner de leurs tâches essentielles.

Pas de stratégie

Est-ce un bien ou un mal que la plupart des centres n'aient pas de stratégie économique cohérente et ne se posent pas la question du pouvoir dont ils dépassent en fait la légalité ? Pas plus qu'ils ne cherchent à avoir un impact politique, ni même à jouer sur le marché local du travail ?

Peut-être se méfient-ils des risques d'infiltration (ce qui doit se produire inévitablement) par les groupes ou partis politiques ou par les syndicats officiels. On peut en trouver une trace dans l'article d'*Industrial Worker*, organe des IWW, auquel nous avons emprunté l'essentiel de cet article et dont la conclusion conseille aux branches locales des IWW d'approcher les « workers centers » pour leur apporter leur soutien et même discuter stratégies et, éventuellement, de construire leur propre centre.

Ils ne se demandent pas pourquoi les immigrants ne se sont pas adressés à leurs sections locales, ce qui est paradoxal pour une organisation qui bâtit sa grande période autour de la guerre de 1914 sur la défense et l'action des travailleurs récemment immigrés et des exclus.

H. S.

ARRÊTER LE MOUCHARDAGE

A Baltimore (Maryland), est lancée une campagne « Stop snitching». Peu de gens veulent coopérer avec la police, mais les mêmes l'appellent quand ils sont victimes de petits larcins. Une double conscience qui reflète la division et la peur

Il y a quelques années, la police américaine est tombée sur un DVD de fabrication artisanale, apparemment mis en circulation par des dealers et largement répandu dans la banlieue ouest de Baltimore (Maryland). Il contenait des menaces non voilées, non seulement contre les mouchards mais aussi contre tous ceux qui pouvaient être suspects d'avoir « parlé » avec la police. Même si cette dernière parvint à remonter à la source de cette diffusion et à mettre sous les verrous ses auteurs à l'occasion d'autres affaires délictueuses et à diffuser de son côté son propre DVD encourageant les habitants de la ville à « continuer à parler », toute l'affaire a soulevé et soulève encore un débat sur les causes et les conséquences du refus de « moucharder », profondément ancré maintenant à Baltimore. Cette attitude – le refus de participation avec les autorités – a pris rapidement une telle dimension et a de telles conséquences, que malgré la contre-offensive de la police, non seulement elle n'a pas disparu mais au contraire elle a empiré. Quand par exemple se produit un échange de coups de feu, personne n'a rien vu, même si la fusillade a eu lieu dans une rue surpeuplée. Les témoins oculaires, effrayés, refusent de témoigner. Et bien des affaires litigieuses n'ont aucune suite et doivent être classées, ce qui devient particulièrement frustrant pour les autorités.

Alors que se développe cette « non-coopération » largement répandue, on a pu voir l'usage récurrent, heureusement encore peu fréquent, de bombes incendiaires lancées sur les maisons de ceux qui avaient tenté de faire quelque chose contre le trafic de drogue dans leur communauté. Le cas le plus tragique fut l'incendie, en 2002, d'une maison au bas de Greemont Avenue, qui vit périr les six membres de la famille Dawson. Depuis lors, des attentats semblables ont eu lieu à Harwood Waverly et ailleurs, apparemment dans le but non de tuer ou de blesser, mais d'envoyer un avertissement.

Quelques-uns voient dans cette campagne « Arrêter de moucharder » rien d'autre qu'une saine méfiance de la police. Les communautés ouvrières, historiquement, n'ont-elles pas, partout dans le monde, été très méfiantes à l'égard de la police, et avec d'excellentes raisons ? Les policiers sont perçus de façon quasi viscérale comme les défenseurs de lois dirigées contre les pauvres et contre ceux qui luttent ; bien peu de gens se sentent obligés de coopérer avec elle, ni même y voient un intérêt quelconque. Bien souvent, dans le passé, on a pu voir une sympathie de base bien affirmée pour les prétendus « criminels ». Il n'y a pas si longtemps, dans les « zones de non-droit » des républicains irlandais, quand certains propriétaires bien connus de taudis faisaient du porte-à-porte pour ramasser les loyers, ils étaient parfois accueillis à la sortie du bloc d'immeubles par un républicain irlandais qui, à la pointe du fusil, le délestait de son argent pour ensuite le redistribuer aux locataires. Le propriétaire déposait plainte, la police enquêtait, mais personne n'avait vu quoi que ce soit.

Mais cette attitude envers la police dans des communautés ouvrières fortement politisées, qu'elles soient nationalistes ou gauchistes, a toujours eu une autre contrepartie rarement mise en lumière. Si, par exemple, quelqu'un vole quelque chose dans cette même communauté, on s'en occupe, parfois très durement. Les paysans espagnols qui coopéraient très rarement avec l'Etat, lui remettaient immédiatement ceux des leurs qui les avaient volés. Si vous étiez un voleur dans de telles circonstances, il était entendu par tous ceux que cela concernait que le bouclier de protection de la communauté serait levé ; une frontière était nettement tracée entre les différents délits antisociaux et cette frontière faisait partie d'une solide solidarité sous-jacente.

Cela dit non pour donner une aura romantique à quelque passé mythique ni pour signifier que les zones pauvres fussent exemptes de délits ou de crimes. Nous en sommes loin. Mais cela signifie que ces sanctions informelles étaient plus fortes que contre les délits et crimes si destructeurs dans les zones ouvrières et/ou pauvres.

Pour en revenir aux Etats-Unis, un exemple de ce que ces sanctions pouvaient signifier peut être trouvé à Detroit au début des années 1980, quand le crack commença de se répandre dans les rues. Plusieurs refuges de drogués au crack, sources de violence pour le voisinage, furent incendiés lorsque des résidents anonymes prirent la question en main et n'attendirent pas la réaction des autorités. C'est seulement alors que, et ce n'était nullement surprenant, que ces autorités réagirent en dénonçant ces « vengeurs » et en passant infiniment plus de temps à tenter de démasquer (sans succès) ceux qui étaient passé à l'action, qu'ils n'en avaient passé à tenter de virer les amateurs de crack.

Je voudrais dire qu'il y a une différence cruciale entre la morale de « arrêter de moucharder » d'aujourd'hui et la méfiance d'autrefois de la police. La situation à Baltimore aujourd'hui ressemble moins à celle d'une communauté unie pour se protéger contre la police et plus à celle des forteresses de la maffia dans l'Italie du Sud où la population se sent si impuissante qu'elle est réduite au silence, prise entre des forces qu'elle ne peut influencer. Ceci se dégage bien d'un article du *Baltimore Sun* (2 septembre 2007) où les mêmes mots apparaissaient dans les entretiens recueillis par le journaliste : désespoir, apathie et cynisme. Dans de telles zones, les gens ne veulent pas voir les « flics tueurs racistes hors du ghetto » comme le proclament les slogans de quelques

gauchistes sans cervelle, ils veulent « plus de police » Ce qu'ils souhaitent, c'est que la police joue *fair play* et abandonne le racisme. En fait, à New York, dans les années 1970, un des moyens utilisés pour permettre la « gentrification » d'un secteur et encourager les incendies criminels, fut d'en retirer toute présence policière.

Cette double conscience envers la police, pour élargir une réflexion de W. E. B. Du Bois (1), emprunte différents canaux : quelques-uns, très en colère, réclament plus de police après avoir été cambriolés par d'autres du quartier, les mêmes qui vendent librement dans la rue des objets, probablement volés dans une maison du voisinage. J'ai vu moi-même bien souvent des gens qui jamais n'auraient appelé la police alors qu'ils savaient qui avait tiré ou volé, le faire lorsque eux-mêmes avaient été victimes de petits larcins domestiques. D'autres, qui n'arrêtent pas de se plaindre des dealers qui trafiquent au coin de la rue, piquent en douce une poignée de billets dans la poche de leur môme adolescent qui participe à ces trafics. La drogue et la criminalité renforcent finalement le sentiment d'impuissance, celui d'être une victime et de subir l'absence de soutien social qui prévaut déjà partout aujourd'hui. L'espace public s'amenuise, les gens se renferment et la méfiance prévaut. En dépit d'une contradiction superficielle avec l'Humain, « arrêter de moucharder » n'est pas tant de la méfiance mais le reflet de la division, de la paralysie et de la peur.

C. P.

---

(1) William Edward Burghardt Du Bois (1868-1963), afro-américain originaire d'Haïti, milita pour la reconnaissance des droits civiques des Noirs aux Etats-Unis. Il fut sociologue, éditeur et poète. Il fut naturalisé ghanéen en 1963.

ESPAGNE

COUP DE POUCE AU TRANSPORT : CRISE ET RESTRUCTURATION D'UN SECTEUR STRATÉGIQUE

Les routiers espagnols ont fait grève en juin

UNE NOUVELLE GREVE dans le secteur du transport routier en Espagne, lancée par Fenadismer (Federación nacional de asociaciones de transporte de España, deuxième syndicat espagnol de transporteurs routiers), et soutenue par les associations Confedetrans (Confederación de Transportes), Antid et UPTA (Unión de Profesionales y Trabajadores Autónomos), a eu lieu du 8 juin au 14 juin. Une grève de plus dans un secteur où les contradictions se multiplient. Et une fois de plus, se sont répétées dans ce conflit l'opposition des intérêts de représentants même du secteur et les conséquences sur les autres secteurs d'activité (production et distribution).

En ce sens, les différentes grèves qui ont eu lieu en Espagne dans le transport ces dernières années ont une toile de fond et des caractéristiques similaires : celles d'un secteur critique dont le système de production/reproduction est soumis en permanence et intensivement à une forte pression accompagnée d'une détérioration des

conditions de travail et des marges opérationnelles des transporteurs situés au bout de cette chaîne.

Le déclenchement du conflit est dû à l'augmentation du prix du carburant, impossible à répercuter sur la clientèle ; problème déjà ancien qui réapparaît périodiquement, et maintenant plus fréquemment, du fait des augmentations successives du carburant (1) et des difficultés qu'éprouvent les transporteurs à reporter ces hausses sur les entreprises de manutention et les opérateurs logistiques.

Ce n'est pourtant que la partie visible de l'iceberg, le mal étant bien plus profond. L'effet immédiat est la pénurie, comme ce fut le cas en Italie en décembre 2007, et comme c'est le cas chaque fois qu'il y a une grève dans le secteur des transports (en Espagne, les fabricants et la distribution ont tiré les leçons des grèves du début des années 1990 et, dans la mesure du possible, ont déployé des moyens pour l'approvisionnement des marchandises précisément pour faire face à ce type d'éventualités et ce, malgré les limites imposées par la nécessité de réduire les stocks afin de réduire le capital immobilisé. C'est ainsi que le stock moyen est de trois jours).

Par conséquent, la pénurie a entraîné à très court terme la paralysie des secteurs automobile (2), d'appareils électroménagers, etc., ainsi que de la production agricole (plus de

(1) Selon l'Observatoire des coûts du ministère du Développement, cité par Fenadismer, le prix du gazole est passé de 0,95 € le litre en mai 2007 à 1,30 € en mai 2008. La variation annuelle du coût du gazole a été de 16,170 € pour la même période. La consommation annuelle d'un camion type est de 46 200 litres.

(2) L'impact n'a pas seulement porté sur les entreprises espagnoles, mais aussi sur les usines d'assemblage à l'étranger qui dépendent des livraisons de composants fabriqués en Espagne. En outre, les sociétés concernées ont tenté de saisir cette occasion pour présenter un « ERE » (« Expediente de Regulación de Empleo », dossier de régulation de l'emploi, autrement dit de licenciements temporaires ou définitifs) et faire que les salaires pour les journées non travaillées soient payées par le fonds national de chômage.

livraison d'aliments pour animaux à la ferme, et des productions de fruits et légumes, lait, poisson, etc.) (3).

Dans la distribution (supermarchés, hypermarchés, marchés centraux), les effets de la pénurie se sont fait sentir dès le troisième jour, aggravés par la réaction de panique des consommateurs qui ont alors fait des réserves de marchandises (4).

Protection par la police

Parallèlement, l'arrêt des transports a eu son impact sur la distribution stratégique du carburant. Dès le lundi, de nombreuses stations-service se sont retrouvés sans carburant. Le président des patrons de stations service a alors appelé à garantir la distribution par la police et, si nécessaire, par l'armée. Le gouvernement catalan l'a écouté, et en Catalogne, où 50 % des stations étaient à sec, la distribution a été effectuée sous la protection de la police autonome.

La protection par la police de convois de camions qui ne soutiennent pas la grève s'est étendue à d'autres produits. Le ministre espagnol de l'Intérieur, à son tour, a assuré la libre circulation et a promis la mise à disposition de la police et de la garde civile pour les camionneurs, mais en réalité de nombreux camionneurs n'ont pas osé sortir par crainte de représailles des piquets de grève, même après l'annonce officielle (jeudi 12 juin) de l'appel à l'arrêt de la grève par la CETM (Confederación española de transporte de mercancías).

Le développement du conflit a montré, une fois de plus, le pouvoir paralysant des transporteurs ou, d'un autre point de vue, la vulnérabilité et la fragilité du modèle d'organisation de la production dispersée. Les marches escargot sur les routes et autoroutes et l'occupation des aires de repos des routes principales ont provoqué une extraordinaire paralysie et le blocage de la frontière avec la France. Le conflit a aussi révélé – si nous prenons en compte les sources officielles selon lesquelles entre 20 % et 12 % du secteur ont fait grève – l'énorme potentiel d'un groupe minoritaire détenant un rôle clé dans l'actuelle économie capitaliste.

Violences

L'attitude résolue des chauffeurs de camion, due à la nécessité d'obtenir satisfaction dans un court laps de temps (l'arrêt de l'activité est un « luxe » que ne peuvent se permettre les indépendants en raison du niveau de leurs emprunts et de leurs dépenses), a abouti d'une part, à un déploiement massif des piquets de grève dans les centres névralgiques des principaux couloirs de transport et, d'autre part, à divers épisodes de violence : chauffeurs forcés de s'arrêter par l'action des piquets de grève, camions brûlés, cargaisons de transporteurs briseurs de grève déversées dans les fossés, etc.

En outre, deux chauffeurs de camion sont morts, un au Portugal et un en Espagne, ce dernier membre d'un piquet renversé par un chauffeur de camion opposé à la grève.

Bref, l'interminable série d'incidents inhérents à la nature même du conflit et aux caractéristiques du secteur, que les médias se

(3) La grève a d'abord affecté les agriculteurs et les éleveurs (problèmes pour le stockage du lait).Les producteurs de fruits, eux, se sont vus obligés de garder leurs produits dans les réfrigérateurs, ce qui a entraîné une baisse de leur prix de vente à la fin de la grève du fait d'une surabondance de l'offre . En outre, les pêcheurs touchés par la hausse du pétrole, ne sont pas sortis, ce qui a renforcé la pénurie de poisson.

(4) Curieusement, les premières choses qui ont disparu des rayons des supermarchés sont le papier toilette et l'eau en bouteille. Il faut croire que la mise en spectacle du conflit par les médias et l'utilisation de la peur comme une tactique de domination de l'Etat démocratique, conduit à des situations aussi étonnantes que celles-ci.

sont chargés de passer sous silence ou au contraire d'enfler, en fonction des intérêts et de la conjoncture, mais bien sûr toujours en mettant en spectacle la violence, façon de banaliser le conflit et de criminaliser les grévistes. En tout état de cause, la répression étatique ne s'est pas fait attendre, les arrestations de piquets (plus d'une centaine) et les attaques contre les économies déjà bien maigres des camionneurs, en imposant des amendes et des sanctions, se sont multipliées.

Cependant la radicalité et la forte pression initiale des camionneurs en grève doit être comprise comme une tactique visant à un règlement rapide du conflit, dans la mesure où le transporteur indépendant, principal acteur de la grève, n'est pas en mesure de faire face à un conflit prolongé. Certains camionneurs ont indiqué qu'ils ne pouvaient aller au-delà d'une semaine sans rentrée d'argent, vu qu'ils devaient continuer à faire face aux coûts fixes (assurance, entretien, etc.) et aux charges financières (amortissement du camion).

Revendications

La plate-forme de revendications des organisations CETM et Fenadismer s'étend sur plus de trente points concernant, entre autres choses, la clause de révision du prix du carburant, la mise en place du paiement obligatoire du transport trente jours après l'émission de la facture, la limitation des opérations successives de sous-traitance, l'augmentation du budget pour encourager les départs volontaires de la profession, les départs en retraite anticipée, la révision des règles concernant les temps de conduite et de repos, la réduction des cotisations sociales, la suppression de l'impôt d'activité,

Le transport routier en Espagne : quelques chiffres

◆ **Syndicats.** Selon Fenadismer (Federación nacional de asociaciones de transporte de España), qui intègre les données officielles du ministère des Travaux publics, le niveau de représentation des organisations sectorielles des transports est la suivante:
– dans le secteur des véhicules lourds, Fenadismer + Confedetrans (38,45 %), CETM (Confederación española de transporte de mercancías) 57,26 %, FVET (Federación Valenciana de Empresarios Transportistas) 2,94 %, Astic (Asociación del transporte internacional por carretera) 1,36 % ;
– pour les véhicules légers: Fenadismer + Confedetrans 34,21 %, CETM (54,75 %), Feneac (Federación nacional de empresas de auxilio en carretera) 4,30 %, FVET 3,54 %.

◆ **Entreprises.** Dans le transport lourd, les travailleurs indépendants représentent 71,9 % et les entreprises 28,1 %. Dans le transport léger, les chiffres sont respectivement de 78 % et 22 %.
89,5 % des entreprises de transport possèdent moins de cinq véhicules lourds.
96,4 % détiennent moins de cinq véhicules dans le transport léger.

◆ **Prix.** Bien que les coûts d'exploitation aient augmenté de manière significative entre avril 2007 et avril 2008 (21,7 % pour le gazole, 13,3 % pour les coûts financiers, 4,5 % pour les réparations, l'entretien et les pneus), les services de transport jusqu'à 50 km ont baissé leurs prix de 5 %, tandis que les services de transport entre 100 km et 200 km ont baissé leurs prix de 1,7%. Enfin, les services de plus de 300 km ont augmenté de 0,2 %.

et d'autres comme rédiger une pétition au gouvernement pour créer des couloirs.

Les points forts de la plate-forme, en particulier pour Fenadismer, se réfèrent à l'établissement d'un prix minimal nécessaire pour éliminer le service à perte, la mise en place de règles contraignantes en vue de nouveaux tarifs des transports, l'élimination du « centime sanitaire » (taxe de 2,4 centimes par litre de gazole appliquée dans certaines régions autonomes pour le financement de la santé) et des mesures sociales en faveur des petites entreprises et des transporteurs indépendants.

Discussions et divergences

Le 6 juin, les représentants de la CETM et de Fenadismer se sont entretenus avec des représentants du gouvernement (ministère des Travaux publics) et ont traité des questions telles que la clause de révision de la hausse des prix du pétrole, par le biais d'une formule qui reste pour une prochaine réunion, la clause de dommages-intérêts, l'aide à l'abandon de la profession, les changements dans le système des peines et des infractions, la lutte contre la concurrence déloyale, et des aspects liés à l'Ordre des autorisations (sur le nombre minimum de conducteurs, des possibilités de constituer des entreprises individuelles, etc.) entre autres.

Tout au long des discussions, la tension entre la CETM et Fenadismer a été flagrante, comme il est d'usage depuis des années. Ainsi, le 9 juin, alors que la CETM reconnaissait les progrès réalisés dans la négociation avec le gouvernement, Fenadismer estimait que le ministère du Travail ne pouvait pas contribuer à aider le secteur, en particulier en ce qui concernait les principales revendications. Le 11 juin, la CETM considère le conflit comme terminé tandis que Fenadismer et d'autres organisations autonomes de transport décident de continuer n'ayant pas obtenu, entre autre, le point fondamental de fixer un tarif minimal de service. L'intervention de la police s'intensifie alors (accompagnement des convois sur les grands corridors).

Il est significatif que les grands transporteurs réunis dans la CETM soient parvenus à un accord tout de suite. Les petits dénoncent que les accords du mardi 10 juin avec le ministère ont été signés par des intermédiaires du secteur, qui n'ont pas de camions et, par conséquent, ne sont pas confrontés au problème immédiat de l'augmentation du carburant autrement dit par les sociétés de transport qui sous-traitent à d'autres plus petites et indépendantes. En outre, les avantages obtenus ne touchent qu'un tiers du secteur, selon Fenadismer, telles les exonérations fiscales pour ceux qui facturent plus de 1 million d'euros. Ceci explique que les membres des associations de la CETM de La Mancha, Castille-León et de l'Estrémadure se soient démarqués de leurs dirigeants et se soient joints à la grève.

La position négociatrice du transporteur non plus avec le gouvernement, mais avec l'entreprise de manutention ou l'opérateur logistique qui le sous-traite, est très différente selon que l'entreprise de transport est grande ou celle d'un entrepreneur autonome. Comme le disait un chauffeur de camion (petit homme d'affaires, en faveur de la grève, en dépit de son affiliation à la CETM, ce qui expliquerait qu'il y a plus de grévistes que les 20 % officiels), ceux qui travaillent avec les grandes maisons de manutention répercutent plus facilement la hausse des prix du combustible, alors que ceux qui travaillent pour les PME ne peuvent pas (les PME elles-mêmes sont soumises à la politique de prix des grosses entreprises).

En tout état de cause, ce conflit, qui peut être compris comme un épisode dans le processus de restructuration du secteur des transports en Espagne (et en Europe), pose pour le gouvernement des problèmes d'ordre formel, mais difficiles à résoudre sans porter atteinte aux principes de l'intégration dans l'Union européenne. Par conséquent, il apparaît que la négociation d'accords nationaux est impossible quand il est impossible de subventionner le gazole car Bruxelles, par ses directives contre les pratiques de dumping et de concurrence déloyale, l'interdit. Intervenir sur le marché en imposant un tarif minimal, comme l'ont proposé les grévistes, violerait le sacro-saint principe du libre marché.

Tout cela conduit à des interventions mafieuses et des pratiques irrégulières de la part des groupes de transporteurs (les cas exemplaires des ports de Bilbao, Barcelone et de Valence ont été amplement discutés dans la presse). C'est le propre du système capitaliste que l'Etat n'intervienne que pour assurer la « libre » dynamique de l'économie de marché ce qui – et cela ne saurait être autrement – favorise les fractions dominantes du capital sur les fractions dépendantes et le salariat. Dans le cas qui nous intéresse, l'Etat, par sa police, est intervenu en faveur des transporteurs qui aspirent à contrôler le secteur contre les petites entreprises, et en particulier contre les transporteurs indépendants qui, après tout, sont des salariés déguisés.

L'alternative semble donc être de suivre les propositions de compensation indirecte, telle que l'aide à l'abandon de la profession, les réductions des cotisations pour la sécurité sociale, etc. Mais ces mesures ne peuvent être prises rapidement car elles nécessitent, d'une part une préparation pour rester en harmonie avec les règles européennes et,

d'autre part, un calcul précis pour ne pas creuser le déficit de l'Etat, vu qu'elles sont à même de déséquilibrer les comptes de la sécurité sociale ou de compromettre les recettes publiques. Le samedi 14 juin, le gouvernement a annoncé une augmentation de 80 millions d'euros d'aide pour le secteur (retraites, abattements d'impôt et des cotisations sociales).

Les contradictions dans le secteur ont de l'avance et vont plus vite que la capacité politique de l'administration à y faire face. Par ailleurs, les faiblesses structurelles dans ce secteur, précisément parce qu'elles soulignent les contradictions propres au modèle de développement capitaliste, ne se résolvent pas par de simples dispositifs techniques et administratifs.

Aspects particuliers du secteur

Le secteur des transports en Espagne est très fragmenté, avec un grand nombre de petites entreprises et de nombreux propriétaires d'un seul camion. Il se compose de plus de 130 000 entreprises (dont plus de 90 % sont des microentreprises de moins de cinq véhicules), d'une flotte de 340 000 véhicules, et il emploie

540 000 personnes, selon les données de Fenadismer.

Selon un rapport des consultants de DBK, le transport routier de marchandises en Espagne est une entreprise de 16 900 millions d'euros en 2006, avec cinq sociétés dominantes qui trustent une part de marché de près de 12 % (plus de 17% pour les dix premières). 58 % des entreprises du secteur sont des « entreprises » qui ont un seul véhicule et le processus de concentration est lent.

A cette fragmentation, il faut ajouter l'offre excédentaire, qui s'accroît du fait de la baisse de l'activité dans le secteur de la construction et dans d'autres secteurs. Les voix qui appellent à la restructuration sont donc nombreuses, y compris dans les rangs du patronat de la manutention, qui exerce une pression croissante (les entreprises de manutention, donneuses d'ordre, sont responsables de l'expédition), pression qui s'étend tout au long de la chaîne de sous-traitance et repose en bout de course sur le maillon faible, le transporteur individuel, le seul à s'acquitter matériellement du service, qu'il soit salarié (assumant de plus en plus de fonctions pour un salaire toujours plus bas), ou indépendant (il voit ses coûts d'exploitation augmenter et ses marges diminuer).

En fait, les revendications qui figurent dans ce conflit montrent assez justement la partie cachée de la prolétarisation des camionneurs, qui non seulement sont contraints de vendre leur force de travail dans des conditions défavorables (le maillon supérieur de la chaîne de transport est celui qui impose ses conditions), mais sont aussi forcés de faire face à l'investissement et l'amortissement des moyens de production (camion) et d'assumer les responsabilités fiscales et sociales des « entrepreneurs » (assurances, impôts, taxes, etc.). En outre, il faut tenir compte du fait paradoxal que, pour récupérer l'investissement mis dans les moyens de production (camion) et les frais généraux, les transporteurs doivent intensifier le temps d'utilisation du camion (augmentation des heures de travail), ce qui se heurte aux règlements des périodes de conduite et de repos.

Guerre féroce

La fragmentation de l'industrie et l'offre excédentaire de transport entraînent aussi une guerre féroce. Ce qui au niveau général du marché des transports définit bien la confrontation entre CETM et Fenadismer : gagner des parts de marché, notamment au jour le jour pour le transporteur, se matérialise en une perpétuelle chasse au fret, ce qui conduit à offrir des tarifs bas, inférieurs aux coûts mêmes, afin de ne pas perdre des clients, par exemple. D'où la tendance marquée entre les différentes associations de transport et les transporteurs individuels de chercher des solutions propres, comme la grève l'a démontré. Même les camionneurs associés se concurrencent les uns les autres dans les bourses de fret, ce qui a conduit à la formation de comités de contrôle pour surveiller les pratiques des associés.

En tout cas, l'arrière-plan de la situation concernant la nécessité d'une restructuration du secteur revient sur la table depuis les grèves des années 1990. Mais ni les gouvernements socialistes ni les conservateurs n'ont manifesté l'intention d'articuler un plan de redressement similaire à ceux appliqués dans d'autres secteurs. Ne serait-ce pas plutôt que dans le cadre de la réorganisation des processus de production et de distribution (délocalisation de la production et à sa suite de la chaîne de sous-traitance) qui ont conduit à un reclassement des entreprises de transport et des exploitants d'entrepôts en opérateurs logistiques, il fallait une offre

excédentaire de fret afin de donner aux nouveaux opérateurs logistiques les meilleures conditions pour négocier avec les transporteurs individuels, et ainsi consolider leur position hégémonique dans le secteur ?

Concentration

Quoi qu'il en soit, la grève déclenchée par la hausse du carburant a été détournée pour tenter de donner un coup de main aux transporteurs, satellites de la CETM, qui cherchent à dominer le secteur afin d'accélérer le processus de restructuration. Une opération qui, selon diverses sources, entraînera la disparition immédiate de 60 000 à 80 000 camionneurs. D'où les demandes au gouvernement (retraite anticipée et incitations à l'abandon de la profession) et le mélange de revendications visant à améliorer les conditions d'exploitation (réglementation des tarifs, réductions des cotisations à la sécurité sociale, etc.).

En d'autres termes, nous sommes face à une alternative entre une restructuration « sauvage » laissée au libre arbitre des forces du marché ou à une restructuration « douce », sous la protection et la réglementation de l'Etat. En ce sens, les mots du président de l'association animateur de la grève pour Fenadismer étaient significatifs. Dans un communiqué de presse, après que la CETM et le gouvernement furent parvenus à un accord, il déclara que le conflit se terminait sur une fausse note et que le gouvernement n'avait pas répondu à l'« appel au secours » de milliers de camionneurs.

Diabolisation du conflit

Dans le nouvel ordre du totalitarisme démocratique, toute expression conflictuelle qui ne parvient pas à être strictement canalisée par le symbolique, le rhétorique ou le spectaculaire, met immédiatement en marche tous les mécanismes de sa diabolisation. Le procédé consiste à déformer la réalité avec un ramassis de demi-vérités, d'omissions délibérées, de données détournées, de montrer le citoyen en victime, etc., visant à susciter un consensus des citoyens autour du front de l'ordre contre toute action revendicative. Les grèves du transport sont le paradigme de déclenchement de toutes sortes de topiques et de techniques de désinformation programmées par les médias.

Les intellectuels, journalistes, enseignants, entrepreneurs, responsables syndicaux, chacun d'entre eux bien rétribué et recevant de bons subsides, tout comme les représentants des organisations de consommateurs qui invoquent le droit à la consommation, imposent la réduction, quand ce n'est pas la suppression pure et simple, des droits. Plus encore, ils imposent la militarisation des conflits sociaux : c'est ce qui définit le totalitarisme démocratique avec la consécration de l'idéologie de marché qui réduit toute condition sociale à celle de citoyen consommateur.

Les slogans qui appellent au consensus citoyen ont un impact immédiat sur les livres de style médiatique, et la grève des transports se convertit de façon unanime en « grève patronale ». Les syndicats de travailleurs, en voulant se démarquer de cette prétendue « grève patronale », ont participé au cérémonial de la confusion (pathétique lettre ouverte d'un officiel chef de l'UGT dans *El Periódico* du 13 juin), toujours attentifs qu'ils sont à défendre les intérêts commerciaux.

Bien sûr, tout sert à semer la confusion pour ne pas évoquer le fond du problème, en particulier pour cacher la structure même du secteur, la composition des associations en conflit et l'articulation des services de transport dans la pratique.

La troupe médiatique a accompli une fois de plus son rôle de dissimulation et de détournement, en dressant les citoyens consommateurs contre les grévistes. Jusqu'à un agent de l'Etat (article par un inspecteur du travail dans *El Periódico* du jeudi 12 juin) qui s'est permis de remettre en question la nature même de la grève et l'a décrite comme une « grève imposée par la politique économique », dépoussiérant ainsi un arrêt de la Cour constitutionnelle et ajoutant son grain de sable dans la délégitimation du conflit.

Comme toujours dans le discours de citoyenneté, le droit des consommateurs l'emporte sur toute autre considération. L'affirmation répétée du totalitarisme démocratique de remettre en question le droit de grève, en utilisant le thème de la violence, afin de justifier la restriction des libertés et le renforcement de l'appareil d'Etat ainsi que son « intervention » pour assurer l'hégémonie du marché par les fractions les plus fortes du capital, a des implications directes sur la légitimité de l'autoritarisme croissant de l'Etat, au nom de la démocratie précisément. Bien sûr, ce qui dérange, c'est qu'un groupe ait la capacité de paralyser l'activité du marché – ce qui est interprété comme un « chantage » à la société des consommateurs. Toutefois, ce qui semble impossible à reconnaître est une évidence : que cette capacité de « chantage », c'est précisément l'organisation actuelle de l'économie de marché qui se l'octroie.

Fin d'un épisode... et prolongement du problème

Ce conflit dans le transport routier des marchandises en Espagne doit être compris comme un symptôme du problème structurel du secteur lié directement au modèle de développement lui-même lié à l'économie de marché. Aux problèmes de pollution générés par ce secteur s'ajoute la saturation des corridors dans un contexte qui fait prévoir la croissance exponentielle du transport routier de marchandises. Ceci alors que les problèmes et les contradictions se posent déjà entre les réglementations de la circulation (limitation de vitesse, pauses, etc.) et les nécessités de fonctionnement (recherche permanente d'une plus grande rapidité) vu que le juste-à-temps s'est étendu à la production des services.

Le principal moyen de transport de marchandises au sein des vingt-sept pays de l'Union européenne est la route. La tendance à la concentration des couloirs et des régions, pointée dans un rapport d'Eurostat avec le fait que six Etats membres concentrent deux tiers du total des marchandises transportées en 2006, ne fait que confirmer l'ampleur croissante du problème.

La fermeté du conflit souligne en fait que le processus de restructuration est tojours plus rapide et étendu, suite à l'intensification du cycle des échanges en général et dans le domaine du transport en particulier, qui se manifeste dans le jeu d'intérêts entre les donneurs d'ordre/opérateurs logistiques et les transporteurs. Mais c'est ces derniers, alors qu'ils finalisent la prestation de service, qui continueront à subir la pression sur leur marge. Dans le cas des conducteurs employés, ils seront affectés (ils le sont déjà) par l'augmentation du recrutement de chauffeurs des pays de l'Est : l'un des camionneurs s'est plaint que son employeur ait embauché deux chauffeurs bulgares, leurs deux salaires équivalant au sien). De même les chauffeurs indépendants en sous-traitance.

D'autre part, si le prix du pétrole cotinue de monter, comme c'est prévu, l'effet déstabilisateur sur le secteur continuera parce que le segment du transport, du stoc-

kage et d'autres activités liées à la manutention des marchandises prennent de plus en plus d'importance dans l'économie dite globalisée qui repose sur la dispersion de la production et la complexité croissante des chaînes d'approvisionnement (de production) et de distribution.

Pause

Le lundi 16 juin, les organisations qui avaient maintenu la mobilisation (Fenadismer, Confedetrans et Antid) demandèrent une « pause » temporaire de l'arrêt de travail, dans l'espoir d'ouvrir des négociations avec le gouvernement. Toutefois, la Plateforme pour la Défense des Transports (qui regroupe principalement des travailleurs indépendants) a maintenu la mobilisation en faisant converger des milliers de camions sur Madrid et créant des problèmes de circulation. Par ailleurs, la peur des autres transporteurs lorsqu'ils se déplacent (il est impossible pour la police d'accompagner des convois jour et nuit sur toutes les routes) a fait que le rétablissement de la distribution s'est accompli progressivement.

Bien entendu, les grévistes n'ont pas épuisé leurs ressources pour exercer leur pression. Etant donné les conditions de saturation du trafic des marchandises, il suffirait aux transporteurs de stationner leur camion dans les zones de service des grands axes ou d'occuper l'espace des aires de repos des camions circulant pour créer une nouvelle paralysie.

En fin de compte, il subsiste un doute : un conflit, dans un secteur critique et vulnérable tel que le transport, peut-il être réglé simplement par la répression ? Qu'il le reconnaisse ou non, le gouvernement est confronté à une restructuration d'un secteur qui menace de chômage plus de 60 000 personnes dans le secteur concerné. Celles-ci, en grande partie, ne sont pas seulement des employés, comme dans les cas de l'acier ou de l'exploitation minière, mais des salariés travestis, avec des charges financières supplémentaires (dette avec les banques). Il y a une différence avec la conversion des secteurs industriels des années 1980 (sidérurgie, construction navale, exploitation minière) : il ne s'agit pas aujourd'hui d'une industrie obsolète dont l'arrêt a à peine eu des répercussions sur les progrès de l'économie et qui a reçu un traitement d'ordre public. L'agitation dans les transports a des conséquences immédiates et en chaîne sur l'ensemble de l'organisation économique du capitalisme développé (5) et c'est de là que les transporteurs peuvent tirer leur force dans les négociations.

Corsino Vela
juin 2008

(5) L'impact sur l'économie a été de 500 millions d'euros, selon la confédération patronale catalane CECOT (Confederació empresarial comarcal de Terrassa), qui appelle à une profonde restructuration du secteur. Quoi qu'il en soit, ces évaluations sur les coûts induits par la grève doivent être prises avec réserve car parfois il y a un intérêt à les grossir pour inciter l'animosité contre les grévistes.

ROUMANIE : DE NOUVEAUX ASPECTS DE LA LUTTE DE CLASSE

La grève des dockers de Constanza. La vie des migrants : femmes philippines ; l'usine ou la prison, immigrés du Bangladesh à Bacau

APRES UN RÉCIT, par deux membres du groupe allemand Wildcat, de la grève des ouvriers de Dacia-Renault en Roumanie (1), voici des textes émanant de la même source et qui évoquent, comme un prolongement de la grève de Dacia, celle des dockers de Constanza (appelée aussi Constanta, plus rarement Constantza ou même Costantza) mais aussi, dans un tout autre registre, la vie et les résistances des migrants dans ce pays, notamment la lutte des ouvrières philippines.

LA GRÈVE DES DOCKERS DE CONSTANZA

◆ **Premier jour de grève.** A la porte principale du terminal de conteneurs de Constanza Agigea Sud, un tract poussé par le vent annonce une grève illimitée à partir du 17 juillet à 7 heures. Sur le site, aucun mouvement. Les grues sont au repos, silencieuses. La compagnie a décidé le lock-out : environ 150 dockers rassemblés devant la porte crient des slogans « Nous travaillons, nous voulons être payés pour ce que nous faisons », « Voleurs, Voleurs », « Nous ne serons pas des esclaves dans notre propre pays ». Ce terminal moderne, bien équipé, est la propriété de DP World . 85 % de tout le trafic de conteneurs des ports de Roumanie transite par ici. La compagnie a réalisé en 2007 un bénéfice de 12 millions d'euros.

Voilà cinq ans que le terminal a constitué ses premières équipes. Le travail devait s'accomplir selon les normes européennes et les salaires devaient être alignés sur ceux de l'Europe de l'Ouest. Ce n'est toujours pas le cas. Les travailleurs du port gagnent en moyenne l'équivalent de 400 euros par mois. Quant au travail, la pression a été constante ; pour atteindre le nombre de conteneurs devant être chargés ou déchargés par une équipe, il faut faire des heures supplémentaires qui ne sont pas majorées.

La revendication de 700 ron (environ 200 euros) n'est pas très élevée si l'on considère le niveau courant d'inflation. Le prix du gaz (cuisine et chauffage) a grimpé de 20 % de juin à juillet 2008. Le prix de la nourriture est comparable aux prix discount en Europe de l'Ouest. L'inflation signifie que beaucoup ont des problèmes pour faire face aux échéances des crédits.

Outre les salaires, une des plus importantes revendications des dockers est celle d'horaires standard. Le terminal fonctionne

(1) Voir *Echanges* n° 125 (été 2008), p 18.

avec un système d'équipes 12-24 heures, ce qui signifie qu'une seule équipe travaille 12 heures et se repose ensuite 24 heures. Après avoir ainsi travaillé sur quatre équipes, il y a un repos de 48 heures. Les travailleurs doivent ainsi constamment passer de la nuit au jour. Mais la direction ne s'en tient pas là, ils peuvent être souvent appelés à travailler leur jour de repos et ils sont supposés se présenter dans l'heure qui suit. Ils doivent pouvoir être appelés à chaque instant sur leur portable. S'ils ne répondent pas, cela entraîne une inscription sur leur livret de travail « absent sans motif valable ». Après trois de ces « absences », ils sont licenciés. Les grévistes affirment que cette obligation leur interdit tout projet dans leur vie de famille : « Le travail vous encule, dit crûment l'un d'entre eux, et vous n'êtes même pas payé pour ça. »

L'atmosphère sur le piquet de grève est joyeuse. Le soleil brille. Ils crient leurs slogans et font du vacarme avec des trompes et des sifflets. « La grève ne durera pas trop longtemps, ils doivent céder. Nous bloquons le trafic des marchandises de tout le pays et même des pays voisins. Les plus grandes zones industrielles dépendent de nous », nous déclare un autre docker.

De l'autre côté du terminal, des centaines de camions font la queue attendant leur chargement. La grève a de sérieuses conséquences pour les routiers : ils sont payés au kilomètre, pas à l'heure. Mais la plupart d'entre eux ne sont pas hostiles à la grève, même s'ils doivent retourner à vide.

Il y a deux syndicats sur le site tous deux affiliés au FNSP, la Fédération nationale des syndicats de dockers. D'après les dires des dockers, il est clair que ce ne sont pas les syndicats qui ont appelé à la grève mais que les dockers la leur ont imposée. « L'an passé, ils ont négocié et signé un contrat sans notre avis et c'était de la merde. Il y a eu de nouvelles négociations pendant cinq mois, mais cette fois, on les a à l'œil... Débrayer est le seul moyen de faire valoir nos revendications. »

◆ **Le lendemain, à 15 heures,** la direction de DP World a engagé de nouvelles négociations ; ça discute ferme chez les dockers parce que ces discussions vont se dérouler à l'hôtel Ibis, à 12 km des piquets.

A 19 heures, l'équipe de nuit prend la relève du piquet. Selon les grévistes, la compagnie n'a trouvé personne pour jouer les jaunes, car tous les travailleurs qualifiés ont émigré à l'étranger.

Cinq gros porte-conteneurs attendent devant le terminal. DP World essaie de les dérouter vers le port d'Odessa en Ukraine.

La télévision nationale parle à peine de la grève. Seule la chaîne locale en parle un peu. Mais un des dockers précise très convaincu : « Cela ne nous soucie guère qu'ils ne parlent pas de nous. Ce qui est important c'est qu'ici tout soit arrêté. »

Tard dans l'après-midi, les 150 participants au piquet sont rassemblés devant le bureau principal. Ils sont tendus. Les pourparlers ont échoué. La direction prétend ne pas être touchée et maintient ses positions. Elle a même menacé de retirer sa proposition antérieure d'une augmentation d'environ 100 euros. Un leader syndical, lui-même docker et membre de la délégation, raconte : « A un moment, toute la direction quitta la salle en déclarant "Bien, nous nous retrouverons devant le tribunal et on verra si la grève est légale. Nous n'avons pas de temps à perdre." Ils ont dit aussi que leur week-end était déjà rempli, qu'ils avaient une partie de pêche sur le delta du Danube. »

Les discussions parmi les dockers vont bon train. : quelles seraient les conséquences d'une suspension légale de la grève ? Qu'est-ce que le syndicat paierait si la grève durait longtemps ? Mais aucune hésitation quant à la nécessité de continuer la grève. « Quand on reviendra lundi, nous ne demanderons plus 700 ron, mais 700 euros. »

Alors que des centaines de milliers de vacanciers se prélassent sur les plages proches de la mer Noire, à quelques kilomètres de là les grévistes se préparent à une longue lutte. Le syndicat FNSP a annoncé une grève de solidarité de tout le port de Constanza.

◆ **Après treize jours de grève,** syndicat et direction concluent un accord le 29 juillet. Les travailleurs du port ont obtenu quelques concessions : une augmentation de salaires d'environ 650 ron (180 euros) qui doit être appliquée en deux étapes (voir encadré ci-dessus), un jour supplémentaire de vacances, 30 % d'augmentation des primes de Pâques et de Noël, et la promesse de respecter les temps de repos. Mais la direction a refusé d'appliquer la loi en ce qui concerne les droits à l'ancienneté. La question va être soumise à ce qui correspond en Roumanie à l'inspection du travail.

Bien qu'aucune des revendications des grévistes n'ait été satisfaite, la majorité accepte les propositions et arrête la grève. Pourtant quelques-uns d'entre eux ne s'en satisfont pas du tout. « Si nous avions continué deux ou trois jours, ils auraient cédé sur tout. Mais que pouvons-nous faire ? Nous ne sommes qu'une cinquantaine à vouloir

Questions de salaires

Le nouveau contrat apportera une augmentation de 650 ron (180 euros) en deux étapes : 475 ron (environ 132 euros) à partir du 1er juillet et 175 ron (48 euros) à partir du 1er janvier. La revendication initiale était de 700 ron tout de suite. L'augmentation réelle est de 30 % à 45 %, suivant qualification. Les salaires avant la grève allaient de l'équivalent de 350 euros pour les travailleurs qualifiés à 400 à 500 euros pour les chauffeurs et 600 à 650 pour les grutiers.

A titre de comparaison, les ouvriers de Dacia-Renault ont obtenu après leur grève une augmentation de 30 % à 50 %, leur nouveau salaire mensuel équivalant à 300 à 400 euros. Les ouvriers du textile ou employés de magasins ne gagnent que 150 à 200 euros, suivant la région. Récemment, le salaire minimum mensuel a été relevé de 139 à 150 euros.

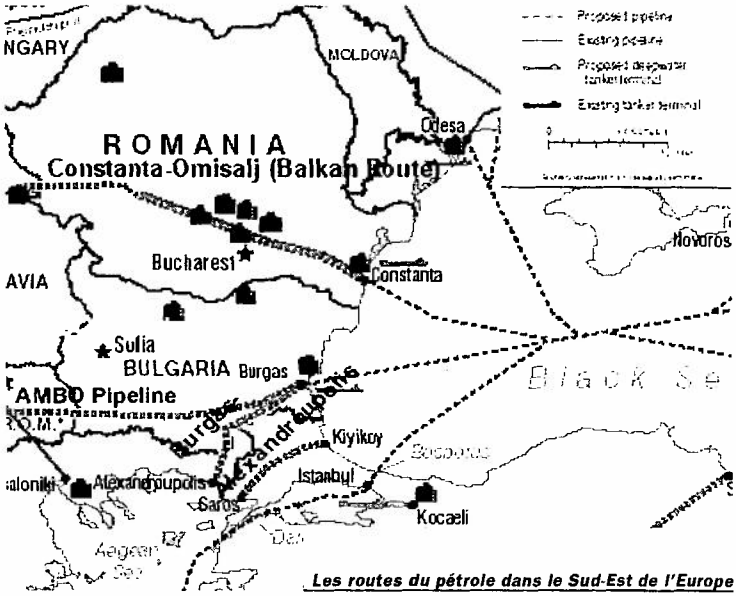
continuer. Les autres ont peur ou pensent que nous n'obtiendrons rien de plus », déplore un chauffeur . Il est écoeuré : « Ces derniers jours on manquait de cohésion. Trop d'entre nous se satisfont de ce résultat. »

Le samedi, il y avait eu une dernière séance de négociations. La direction modifia ses propositions trois fois. Trois fois les négociateurs ouvriers et ceux qui étaient venus les soutenir, refusèrent. Les ouvriers acceptèrent dans un premier temps que l'augmentation soit appliquée en deux étapes (la première en juillet 2008, l'autre en janvier 2009) peu après l'ouverture des négociations.

Mais beaucoup pensaient que c'était un piège pour retarder le plus possible l'augmentation. Il y eut des discussions passionnées entre les grévistes et des désillusions sur le fait qu'une bonne partie des grévistes ne s'était pas déplacée bien qu'ils aient été informés des négociations en cours. Aucun accord ne fut conclu ce samedi. La dernière proposition patronale comportait même une réduction de 50 ron sur ses propositions initiales offrant à la place des bons d'achat d'une valeur de 100 ron. Cette proposition n'en faisait pas un salaire et cela déclencha une grande colère et la poursuite de la grève fut alors décidée.

Malgré les concessions à ce moment, un point important reste non résolu, l'intensité du travail et la nécessité pour les dockers d'être toujours disponibles. En plus de cette obligation, s'il n'y a pas suffisamment de travail une équipe peut être supprimée sans préavis et n'est alors pas payée. Ce qu'ils revendiquaient c'était l'application stricte du statut de docker et une majoration de 100% en cas d'appel pendant la période de repos qu'ils seraient libres d'accepter ou de refuser. De plus en cas d'annulation d'une équipe, le salaire devrait être payé à 75%.

Aucune de ces dernières revendications ne fut prise en considération. Il n'y eut qu'une recommandation que le système d'équipes 12/24 et 12/48 (12 heures de travail, 24 heures de repos ou 12 heures de travail, 48 heures de repos) devait être strictement appliqué. Aussi qu'une liste de tous les ouvriers acceptant de faire des heures supplémentaires serait établie et que seuls ceux-ci pourraient être appelés à tout moment. Apparemment, refuser de faire des heures supplémentaires ne serait plus pé-



Les routes du pétrole dans le Sud-Est de l'Europe

nalisé. Mais ces heures seraient payées sans majorations tout comme la suppression d'équipes ne serait pas indemnisée.

A. C.

« COMME DES CHEVAUX ! » : FEMMES PHILIPPINES EN ROUMANIE

COMME BEAUCOUP d'autres entreprises roumaines du textile et du bâtiment, la société Mondostar doit faire face depuis des années à un manque de main-d'œuvre. Aucun Roumain ne veut travailler pour les bas salaires de l'industrie textile. Au printemps 2008, Mondastar a recruté 96 femmes philippines pour tenter de pallier la réduction progressive de sa main-d'œuvre.

Il y a seulement trois ans, cette société textile employait environ 1 500 ouvrières, toutes de la main-d'œuvre locale, qui fabriquaient des costumes pour l'Allemagne et la Suisse. Aujourd'hui, la main-d'œuvre locale n'est plus que de 400 personnes, principalement de vieilles femmes dont le salaire n'est qu'un complément du revenu familial. Hors ces femmes, personne ne veut travailler là pour un salaire mensuel équivalant à à peine plus de 200 euros (1). Les jeunes émigrent ou vont travailler dans d'autres secteurs. La plupart des anciens ouvriers de Mondostar travaillent maintenant chez l'équipementier automobile Takata qui fabrique des air-bags . La nouvelle usine, construite en plein champ à l'ouest de la ville, paie des salaires plus élevés et offre de meilleures conditions de travail (2). D'après un représentant syndical de Mondostar, la société textile a récemment tenté de recruter dans d'autres régions de Roumanie, mais sans succès. Les gens des campagnes qui pratiquent une agriculture de subsistance ne sont pas dépendants du travail en usine et la société aurait aussi des problèmes avec des travailleurs pas du tout motivés, qui prendraient des congés maladie ou s'absenteraient, ce qui entraînerait aussi un turn-over important.

Mondostar a toujours beaucoup de commandes, les machines sont là mais les travailleurs n'y sont pas. Dans sa quête de travailleurs productifs et pour trouver une issue à cette crise, l'entreprise a finalement passé contrat avec Eastwind International Agency, de Manille, qui a recruté des femmes qualifiées pour ce travail.

Namibie, Taïwan, Brunei...

Les Philippines sont arrivées à Sibiu à la fin mai 2008. Une des conditions de leur embauche était une qualification de couturière. Chacune d'elles devait verser à l'agence 120 000 pesos (un peu moins de 2 000 euros) pour être recrutée et pour le billet d'avion vers l'Europe de l'Est. Elles ont dû emprunter l'argent auprès d'une banque ou en hypothéquant leur propriété ou celle de parents. Le contrat signé aux Philippines leur garantissait un salaire mensuel de base de 325 euros et double paie pour les heures supplémentaires. La plu-

(1) Le salaire minimum mensuel en Roumanie équivaut à 150 euros. Dans l'industrie textile, les salaires en moyenne sont juste un peu au dessus.

(2) Les équipementiers paient habituellement des salaires plus élevés pour attirer les ouvriers qualifiés en raison des difficultés de recrutement.

part de ces femmes, âgées de 26 à 52 ans, avaient déjà travaillé comme couturières dans des usines textiles de Namibie, de Taiwan ou de Brunei. Toutes nous ont dit qu'il était courant de faire des heures supplémentaires payées en extra. D'après leur calcul, Mondostar aurait dû les payer avec les heures supplémentaires entre 500 à presque 600 euros par mois après déduction de la nourriture et du logement.

Pourtant, peu de temps après leur arrivée, elles se sont rendu compte que la société roumaine ne respectait pas les termes du contrat. Elle essayait au contraire d'extorquer plus de travail à moindre coût.

En arrivant à Sibiu, ces femmes avaient dû signer un second contrat, rédigé en roumain, et qui apparemment codifiait les réductions de salaires et d'autres détails. Pendant les deux premiers mois elles travaillaient quotidiennement de 6 h 30 à 18 heures, y compris le samedi. A la fin du mois, la feuille de paie déclinait 570 ron (155 euros). Le deuxième mois la paie était la même. Chaque mois, il était déduit de leur salaire 130 euros pour la nourriture et le logement. Etant donné l'horaire de travail, 60 heures par semaine, les heures supplémentaires auraient dû être payées plus de 320 euros, mais elles n'étaient pas payées du tout.

Boycottage des heures supplémentaires

Dans le bâtiment qui jouxte l'usine, huit femmes doivent se partager chaque pièce. Petit déjeuner et déjeuner leur sont fournis mais elles doivent pourvoir à leur dîner. La nourriture de la cantine est infecte, parfois si mauvaise qu'elles préfèrent ne pas manger. Dans l'usine, elles sont séparées des travailleuses roumaines. Les contremaîtres sont tous roumains. « Ils sont toujours sur notre dos et nous forcent à travailler toujours plus dur. On doit trimer comme des chevaux ! »

Les femmes sont déçues par l'attitude de l'encadrement et en colère pour leurs faibles salaires. Elles ne peuvent même pas payer les mensualités du prêt qu'elles ont dû contracter, encore moins envoyer de l'argent à leur famille. Elles ont décidé de se défendre et, le troisième mois, elles ont refusé de faire des heures supplémentaires. Elles lancèrent un ultimatum : à la mi-août, leur salaire et les heures supplémentaires devaient leur être payées complètement. Début août, elles ont adressé une plainte officielle auprès de l'ambassade philippine de Bucarest. Suite à cette plainte, l'ambassade intervint pour stopper le recrutement de couturières pour Mondostar. Une tuile pour la société qui avait engagé des démarches pour recruter 180 ouvrières supplémentaires. Une autre plainte fut adressée à l'organisme roumain équivalent de l'inspection du travail.

Les ouvrières philippines ne sont pas dans une situation très confortable. Leur autorisation de rester en Roumanie est liée au contrat d'un an passé avec Mondostar. Si elles rompent le contrat plus tôt, elles n'ont pas l'argent pour retourner aux Philippines, et à Manille elles trouveront une énorme dette. Et il faudra bien longtemps pour qu'un procès pour tromperie avec l'agence de recrutement puisse leur apporter une indemnisation. Si elles continuent à travailler à Sibiu dans les conditions qu'on leur impose, elle ne pourront jamais épargner quoi que ce soit. Et elles gagneront encore moins que si elles étaient resté aux Philippines.

Pendant ce temps, la direction montrait ce qu'elle savait faire pour mettre au pas les ouvrières rebelles. Les quatre porte-parole que les femmes s'étaient choisies furent licenciées avec deux autres. Du coup elles ont perdu leur permis de séjour et dû prendre l'avion pour Manille. L'ambassade des Philippines organisa cette « déportation ». Dans

l'usine, les ouvrières avaient déjà élu de nouvelles porte-parole.

La direction veut maintenant changer le mode de rémunération, pour payer au rendement, mais les objectifs sont absurdement élevés. Environ 50 ouvrières sont supposées fabriquer 500 paires de pantalons par équipe de huit heures. Elles ne peuvent en faire que 280 à 300, même après qu'on leur ait adjoint sept ouvrières roumaines. Dans les usines où ces femmes avaient travaillé auparavant dans les mêmes conditions l'objectif était de 250 pantalons.

Les femmes se plaisent à Sibiu et voudraient bien y rester. La population se montre amicale. « C'est seulement la situation chez Mondostar que nous ne pouvons supporter. » Elles ont souvent vu les gens se pincer le nez quand elles disaient qu'elles travaillaient chez Mondostar, tant cette société est impopulaire et connue pour ses faibles salaires.

Phase expérimentale

En fait, peu de sociétés emploient des travailleurs étrangers en Roumanie. Les quelques tentatives de les exploiter sont souvent accompagnées de grèves et d'autres actes de résistance. Pour ces entreprises, de plus, employer des immigrés signifie des efforts bureaucratiques et des coûts. Ils espèrent par ce moyen disposer d'une main-d'œuvre docile, toujours disponible, et plus facilement contrôlée que les autres travailleurs. Le fait que le permis de séjour soit lié au contrat de travail donne à l'employeur un moyen de pression inégalé. Il peut ainsi

Ouvriers indiens à Marsa

Voilà six mois, une usine métallurgique de Marsa, ville proche de Sibiu, a connu un conflit similaire à celui de Mondostar. Depuis mai 2007, l'usine emploie 43 ouvriers indiens, les payant mensuellement 568 dollars brut. Le patron de l'usine Granda Mecanica Marsa les désigne chacun par un numéro, parce qu'il ne peut ou ne veut pas les appeler par leur nom. Il ne communique avec eux qu'en les appelant « Sorin 1, Sorin 2, etc »
Début janvier 2008, le contrat de 30 de ces ouvriers fut résilié. Selon les journaux, ils étaient licenciés pour ne pas s'être présentés au travail depuis le 20 décembre. Mais les mêmes sources indiquent que pendant cette période, l'usine était fermée en raison des vacances de fin d'année. Les ouvriers se plaignaient d'avoir été forcés de travailler en heures supplémentaires sans être payés. « D'après notre contrat, nous devons dix heures par jours, six jours par semaine. Mais la société ne respecte pas le contrat et nous fait travailler 115 ou même 130 heures *[sic]* par semaine. » (1). En octobre 2007, les Indiens avaient fait parvenir aux médias une lettre ouverte expliquant que la direction les traitaient comme des esclaves. « Chaque jour, nous subissons des pressions psychologiques. On dirait que la direction veut se venger de notre plainte auprès de l'ambassade de l'Inde. Par exemple, avant de commencer, quand nous mettons nos vêtements de protection, le contremaître nous dit que ce n'est pas lemoment. La direction nous tourne autour en nous disant "Plus vite, plus vite". Et de plus, nous sommes constamment surveillés par des caméras » (2).

(1) Sources: Realitatea.net (23 janvier 2008), *Sibiu Standard* (15 janvier 2008), *Ziarul de Sibiu* (25 mai et 8 octobre 2007).
(2) D'après la lettre ouverte des ouvriers indiens publiée dans les journaux le 8 octobre 2007. Voir www.ziaruldesibiu.ro

accroître la charge de travail et extorquer des heures supplémentaires sans les payer. En outre les dépenses pour la nourriture et le logement sont réduites à leur plus strict minimum bien que leur facturation entraîne une importante réduction des salaires.

Mais il n'est pas possible de faire travailler comme des bêtes des Asiatiques dociles et industrieux, d'en faire juste des numéros et de les tenir en lisière. Ils n'accepteront pas tout. L'intimidation a des limites. La plupart des ouvrières philippines ont l'expérience du travail sous d'autres cieux, hors de leur pays, et peuvent comparer leur condition avec d'autres, elles savent comment s'organiser et comment faire valoir leur intérêt.

A. C.

http://www.labournet.de/internationales/rumae/sibiu_engl.html

USINE OU PRISON : VENUS DU BANGLADESH, ILS SONT ENFERMÉS PAR LEUR EMPLOYEUR

En janvier 2007, la BBC évoquait une grève impliquant 400 ouvrières chinoises travaillant pour la société Wear Company à Bacau dans l'Est de la Roumanie. Au cours de cette grève, Sorin Nicolescu, le directeur de l'entreprise, avait été physiquement attaqué par une centaine d'ouvrières en colère : « Au lieu de travailler, elles se sont jetées sur moi avec des fourchettes et des cuillères. J'ai appelé la police et la sécurité. Ce n'est pas acceptable d'être attaqué dans mon propre pays, dans ma propre usine, par des ouvrières pour lesquelles j'ai fait tant de concessions », a-t-il déclaré à la presse. Après la grève, alors que leurs revendications ne touchaient que les salaires et les conditions de travail, un certain nombre de ces ouvrières furent licenciées et réexpédiées en Chine (1).

Poussée par le manque de main-d'œuvre, Wear Company a de nouveau cherché à recruter en Asie, cette fois 500 ouvriers du Bangladesh. Ce texte est basé sur les conversations que nous avons eues avec plusieurs d'entre eux.

Les premiers ouvriers du Bangladesh que nous avons rencontrés étaient employés dans le centre-ville de Bacau et faisaient partie d'un contingent de 74 ouvriers engagés pour trois mois sur un chantier de la société Rombet SA. Ils travaillaient avec d'autres ouvriers locaux sur un grand bâtiment devant contenir un centre commercial. Ils ne se plaignaient pas de la nourriture ni du logement. « Mais les salaires sont beaucoup trop bas ! disent-ils. Le contrat prévoyait 500 dollars [environ 400 euros] pour 8 heures par jour, mais nous travaillons 10 heures par jour y compris le samedi et nous n'avons que 375 dollars [environ 300 euros]. »

Ils connaissent certains de leurs compatriotes de Dacca (capitale du Bangladesh) ; tous ont signé avec l'agence Al Abas International qui les a fait embaucher en Roumanie. Ils lui ont versé chacun 3 500 dollars [2 800 euros] et ont emprunté auprès des banques ou hypothéqué la maison familiale ; bien sûr, les mensualités sont déduites de leurs salaires.

(1) Le reportage de la BBC peut être écouté en ligne sur http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/6286617.stm

Le dimanche est leur seul jour libre de la semaine . En général, ils vont en bus au centre-ville, se promènent en groupes dans le parc. Ces dernières semaines, aucun n'a pu sortir. « Les ouvriers de Wear Company ont été enfermés pendant deux mois. Ils ne pouvaient pas sortir de l'usine. C'était comme une prison », nous dit un des ouvriers du chantier de Rombet.

Mais le dimanche où nous nous trouvons à Bacau, ils sont de nouveau autorisées à sortir et nous pouvons discuter avec eux.

Ils nous racontent que la direction a prétendu qu'il y avait des problèmes avec les services d'immigration et que c'est pour cela qu'ils n'avaient pu quitter l'usine. Eux soupçonnent la société d'avoir pris cette mesure après la disparition de vingt de leurs collègues, qui vraisemblablement ont passé la frontière pour gagner les autres pays d'Europe pour y trouver un meilleur travail.

La farce des heures supplémentaires

Début septembre on apprend que de nouveau les ouvriers sont consignées dans l'usine parce que 16 d'entre elles ont de nouveau « disparu ».

Les ouvriers du Bangladesh (2) sont des tailleurs qui ont signé un contrat pour 8 heures par jour et une semaine de 40 heures pour lesquelles ils devraient recevoir 400 dollars [environ 320 euros] par mois. En fait, ils travaillent régulièrement 60 heures et sont payés 640 ron [moins de 200 euros]. « C'est bien trop peu. Nos familles dépendent de ce que nous gagnons et on doit rembourser les mensualités de l'emprunt. » Et en plus, Western Union prélève 10 % sur les transferts d'argent au pays.

Le patron déduit chaque mois, des 400 dollars promis, 147 dollars [118 euros] pour le logement en dortoir dans les bâtiments de l'usine, où neuf doivent dormir dans des lits superposés sur trois niveaux. Est déduite aussi la nourriture fournie par la société, en quantité insuffisante : ils se plaignent d'avoir encore faim après le repas.

La législation roumaine du travail autorise jusqu'à 38 heures supplémentaires qui doivent être compensées sur les horaires des mois suivants. Chaque heure supplémentaire venant en plus doit être payée double. Wear Company s'arrange pour faire plafonner ces heures à 20 heures et vole ainsi près de 400 dollars chaque mois.

Ce tour de passe-passe sur les heures supplémentaires est bien connu. A Sibiu, à deux cents kilomètres de Bacau, des ouvrières philippines ont fait grève pour ce motif (voir ci-dessus).

Mais contrairement aux ouvrières philippines, chez Mondostar, seulement quelques ouvriers venant du Bangladesh ont pu acquérir une expérience du travail à l'étranger. Beaucoup ont quitté leur pays

(2) Contrairement aux Philippines qui « exportent » de la force de travail féminine, le Bangladesh « exporte « des hommes.

Des Chinois aussi...

Wear Company et Sonoma, les deux plus grandes usines textiles de Bacau, produisent des articles de sport pour l'exportation. Ces deux sociétés sont la propriété de l'italien Antonella Gamba, le premier entrepreneur à avoir obtenu l'autorisation d'employer 1 000 travailleurs venus de Chine. Depuis la grève à Wear Company en janvier 2007, les travailleurs chinois restants ont été transférés de la zone sud à l'usine Sonoma, dans la zone nord-ouest de la ville ; ils y travaillent avec une centaine de travailleurs locaux.

Depuis les Chinois ont été remplacés par 500 travailleurs du Bangladesh, même leur contremaître est du Bangladesh. On n'en sait pas plus sur le sort des 250 Chinois travaillant pour Sonoma. Le 5 août, l'un d'entre eux s'est rendu dans le centre de Bacau et y a affiché, pour attirer l'attention, un papier expliquant sa situation. Son contrat était près d'expirer et il devait retourner en Chine, mais la société refusait de le payer. Et il répétait : « Pas d'argent, pas de retour en Chine, pas de lendemain. » (En roumain : http://www.desteptarea.ro/articol_15067.shtml)

pour la première fois, de toute évidence pour trouver de meilleures conditions de vie (3).

Comme d'habitude, contrat et permis de séjour sont connectés. Une fois que les travailleurs sont en Roumanie, les entreprises sont tentées de dévaluer le contrat, en diminuant les salaires et en obtenant plus de travail. Les passeports et tous les documents qui s'y rapportent sont confisqués par la société, qui n'en remet que des copies aux intéressées.

Ainsi il est très facile de licencier les « indésirables » et de les faire expulser. Trente ouvriers viennent juste d'être renvoyés à Dacca. « Si l'on se plaint, il disent "Si ça ne vous va pas, retournez au Bangladesh." ». L'activité de la Wear Company à Bacau repose entièrement sur la force de travail des immigrés. Selon une récente étude de l'agence de travail temporaire Manpower, la Roumanie est le pays du monde où le manque de main-d'œuvre est le plus criant. 73% des sociétés du pays indiquent qu'elles ne parviennent pas à recruter du personnel (4). Le textile et le bâtiment sont les plus lourdement touchés.

On estime qu'au moins 10 % de la population travaille temporairement ou définitivement à l'étranger, principalement en Espagne et en Italie où les salaires sont six à sept plus élevés qu'en Roumanie (ces émigrés seraient près de 3 millions sur une population de 22 millions d'habitants). Dans le pays, la propagande quotidienne insiste sur l'aggravation des conditions de travail des Roumains à l'étranger, sur les effets sociaux catastrophiques sur les familles (les enfants laissés à l'abandon, les vieux dont personne ne se soucie) et sur l'invasion du marché national du travail par les Asiatiques.

Bacau est situé dans la province de Moldavie, où le taux d'émigration des habitants est bien supérieur à la moyenne. Il y a chaque semaine, à partir de cette ville de 185 000 habitants, six vols directs à destination de l'Italie.

A. C.

Version anglaise sur : http://www.labournet.de/internationales/rumae/index.html

(3) Sur le Bangladesh, voir les précédents numéros d'*Echanges* et de *Dans le monde une classe en lutte*.

(4) Etude publiée le 22 avril 2008 sur http://www.euractiv.com/en/socialeurope/romania-skilled-labour-shortage-highest-worldwide/article-171920.

ÉVOLUTIONS DU TRAVAIL SALARIÉ AU JAPON

Le mythe d'un modèle japonais fondé sur l'emploi à vie a cessé de fonctionner. En fait, ce modèle n'a jamais existé. Aux anciennes formes de précarité s'en sont ajouté de nouvelles, qui ont pour effet d'ébranler la dévotion des travailleurs à leur entreprise et les relations entre employeur et employé

Le Japon a longtemps préservé son économie du capitalisme international bien que la prospérité du pays reposât essentiellement sur l'importation de presque toutes ses matières premières et l'exportation de ses produits manufacturés. Le rôle de l'Etat se limitait, jusqu'à il y a quelques années, à protéger le marché intérieur au profit des entreprises japonaises et aider celles-ci à s'implanter sur les marchés extérieurs.

Or, depuis le début des années 1990, le capitalisme japonais est confronté aux conséquences de l'interdépendance économique mondiale sur son organisation du travail salarié et des rapports sociaux, à une explosion du travail précaire et aux bouleversements sociaux qui l'accompagnent, l'une et les autres se conjuguant au gré des besoins du patronat et des résistances des salariés présents ou futurs.

L'emploi à vie

La vulgate d'une spécificité d'un « capitalisme à la japonaise », répandue dans le sillage du décollage économique du Japon dans les années 1960, prétendait entre autres qu'il assurait l'emploi à vie à ses salariés.

En fait, l'emploi à vie n'a jamais concerné qu'une minorité de travailleurs : essentiellement les hommes employés par de grandes entreprises. Le concept d'emploi à vie avait surtout valeur de propagande. L'emploi à vie n'est pas garanti par le droit du travail japonais, tout travailleur pouvant être licencié avec un préavis de trente jours. Et le départ volontaire des employés concernés ou leur externalisation, assez fréquente au Japon, en réduit aussi la portée.

Une étude de l'OCDE datant de 1991 montrait, par exemple, que les employés japonais n'étaient guère plus nombreux que leurs congénères français à passer toute leur vie de travail dans une même entreprise : le pourcentage de ceux ayant plus de vingt ans d'ancienneté était alors de 19,3 % au Japon, et de 15,8 % en France. Il est vrai, toutefois, qu'en cas de crise les grandes entreprises japonaises hésitaient autrefois à licencier leurs personnels en période de récession et les gardaient, même sous-occupés.

Quant aux employés des petites et moyennes entreprises (PME), ils sont exclus de l'emploi à vie à cause de la fragilité économique de ces entreprises, et les femmes

parce que leur travail est généralement considéré au Japon soit comme un appoint financier aux finances d'un ménage, soit comme une période d'attente avant de se marier et de faire des enfants.

Les journaliers

Il y avait, en outre, dans le Japon de l'après-deuxième-guerre mondiale, des travailleurs qui ne pouvaient prévoir de quoi le lendemain serait fait. Ils appartenaient aux plus basses couches des exploités : travailleurs du bâtiment, manutentionnaires de toutes sortes, ouvriers sur les chantiers routiers, etc. Travailleurs à la journée (hiyatoi rôdôsha), ils étaient généralement sélectionnés à potron-minet par des sous-traitants. Les plus âgés restaient ordinairement sur le carreau et les plus jeunes profitaient du plein emploi pour s'accorder des pauses de plusieurs jours, parfois même de plusieurs semaines, de temps à autre.

Vers la fin des années 1980, on trouvait encore des lieux d'embauche (yoseba), qui pouvaient recouvrir tout un quartier dans les grandes villes, où se rassemblaient, et parfois vivaient, ces travailleurs. Selon un Rapport annuel sur les mesures contre le chômage (*Shitsugyô taisaku nenkan*) du bureau pour l'emploi du ministère du Travail (Rôdôshô shokugyô kyoku) pour l'année 1990, on comptait, par exemple, 24 000 journaliers fréquentant le quartier de Kamagasaki, dans l'arrondissement de Nishinari à Ôsaka ; 15 000, dans le quartier de San.ya, arrondissement de Taitô à Tôkyô ; 5 000, dans le quartier de Kotobuki à Yokohama ; plusieurs centaines à Nagoya, Amagasaki ou Fukuoka. Chiffres critiqués par plusieurs observateurs pour être approximatifs et sous-estimés.

Se regroupaient dans ces quartiers de nouveaux arrivants de la campagne, des chômeurs, des travailleurs sans qualification et des gens rejetés par la société du fait de leurs origines géographiques ou sociales, ou bien encore qui avaient fui, ou toujours refusé, la normalité du système du travail japonais. Ces quartiers, où résidait une population turbulente, étaient quadrillés par la pègre (yakuza) et la police, et fréquemment secoués par des révoltes, principalement en hiver au moment où la température obligeait les journaliers à faire des feux dans la rue, hors la loi.

Les gauchistes tentaient de s'y implanter à leurs risques et périls. Le 22 décembre 1984, par exemple, Satô Mitsuo était assassiné à San.ya par un yakuza lié à l'extrême droite, onze jours après avoir commencé le tournage d'un documentaire sur les conditions des travailleurs de ce quartier, le système d'embauche et leur lutte contre la police, la pègre et l'extrême droite. Yamaoka Kyôichi, membre d'un collectif de syndicalistes et d'humanitaires, Groupe pour la lutte à San.ya (San.ya sôgidan), achèvera le film en décembre 1985 et lui donnera pour titre *Yama – yararetara yarikaese* (Yama – coup pour coup ! *[l'idéogramme san peut aussi se lire yama]*). Yamaoka sera lui-même assassiné à Shinjuku, un quartier de Tôkyô, le 13 janvier 1986, par un autre yakuza.

Une scène du film « Yama – coup pour coup ! », de Yamaoka Kyôichi (1985).

Les rabatteurs ne viennent plus à San.ya depuis la récession qui a touché le Japon au début des années 1990 après une longue période de bulle financière, principalement nourrie par des crédits gagés sur l'immobilier. Le quartier n'attire plus que des touristes, japonais et étrangers, qui n'en connaissent souvent même pas le nom, ou ne font pas le lien avec l'ancien quartier des journaliers. Les Japonais lisent aujourd'hui fréquemment les deux idéogrammes composant le nom de ce quartier Yamatani au lieu de San.ya (le japonais possède plusieurs prononciations par idéogramme,). Il est maintenant connu pour ses nombreuses auberges peu onéreuses : autour de 3 000 yen (environ 20 euros) la nuit pour une chambre de trois tatami (environ 5 m²), ce qui est trois fois moins cher que le prix d'une chambre dans les Bijinesu hoteru (Business Hotel), hôtels de basse catégorie. Les anciens habitants, vieux et sans travail, ne peuvent plus se loger dans le quartier. Quelques-uns en sont partis, d'autres campent dans les parcs, voire dorment dans la rue.

Les immigrés

Les migrants ont peu à peu remplacé les journaliers sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics dès les années 1980. Pendant les années 1990, les Iraniens formaient le gros de cette main-d'œuvre surexploitée grâce à des accords avec l'Iran, fournisseur de pétrole au Japon, qui leur permettaient d'obtenir à la frontière japonaise un visa touristique de trois mois sans visa préalable. Ce privilège fut supprimé sous le prétexte que ces pseudo-touristes travaillaient et que certains outrepassaient la durée de leur visa ; il le fut surtout parce que ces travailleurs clandestins se regroupaient en fin de semaine dans le quartier commerçant de Harajuku, en plein centre de Tôkyô, près du temple dédié à la mémoire de l'empereur Meiji. Les Iraniens y occupaient par centaines un espace libre près de la piscine de Yoyogi où des stands offraient une nourriture de leur pays et où des groupes, uniquement constitués d'hommes, se répandaient en palabres interminables. Ils ont été depuis remplacés par des Chinois, des Asiatiques du Sud-Est ou des Pakistanais, plus discrets.

A partir du début des années 2000, une autre vague d'immigrants, moins défavorisés, est venue s'ajouter à la précédente, par suite du peu d'intérêt manifesté par les jeunes Japonais pour les études scientifiques ; la concurrence d'ingénieurs venus de Chine ou d'Inde, de haut niveau et disponibles à moindre coût, accentuant ce désintérêt, malgré l'assurance d'un choix de 4,26 postes une fois sortis de l'école, contre en moyenne 0,98 emploi par diplômé dans les autres branches. Pour compenser les vides, les agences de placement recrutent de plus en plus d'ingénieurs sud-coréens, profitant de ce que ces jeunes diplômés pâtissent d'un taux de chômage élevé dans leur pays qui les incite à tenter leur chance au Japon et le ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie a créé, un fonds spécial doté de 30 millions de yens (environ 180 000 euros) par an, afin d'offrir des formations en japonais et des stages à des étudiants d'Asie. Le gouvernement espère ainsi porter à 300 000 en 2015 le nombre de diplômés étrangers hautement qualifiés employés au Japon, alors qu'ils n'étaient que 158 000 en 2006.

Notons que le Japon ne compte encore, officiellement, que 2 millions d'étrangers sur 128 millions d'habitants : les Coréens, autrefois première minorité par le nombre (593 000), sont aujourd'hui dépassés par

les Chinois (606 800) ; viennent ensuite les Brésiliens (300 000), descendants des immigrés japonais en Amérique latine à la fin du XIXe siècle, et les Philippins (200 000).

Précarités nouvelles

Le gouvernement et le patronat ont longtemps hésité, comme toujours au Japon, avant de se résoudre à adopter des mesures de flexibilisation du travail, en partie parce qu'ils en appréhendaient les répercussions sociales. C'est le gouvernement de Koizumi Jun.ichirô (2001-2006) qui a inscrit dans la loi des mesures que la période exigeait : privatisations, plus grande ouverture des entreprises japonaises à l'actionnariat international, précarisation du travail, aides aux délocalisations, etc.

Les salaires des travailleurs sous contrats à durée indéterminée ont été réduits. Ce fut assez facile du fait de la composition du salaire au Japon, divisé entre salaire de base et primes (bonus), l'une versée en été et l'autre en hiver, qui peuvent, surtout dans les grandes entreprises, parfois équivaloir à un mois ou plus du salaire de base chacune : il a suffit de geler les salaires et de diminuer le montant des primes, sinon les supprimer.

Puis, le licenciement fait dorénavant partie de la gestion du personnel des entreprises japonaises, ce qui explique en partie la hausse du taux de chômage depuis quelques années. Officiellement autour de 4 %, il est certainement en réalité plus élevé si l'on considère la méthode de calcul de ce taux et la pratique, certes moins étendue qu'autrefois mais toujours appliquée par les plus grandes entreprises, du maintien d'effectifs pléthoriques.

Surtout, l'emploi précaire, qui avait commencé à se répandre dès la fin des années 1990, s'est considérablement accru. Le Keidanren, le plus important des syndicats patronaux, a fait pression sur le gouvernement, et les garde-fous qui encadraient l'emploi précaire ont peu à peu disparu. En 2003, l'éventail des métiers accessibles aux intérimaires a été élargi à l'industrie et la limite de durée des contrats est passée de un à trois ans. La réalité de cette précarisation du travail se retrouve dans la floraison du vocabulaire la désignant : arubaito (Arbeit, mot allemand pris dans un sens détourné, qui vaut notre job en France, emprunté à l'anglais), furîtâ (freeter, contraction de free, emprunté à l'anglais, et de ter, fin d'Arbeiter, emprunté à l'allemand), pâtotaimâ, (de l'anglais part timer), kikankô (travailleur temporaire, lorsque l'on parle d'un ouvrier d'usine), hakenshain (détaché par une agence d'intérim).

Selon des chiffres du Bureau des statistiques du ministère des Affaires publiques (Sômushô tôkeikyoku) datant du début de cette année 2008, 34 % des salariés avaient un travail précaire contre 15,3 % en 1984 ; en 1999, ce taux n'était encore que de 25,6 %. Notons, toutefois, que les données pour 2008 témoignent, avant tout, d'un accroissement des disparités entre hommes (18,7 %) et femmes (54,2 %). Faute de précisions, je n'ai pas pu savoir comment cette précarité se répartissait entre les trois secteurs de l'activité économique : agriculture, industrie et services.

Nombre de précaires souffrent de leur situation et d'une rémunération à peine supérieure au salaire minimum. En général, le salaire horaire d'un travailleur sous contrat à durée déterminée équivaut à 60 % de celui d'un salarié en contrat à durée indéterminée, et, bien que le pays connaisse une pénurie de main-d'œuvre, peu d'employés non réguliers peuvent espérer obtenir un emploi stable, réservé aux jeunes re-

En juillet 2008, Toyota a connu un nouveau décès dû à un excès de travail (karôshi) : un ingénieur travaillant à la nouvelle version de la Toyota Camry avait effectué une moyenne de plus de 80 heures supplémentaires par mois dans les deux mois qui ont précédé sa mort.

crutés à la sortie de l'école et formés par l'entreprise. Depuis avril 2008, une loi sur le temps partiel interdit toute discrimination, notamment de salaire, entre travailleurs occupant des postes similaires ; mais elle n'est quasiment pas respectée. Inquiet de la multiplication des travailleurs pauvres et de ses effets imprévisibles sur l'ensemble de la société, le gouvernement a, le 6 août 2008, incité les 47 préfectures du pays à augmenter de 15 yen (0,08 euros) le salaire horaire minimum, variable selon les préfectures sans être inférieur à 687 yen (4,07 euros).

Mentalités nouvelles

Ces mutations dans l'organisation du travail ont pour effet d'ébranler un des piliers de la réussite économique des entreprises japonaises : la dévotion des travailleurs à leur entreprise, qui reflétait une conception du travail et de la relation paternaliste entre employeur et employé, a sombré avec la disparition des protections que les entreprises offraient à leurs personnels. Aujourd'hui, les travailleurs japonais n'hésitent plus à intenter un procès pour compensation d'un excès de travail ; et la fréquence des suicides (81 cas en 2007) en raison des conditions de travail augmente, elle aussi.

Jusqu'à présent, quel que soit le nombre d'heures passées en sus des heures de travail normales, les employés ne portaient que rarement plainte en justice et préféraient négocier avec leur employeur. Aidés par de nouveaux petits syndicats et des avocats bénévoles, les travailleurs abusés n'hésitent plus à demander réparation. En novembre 2007, la famille d'un salarié mort par excès de travail (karôshi) chez Toyota obtenait ainsi un jugement d'un tribunal

de Nagoya en sa faveur qui obligeait le constructeur automobile à l'indemniser. Après quoi, Toyota décidait de rétribuer l'ensemble des heures passées par ses employés à réfléchir sur les améliorations de la production.

D'autres groupes tels que Seven-Eleven (supérettes), Uniqlo (magasins de vêtements), ou bien encore McDonald's, ne jouant pas sur le traditionnel esprit maison mais sur les lacunes du droit du travail et les tensions du marché de l'emploi, avaient innové : l'employeur promouvait un salarié au statut de cadre, ce qui lui permettait de ne pas lui payer d'heures supplémentaires. Ces cadres sur le papier (nabakari kanrishoku), comme la presse les a baptisés, se sont rebellés et, en janvier, McDonald's a été condamné à payer 7,5 millions de yens (45 000 euros) à un de ses managers. Le souci d'éviter des procès qu'elles ont toute chance de perdre et la mauvaise publicité poussent depuis les entreprises à dédommager au plus vite leurs salariés lésés.

Depuis les années 1980, les jeunes générations de cols bleus japonais ne cherchent du travail que pour gagner l'argent qui leur permettra de vivre et n'éprouvent plus qu'un faible attachement sentimental à l'entreprise, contrairement à leurs aînés. Ils refusent le plus souvent d'assumer les tâches dites 3 K : kiken (dangereuses), kitanai (sales) et kitsui (pénibles), auquelles se sont ajoutées d'autres raisons de rejet : kyûryô (le salaire, quand il est trop bas) et kekkon (le mariage, rendu difficile par les conditions de travail), ainsi que, plus tard, kyûka ga sukunai (pas assez de temps libre) et kakkô warui (un métier dévalorisant). Certains jeunes, hostiles au modèle traditionnel du salaryman (salarié fidèle à son entreprise), choisissent de ne vivre que de petits boulots (freeters). Depuis une trentaine d'années, l'industrie, principalement, a du mal à recruter et connaît une forte instabilité du personnel.

Par ailleurs, hors de l'entreprise, une nouvelle forme de résistance, apparue il y a une vingtaine d'années, tend à se répandre et pourrait, à terme, mettre la société en danger : ceux qui vivent par ordinateur interposé. Ceux-là entrent en contact avec leurs pairs grâce aux technologies de l'information et font généralement preuve d'une totale absence d'intérêt pour le vulgum pecus, une forme de contestation que nos sociétés modernes n'ont pas encore appris à gérer efficacement. Ils ont leurs propres lieux de rencontre dans la ville et s'adressent les uns aux autres par un mot signifiant tu : otaku. Les Japonais en sont donc venus à les désigner de ce même mot ; en anglais, on les appelle geek.

Akihabara, quartier de Tôkyô célèbre pour ses magasins d'informatique, est un de ces lieux de rencontre. Le 8 juin 2008, Katô Tomohiro, un garçon de 25 ans, a tué sept personnes et en a blessé dix avec un couteau de survie, justement dans ce quartier. Ce fait divers a été amplifié dans les médias japonais qui relient cette montée de la criminalité à la précarisation croissante des salariés, soulignant que Katô Tomohiro était intérimaire bien que diplômé de mécanique automobile, et ne parvenait pas à décrocher un poste fixe.

J.-P. V.

DANS LES PUBLICATIONS

France

◆ « Hôpitaux de proximité : des résistances déterminées. Vers une coordination nationale ? », dans *Courant alternatif* n° 182 (été 2008).

◆ Dossier complet sur La Poste menacée de privatisation dans *CQFD* n° 59 (septembre 2008).

◆ Grève chez Goodyear-Dunlop à Amiens : « Les ouvriers refusent les 4x8 » dans *La Forge* n°487 (juillet-août 2008) ; « Goodyear Amiens », dans *Partisan* n° 221 (septembre-octobre 2008).

◆ « Restructuration à Sanofi-Aventis », dans *Partisan* n° 221 (septembre-octobre 2008).

◆ « La mascarade des 35 heures » dans *A contre-courant* n°196, juillet 2008

◆ « Pas de trêve estivale pour les luttes ouvrières (Goodyear, Euravia, Entremont, Conserveries du Mont Lozère, GM Strasbourg, Nexter, La Poste...) » dans *La Forge* n° 488 (septembre 2008).

◆ « Tous propriétaires, du triomphe des classes moyennes » dans *Offensive libertaire* n° 19 (septembre 2008).

◆ « LOLF story, chronique d'une réforme attendue » ,dans *La Gazette de la Société et des techniques* n°'47 (mai 2008). Le berceau de toutes les réformes de l'Etat construit par le parti socialiste en 2001 (copie à Echanges).

◆ « Sabotage des bornes moneo à Tours « (Collectif des faucheurs de moneo, CFM) dans la *Lettre de Liaison du Garas* n° 22 (mi-2008).

Résistance au travail obligatoire

◆ « Insertion : nos printemps contre vos Grenelle , d'AssistEe Liberation Front, « Le beurre et l'argent du beurre », « Ordre moral à la CAF », « Fraude sociale, la grande supercherie », « En cas de contrôle, n'ayez pas confiance dans le contrôleur CAF ! », du Réseau social

d'allocataires, sont des textes reproduits par *Ni patrie ni frontières* dans son n° 25-26 (octobre 2008). Ils proviennent du site www.collectif-rto.org

Celui-ci, créé en 2005, se présente ainsi : « Résistance au Travail Obligatoire : des chômeurs longue durée, des qui n'ont jamais goûté aux joies du salariat, des étudiants qui craignent de devoir y goûter bientôt, des cuisiniers, des chauffeurs livreurs, des retraités , ont choisi de consacrer du

« Sortir du Nucléaire »

Les abonnés d'*Echanges* reçoivent avec ce numéro une présentation de la Campagne nationale « Ni nucléaire, ni effet de serre. Choisissons les économies d'énergie et les énergies renouvelables. ». Ce n'est pas un engagement politique de notre part mais un service rendu à des camarades qui se battent aussi pour un autre avenir et dont nous apprécions le sérieux de la documentation accompagnant ce combat.

◆ Sur le même sujet du nucléaire : *Haute Tension,* feuille d'infos du Collectif radicalement antinucléaire n° 2 (mai 2008). CRAN@no-log.org ; http://anartoka.com/cran

Immigrés en France...

◆ « Travailleurs sans-papiers, la grève se poursuit pendant les vacances », dans *La Forge* n° 487 (juillet-août 2008) ; et « Premier bilan politique du mouvement de grève des travailleurs sans-papiers », n° 489 (octobre 2008).

◆ « L'immigration choisie », dans *Courant alternatif* n°182 (été 2008).

◆ « La politique française de l'immigration (suite) La question d'une lutte », dans *Partisan* n° 220 (été 2008).

◆ « Sans-papiers, ce que les grèves ont changé » dans *Alternative libertaire* n° 179 (juillet-août 2008).

◆ « Chronologie sommaire de la solidarité avec Bruno, Ivan, les sans-papiers et tous les autres incarcérés » dans *Cette semaine* n° 96 (été 2008).

◆ Dans *Ni patrie ni frontières* n° 25-26 (octobre 2008), un ensemble de textes sur l'occupation de la Bourse du travail à Paris par des sans-papiers, la plupart reproduits du *Journal de la Bourse occupée* publié par la Coordination des sans-papiers 75, créée en 1996 à la suite de l'occupation de l'église Saint-Bernard dans le 18e arrondissement de Paris : « La voix des délégués (Sissosko et Djibril exposent les motifs de l'occupation) », « La voix des femmes ».

◆ Un long entretien réalisé par *Ni patrie ni frontières* (et publié dans ce même n° 25-26) avec des militants de RESF (Réseau éducation sans frontières).

◆ Pour les sans-papiers: » Que faire en cas d'arrestation ? » copie de document à Echanges.

... et ailleurs

◆ « Les centres de rétention en Europe » dans *La Forge* n° 487 (juillet-août 2008).

◆ « Prisons de sans-papiers aux Pays-Bas » dans *Ni patrie ni frontières* n° 25-26 (octobre 2008).

◆ Dans *Cette semaine* n° 96 (été 2008) : « Un oiseau ne peut pas voler sans ailes » (sur les centres fermés et les déportations).

◆ « Travailleurs étrangers dans les Emirats du Golfe » dans *Courant alternatif* n° 182 (été 2008).

temps chaque semaine à chercher comment résister aux boulots de merde, aux pressions des travailleurs sociaux, à l'isolement , aux radiations... »

Police, surveillance, prison

◆ *Cette semaine* n° 96 (été 2008) recense les « tactiques policières d'interrogations "antiterroristes" ». Dans ce même numéro : « Les armes de l'ennemi » (la vidéosurveillance, le lanceur 40).

◆ « Casser le tabou de la sexualité en prison » dans *Jakilea* (Le témoin) n° 80 (septembre 2008) ; dans le même numéro « Elle s'appelle Marina Petrella ».

Syndicats

◆ « A propos de la représentation syndicale en France, sens de la réforme actuelle » dans *Courant alternatif* n° 182 (été 2008).

◆ « La véritable unité syndicale en marche. Tous d'accord pour ne rien faire » dans *Anarcho-syndicalisme* n°108 (septembre –octobre 2008).

◆ « CGT, les trois profils des opposants », « Une autre vision du syndicalisme rassemblé », « Il y a vingt ans, des moutons noirs fondent Sud-PTT » dans *Alter* -

native libertaire n° 177 (octobre 2008).

Italie

◆ Dans *Présence Marxiste* n° 69 (août-septembre 2008) « Hécatombe de prolétaires italiens » (Thyssen Krupp).

Mexique

◆ « Oaxaca, sous l'ombre froide de l'Assemblée » (G. Lapierre) dans *CQFD* n° 58 (juillet-août 2008).

◆ *Broken Barricades: The Oaxaca Rebellion in Victory, Defeat, and Beyond* : un texte analytique et critique. Copie à Echanges (en anglais).

Venezuela

◆ Dans *Ni patrie ni frontières* n° 25-26 (octobre 2008), sous le titre « Merengue vénézuélien. Aux origines du "chavisme", entre caudillisme et mouvements sociaux », un entretien de Charles Reeve avec Miguel et Isabel, membres du collectif de la revue *El Libertario*, réalisé à Caracas en mars 2008.

Ce texte est aussi disponible sur le blog de Claude Guillon [http://claudeguillon.internetdown.org/article.php3?id_article=232] et sur le site de *Divergences, revue libertaire en ligne* [http:// divergences.be/spip.php?article1092].

Népal

◆ Peu de choses sur ce pays, sauf de la part des thuriféraires des vestiges du maoïsme. A lire avec un luxe de précautions les rares textes où l'on peut trouver quelques précisions sur la situation dans ces contreforts de l'Himalaya, coincés entre la Chine et l'Inde : « La révolution népalaise, obstacles et perspectives », dans *Partisan* n° 220 (été 2008). « Sainte Alliance contre le pouvoir populaire », dans *Partisan* n° 221 (septembre-octobre 2008). On a reçu aussi *La Révolution népalaise, une révolution inconnue*, petite brochure recueillant des textes écrits entre fin 2006 et avril 2008 (en français, copie à Echanges), qui émane d'un Comité de solidarité franco-népalais. http://nouveaunepal.overblog.com. Courriel : comitenepal@hotmail.fr

Inde

◆ *Gurgaon Workers News* donne régulièrement un aperçu de la condition des travailleurs en Inde et de leurs luttes. Le n° 13 (october 2008) vient de paraître. Copie à Echanges (en anglais) ou sur le site www.gurgaonworkersnews.wordpress.com

Afrique

◆ « Les saras, une société sans classes et sans Etat »,dans *Alternative libertaire* n° 175 (juillet-août 2008).

Tibet

◆ Le n° 25-26 (octobre 2008) de *Ni patrie ni frontières* reproduit « Tibet, lutte contre le colonialisme chinois », issu de la Lettre de Mouvement communiste n° 28 (mai 2008). Cette dernière n'est plus disponible qu'en ligne [mouvement-communiste.com/pdf/letter/LTMC0828.pdf].

CORRESPONDANCE

Le NPA, dangereux miroir aux alouettes, p. 52 ◆ Du crédit, racine de l'atomisation des individus..., p. 52 ◆ ...à Wilhelm Reich et au communisme, p. 53 ◆ Du négationnisme dans « Echanges » (suite), p. 53 ◆ Un téléologue anglais, p. 54 ◆ Pénibilité et dangerosité du travail... jusqu'à quand ?, p. 54 ◆ L'absurde rejet du prolétariat comme sujet, p. 55 ◆ « Sans avenir, le présent n'est que désordre », p. 55

Le NPA, dangereux miroir aux alouettes

D'un camarade de la zone alpine

...J'ai eu aussi l'occasion d'assister à la naissance d'un comité NPA *[le Nouveau Parti anticapitaliste]* ce qui, dans le coin, est un événement politique. Comme de par mon métier je connais beaucoup de monde et que certaines personnes connaissent un peu mes idées politiques, j'ai décidé d'assister aux deux premières séances de discussions. Le groupe est assez hétérogène (il y a même un maoïste convaincu) mais la tonalité dominante est assez marquée par l'écologie « de gauche », dégoûtée évidemment par la PS et le PC. J'ai lu attentivement les textes programmatiques pour me rendre rapidement compte que ce NPA était véritablement une arme de guerre de la bourgeoisie contre le prolétariat. En l'état actuel, avec la grave crise que le capitalisme mondial traverse, ce NPA peut être un dangereux miroir aux alouettes pour de jeunes révoltés sans expérience politique ou pour une petite bourgeoisie rurale ou urbaine ruinée et inquiète. Nul doute que ce nouveau parti se situant à l'extrême gauche du capital saura bien remplir son rôle d'encadrement et de dévoiement des contestations massives à venir. Son programme reprend le vieux fonds de commerce de la IV[e] Internationale en le saupoudrant de discours anarchisant (ce qui est la nouveauté par rapport à la LCR) ; il a l'apparence de la radicalité mais certaines mesures concrètes pourraient fort bien être compatibles avec le capital. Au niveau européen, je le vois bien collaborer avec le parti allemand « Die Linke » et, au cas où des événements graves de remise en question de son système se produirait, je pense que certaines fractions bourgeoises en Europe peuvent miser sur la carte de ces partis afin de sauver l'essentiel.

Nous n'en sommes pas encore là, mais cette crise, qui, d'après moi est plus profonde et plus étendue que celle de 1929, peut faire surgir de violentes flambées sociales...

P. M.

Du crédit, racine de l'atomisation des individus...

D'un camarade de Paris

La crise actuelle révèle qu'elle n'est évidemment pas le fruit d'une spéculation hasardeuse et « malhonnête », ce que veut nous faire croire la « science bourgeoise » (honnête...), mais bien plutôt que sa racine (qui n'est pas si profonde) est dans le crédit. Et le crédit est un phénomène de vaste ampleur qui prend en étau l'ensemble des classes sociales acculant chaque individu à sa loi. La loi du crédit c'est la loi du capital qui prend en main le devenir individuel, de classe, et humain : il a main basse sur le

futur. Et c'est cela qui, matériellement mais aussi psychologiquement, est une racine de l'atomisation des individus, de la dissolution des classes. Par ce symptôme critique, le capital révèle son irrationalité, le résultat de sa prise en main du futur et du présent de l'humanité : il débouche sur un délire (dont cette crise en est le spectacle). A délire du capital, délire humain.

Je me souviens que tu me disais que toi et tes amis ne vous voyiez plus ensemble car c'était pratiquement impossible à cause des conditions matérielles. Je vois clairement ce que cela produit, étant donné que j'en suis déjà à le vivre (le crédit n'est pas très loin). Mais je le refuse (mais il y a une singulière ironie : ne vivant et ne travaillant pas encore à crédit, en le refusant pour l'instant, je suis obligé de vivre et travailler au jour le jour. Et cela revient au même : atomisation). Et pour le refuser il faut être plusieurs. A la condition de ne pas reconstituer de groupe, de bande, et autre racket. Et à condition de ne pas vivre le simple « refus ».

... à Wilhelm Reich et au communisme

Wilhelm Reich, malgré ses défauts évidents, est vraiment nourricier j'en suis certain. Et puis, j'ai appris qu'Otto Rühle s'était penché activement sur cette question (d'où l'héritage de Reich). Il avait écrit plusieurs ouvrages (en allemand) traitant de « nouveaux rapports » en se libérant de l'aliénation à l'échelle individuelle (et de petits groupes), plus précisément il mettait au point comme une éducation « libertaire » des enfants. Ce qui impliquait une diffusion de cette libération des chaînes psychiques au niveau de la classe. Et donc impliquait un renforcement de la classe, le prolétariat devenant communauté. Ainsi se posant communauté, par cette auto-prise de conscience, il devenait apte à fonder une nouvelle communauté, le communisme, qui ne soit pas un simple mode de production alternatif, et en l'imposant par le renversement, tirant sa force d'abord de sa condition communautaire et cela grâce à ce déconditionnement psychique, comportemental et par une nouvelle éducation (l'importance des enfants, des générations). C'était vraiment quelque chose de très fort. Sûrement cela doit te faire sourire, te rappeler les innombrables débats et ébats, la rengaine quoi, des années 1960 et 1970, jusqu'à ce que cela s'écroulât dans un grand fracas. Résultat: plus personne debout.

F. E.
4 octobre 2008

Du négationnisme dans « Echanges » (suite)

D'un camarade de Paris

La revue *Echanges* aborde assez peu souvent la guerre entre l'Etat d'Israël, ses Etats voisins et les Palestiniens. Dans son n° 124, elle publie un article d'un peu plus

Wilhelm Reich.

une demi-page (sur 75) intitulée « Murs virtuels et murs réels : à Gaza ». Il s'agit d'ailleurs d'un article centré sur les murs réels et virtuels en général, puisque sur les quatre paragraphes de cet article, seul le premier fait allusion à ce conflit. Du reste, vous soulignez que les murailles virtuelles sont plus solides que les réelles, vous soulignez le renforcement des contrôles en général (en y incluant les radars routiers !). Le dernier paragraphe est consacré au mur entre les Etats-Unis et le Mexique. Cet article n'a rien de spécialement révolutionnaire. Mais pour certains c'est encore trop. Dans le n° 126, M. P. trouve que l'article contient du propos négationniste, en comparant Gaza à un camp de concentration et en ajoutant que « vous n'êtes pas les seuls ». *Echanges* écrit : « le fait est que les prisonniers du véritable camp de concentration qu'est ce territoire depuis 1947 (trois générations... » La bande de Gaza présente, avec plus de 4 000 habitants au km² – un peu plus de 360 km² pour presque 1,5 million d'habitants – une des plus fortes densités de population du monde pour un territoire présentant l'aspect d'un quasi-Etat. La majorité de la population active est au chômage et la misère y est presque générale. Et en effet, comme vous l'écrivez, trois générations (au moins !) de réfugiés y vivent, les expulsés de toutes les guerres et révoltes depuis 1947, bref une vraie concentration de misère. D'ailleurs, contrairement à ce qu'écrit M.P., vous n'effectuez aucune comparaison avec les camps nazis. En revanche (pour justifier ?) cette situation, il parle du grand mufti de Jérusalem qui les aurait visités et de la circulation d'une brochure antisémite « dans les pays du Moyen-Orient ». Parler de négationnisme dans ces conditions, c'est outrancier et relève du procès d'intention classique d'antisémitisme en cas de critique de l'Etat d'Israël. Pour moi, le négationnisme est imaginaire dans le n°124 mais le sionisme est bien réel dans le n° 125.

L. B.
5 août 2008

Un téléologue anglais

D'un camarade de Londres

Merci pour *Echanges* 125. Les propos des téléologues dépassent toutes les bornes. J'ai pas mal d'ennuis avec un téléologue anglais, un certain Steward Home, un rouge-brun qui dit avoir compris son côté brun, voir son site (www.stewardhomesociety.org)... Notre bataille contre lui dure depuis quinze ans. Il soutient la soi-disant seconde Internationale situationniste (Nash and Co). Il défend l'art. Home est un fétichiste de la violence... Le pire est que Home taxe de nazis ceux qui l'ont démasqué comme rouge-brun...

M. P.
12 octobre 2008

Pénibilité et dangerosité du travail... jusqu'à quand ?

D'un camarade du Centre

La dégradation de la situation du « paradis capitaliste » a de graves répercussions sur notre travail *[dans une carrière]* : production de plus en plus à flux tendus, incitations à la production coûte que coûte au mépris des hommes, non-respect ou absence des règles de sécurité (ou alors dérisoires) pour un salaire qui ne bouge pas, les quelques petits avantages en nature réduits ou carrément supprimés (suppression d'une deuxième paire de chaussures de sécurité annuelle par exemple). La situation des intérimaires est encore plus grave : pas de chaussures de sécurité fournies (à toi de les acheter) tout comme les outils (retour au

XIXe siècle où les ouvriers devaient acheter leurs propres outils). Pendant l'arrêt de l'usine-carrière avec d'autres intérimaires nous avons travaillé plusieurs journées dehors sous la pluie (pas d'imperméables fournis), les responsables (sécurité, direction) se renvoient la balle, idem pour la boîte d'intérim. Heureusement que nos camarades ouvriers (embauchés eux) nous ont prêté les leurs et que notre contremaître (en fait, l'ouvrier le plus expérimenté) nous a fait mettre à l'abri dès que possible. Pénibilité et dangerosité du travail, mépris pour les hommes et leur sécurité, jusqu'à quand allons-nous encore supporter cet état de fait ?...

Pour ce qui est du travail de ma compagne, sa situation, tout en étant moins « tragique » que celle d'un manœuvre, n'en est pas moins de plus en plus dégradée.

F. M.
24 août 2008

L'absurde rejet du prolétariat comme sujet

Du même

J'ai lu une partie du n° 125 d'*Echanges*. De bons articles sur les retraites, les grèves en Roumanie, la lutte des classes en Chine. Pour ce qui concerne la correspondance, j'ai été atterré (le mot est faible) à propos des « téléologues », atterré et dégoûté par leur attitude. J'ai leur réponse et j'ai été particulièrement non convaincu par leurs arguments et, de plus, lorsque la correspondance vire aux insultes et à la calomnie, il vaut mieux interrompre la discussion. Je ne connais pas cette « téléologie », je suis ignorant à ce sujet, mais cette histoire ne m'incite guère à me pencher sur le sujet.

Leur rejet du prolétariat comme sujet central de la lutte est particulièrement absurde, je pense que ces gens misent trop sur l'aspect « émeutes » et l'informatique, sur les côtés spectaculaires de la chose, au détriment d'une lutte quotidienne (certes fastidieuse et parfois démoralisante). Je peux me tromper à leur sujet, mais ils me rappellent beaucoup de « branleurs » rencontrés tout au long de ma vie (dans la scène punk, au sein des luttes contre le racisme, les squatts) où une frange de cette population est imprégnée de préjugés anti-ouvriers et ne se rendent pas compte qu'ainsi ils font le jeu du pouvoir et que souvent leurs « trouvailles » finissent par être récupérées par le capitalisme quelques années plus tard et aident à renforcer l'emprise idéologique et du capital (par exemple les situationnistes). Souvent j'ai eu affaire à ce genre d'individus et c'était chaque fois pénible de s'affronter ainsi, aussi il vaut mieux, à mon avis, éviter ces polémiques stériles...

F. M.
4 octobre 2008

« Sans avenir, le présent n'est que désordre »

D'un camarade de la Lozère

Côté « monde objectif », on est gâté. Avec la crise alimentaire, le PAM – plan d'aide alimentaire des Nations-Unies – a toutes les peines à réunir les 300 millions d'euros nécessaires en toute urgence tandis que la Banque d'Angleterre détourne 65 milliards pour renflouer les banques. Je ne t'apprends rien, je sais, mais les abjections du capitalisme n'ont pas de limites Ceci pour en arriver à une sorte de point de vue synthétique. Le chaos ou la résistance au chaos en soi ne portent pas de dépassement nécessairement ressenti. La vigueur du mouvement ouvrier dans la première partie de l'histoire du capitalisme puisait sa force dans ce paradigme partage : « le patron a besoin de nous, mais

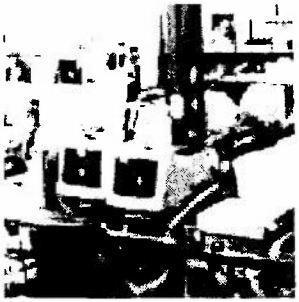
nous n'avons pas besoin du patron » ; avant bien sûr que le travail ouvrier soit dépossédé, éclaté, parcellisé et réuni mais sous la seule férule et science technique du capitalisme. Les dynamiques de lutte s'appuyaient sur ce niveau préexistant, implicite et sous-entendu d'une conscience, d'un possible remis à l'endroit. J'ai lu quelque part, sans que j'aie malheureusement référencé ma lecture, que « sans avenir, le présent n'est que désordre ». L'anomie et le chaos actuels prospèrent et entretiennent une dépendance et une quasi-addiction morbide des populations, parce qu'aucune conception ou sensibilité de l'avenir ne s'est suffisamment répandue pour fortifier un recul, une hauteur critique, une distance ; bref, toutes les formes par lesquelles les dominés peuvent envisager d'engager le combat parce qu'ils ne sont pas aveuglés par les « valeurs » de l'ennemi. Faute d'une force subjective déjà existante, la dynamique de la lutte est trop vite brisée (ceci pour polémiquer avec l'adage conseilliste que « la conscience suit l'action ») ; mauvaise réponse, mais sur son terrain, au mensonge léniniste de la conscience historique détenue par un parti de professionnels de la révolution. Il y a dix ou vingt ans, la durée, notamment de décantation, des vrais refus, des nouveaux clivages, était un gage de vérité, non brutalisé par les oukases politiques. Malheureusement, je ressens qu'au rythme de bouleversement chaotique – aussi bien du côté de la dépendance de la jeunesse à l'égard du virtuel rémunéré que du côté de la catastrophe écologique – la durée ne nous est plus d'aucun appui.

V. B.
1er mai 2008

« Les travailleurs existent comme classe pour les capitalistes, mais pas à leurs propres yeux »...

◆ La revue *Ni patrie ni frontières* (1) publie un intéressant texte de João Bernardo, qu'elle présente comme un « marxiste libertaire ». Sous le titre « Classe ouvrière. ou travailleurs fragmentés ? », cet universitaire portugais qui vit au Brésil répond à ceux qui annoncent la fin de la classe ouvrière « soit avec soulagement, soit avec nostalgie ».

Soulignant que le mouvement ouvrier des deuxième et troisième Internationales, concevant le parti comme le représentant de la classe ouvrière, ne pouvait reconnaître à cette classe aucune autonomie, et que sa perspective productiviste lui fit concevoir le socialisme comme simple expropriation des forces productives au profit de l'Etat, il rappelle que les communistes dirigés par Lénine et



Staline organisèrent l'économie de la Russie soviétique selon le système tayloriste et fordiste d'organisation du travail. Ils ignorèrent en cela que les rapports de production, la discipline imposée aux travailleurs, et la forme d'autorité instaurée dans le contrôle du processus de travail *sont « précisément le principal terrain de la lutte de classe. »* (souligné par nous) : « La discipline régnant au sein de l'entreprise est la première cible de la contestation des travailleurs, et la lutte de classe réorganise en permanence les relations de travail et le contrôle du processus de travail. »

Cependant, les luttes sociales des années 1960 et 1970 ont montré l'épuisement du système tayloriste et fordiste. La réponse du capitalisme a été l'apparition de nouveaux principe d'administration et de contrôle : au terme de « post-fordisme » João Bernardo préfère celui de toyotisme. Nous n'entrerons pas dans cette querelle. L'important est de souligner, comme le fait l'auteur, que la possibilité de réaliser les économies d'échelle nécessaires à la perpétuation du système ne passe plus par la concentration physique des travailleurs dans un même lieu, qui représentait un risque politique considérable. La technique permet aujourdhui et la dispersion des travailleurs, et « la fusion entre système de surveillance et processus de travail ». Cela sans coût supplémentaire puisque « le simple fait d'actionner une machine électronique ou un ordinateur constitue une forme de surveillance du travail... *Il n'y a plus de distinction entre le fait de travailler et celui d'être surveillé.* »

João Bernardo indique « huit moyens de fragmenter la force de travail » : la répartition de chaque chaîne de production entre des équipes segmentées, sans communication les unes avec les autres ; l'instauration d'horaires flexibles individualisés gênant l'établissement d'une convivialité entre collègues ; la rotation de la force de travail (turn-over) ; la multipli-

(1) *Ni patrie ni frontières*, n° 25-26 (octobre 2008). Contact : Yves Coleman (sans autre mention), 10 rue Jean-Dolent,75014 Paris). Le texte est aussi accessible sur le site http://www.mondialisme.org/spip.php?article1128

cation de contrats à durée déterminée et à temps partiel ; la généralisation de la sous-traitance ; celle, dans les services, des franchises ; la transformation de certains salariés en illusoires petits entrepreneurs par le système du « portage » ; l'intégration de nouvelles populations dans le marché du travail et la prolétarisation de certaines activités qui revenaient aux professions libérales.

Cet isolement a brisé la culture prolétarienne qui avait pu se former à travers la solidarité et la confrontation avec le patron. Le développement de la « communication » technologique (et centralisée) a permis « la diffusion d'une sous-culture de masse fondée sur l'illusion d'une promotion individuelle ». L'« utopie ultime » du capitalisme étant «le travail s'effectuant dans la douceur du foyer grâce aux ressources électroniques, dans des conditions de dispersion maximale, et la gestion centralisée dans les bureaux des administrateurs grâce à l'informatique, dans des conditions de centralisation maximale. » : dispersion des travailleurs et concentration du capital.

Le système du « juste-à-temps » s'inscrit dans cette organisation. Le cas échéant, les risques sont supportés par les sous-traitants et les travailleurs « portés », formellement propriétaires indépendants.

Cette individualisation des rapports de travail a toujours été une volonté du capitalisme, et peut-être João Bernardo la présente-t-il trop comme une nouveauté. Même dans les grandes usines, le contrat de travail est une illusion de contrat égalitaire entre le salarié et son employeur, et cela depuis toujours ; comme depuis toujours l'union des travailleurs a été interdite, du moins tant que cela a été possible. Le texte n'indique pas que les syndicats ont pu se développer parce qu'en même temps qu'ils formalisaient la solidarité ouvrière ils la canalisaient en devenant de ce fait un rouage de la gestion de la force de travail. Mais João Bernardo a cette définition percutante « Je définis comme la classe dominante celle qui réussit à dicter les principes organisationnels de l'autre classe – la classe dominée (...) jusqu'aux formes d'organisation internes des travailleurs. »

Car il s'agit de souligner, non que la classe ouvrière n'existe plus, mais que « les travailleurs existent comme classe pour les capitalistes, mais pas à leurs propres yeux. »

Cette organisation s'impose aux travailleurs de l'extérieur, non seulement dans le travail, mais aussi dans l'habitat et dans l'urbanisme, à travers la gentryfication (boboïsation) des villes, où l'on reconstruit des immeubles entièrement remodelés derrière des façades anciennes et pittoresques. Les habitants des anciens quartiers populaires sont ainsi chassés vers les banlieues où « ils doivent recommencer à partir de zéro s'ils veulent créer des ré-

seaux de solidarité, et ce dans (...) un type d'urbanisation conçu pour restreindre les relations », parfaitement symbolisé par les centres commerciaux.

Tant que les travailleurs restent divisés entre eux et ne lutteront pas comme classe, écrit Bernardo, et que les capitalistes sont liés entre eux aux niveaux nationaux et supra-national par des réseaux bien organisés, la résistance au capitalisme n'aura pas lieu. « Ceux qui évoquent, écrit-il, une crise du capitalisme, feraient bien mieux de chercher à comprendre la crise de l'anticapitalisme. »

« Seule la lutte contre l'exploitation peut conférer aux travailleurs une identité sociologique de classe, parce que c'est seulement à ce niveau qu'ils trouvent une communauté fondamentale et établissent des liens de solidarité. »

C'est là un des points du texte de João Bernardo qui suscitera le plus de critiques. Ceux qui prônent la dissolution de la classe pour arriver à la révolution – toute constitution de la classe, définie comme rapport social du capitalisme, étant contre-révolutionnaire puisque lue comme ossification, fixation de ce rapport social. Mais les attaques viendront aussi d'un autre front, celui des modernistes qui, comme l'écrit Bernardo, font l'apologie du fractionnement des luttes. L'idéal pour eux serait de « créer une collection de ghettos reliés entre eux par le marché et disposant du "politiquement correct" comme langue commune ». Le paragraphe qu'il consacre à l'euphémisation moderne du langage est assez réjouissant – tout comme celui où il dénonce le multiculturalisme comme un aspect du consumérisme.

F. M.

... Vers la flexisécurité généralisée

◆ Un camarade de Lyon nous écrit par ailleurs :

Je viens de lire l'article de João Bernardo sur les travailleurs fragmentés (références p. 56) que je trouve excellent. Sa contribution, à mon sens est de montrer que la globalisation du capital se fait simultanément sur l'émiettement de la classe exploitée tout en la manoeuvrant comme une entité. Cependant, il me semble que le toyotisme comme mode de fragmentation de la force de travail doit être vu comme une transition vers un mode suprême par sa globalité qui est l'ensemble du dispositif de flexisécurité, instrument généralisé de concassage de la classe ouvrière où chacun, à terme, deviendra un intérimaire aux compétences particulières et pratiquement individuelles dépendantes du chaos productif.

Par ailleurs, sous-traitants, franchisés ou « portés » sont loin d'être tous issus de la classe des travailleurs et même si leur situation de dépendance est évidente, c'est bien un pseudo-statut d'indépendance qu'ils revendiquent et qui pour eux justifie leur choix.

Ceci pour dire par ailleurs que je suis loin de partager l'analyse du copain espagnol sur le transport *[que nous publions page 23]* quant aux transporteurs propriétaires d'un seul camion assimilés à des prolétaires, même s'ils en ont le mode de vie...

J.-L. G.

Révolution

◆ *Demain le grand soir* n° 32 (juillet-août 2008) http://www.demainlegrandsoir.org

◆ « Comment faut-il transformer la société ? Comment et avec qui ?. » dans la *Lettre de liaison du Garas* n° 22 (mi-2008).

◆ Dans *Intervention communiste* n° 88 (septembre-octobre 2008), : « Le mou-

vement ouvrier, tableau analytique des luttes ouvrières (1). »

◆ Dans *Présence marxiste* n° 69 (août-septembre 2008), présentation de *Réflexion sur la violence* (1908, rééd. Quartier libre) de Georges Sorel et une longue incitation à lire *Echanges* et *Dans le Monde une classe en lutte*. Ce numéro comporte un supplément avec les critiques du livre de Claude Bitot *Quel autre monde possible ? Retour sur le projet communiste* (éd. Colibri), de l'ouvrage de Jean-Louis Roche *Précis de communisation* et la présentation par Robert Camoin de son texte « Le Babouvisme, les débuts révolutionnaires du mouvement prolétarien en France » (*Présence marxiste*, Robert Camoin Monteipdon, 63440 Saint-Pardoux).

Rouge, collectif, et polonais

◆ « Red Collective – Left alternative (en anglais bien que polonais) d'un « groupe créé par des militants qui croient que la gauche n'est pas dans la bureaucratie et des partis politiques centralisés. C'est (leur) réponse à différents secteurs politiques qui prétendent rejeter le système politique capitaliste en travaillant de manières totalitaires et souvent seulement avec de plus en plus de pouvoir »
Po Box 70, 01-580 Warsaw 13, Pologne.
info@ck-la.tk
ww.ck-la.tk ou

Guerre

◆ Un dossier complet « Guerre, armement, militarisation. Le système de la guerre », *dans Offensive libertaire* n° 19 (septembre 2008).

Jean-Marc Rouillan lunaire

◆ « Le chien rouge », improvisations lunaires, Jean-Marc Rouillan, dans *CQFD* n° 50, juillet-août 2008.

Marx, Makhno et MacDonald's

◆ Dans *Out of the wide* n°1 (summer 2008), « Marx and Makhno meet Mac Donald's », .un texte de Loren Goldner (en anglais) : « les travailleurs précaires de Paris gagnent certaines grèves, en perdent d'autres honorablement avec un mélange de syndicalisme, d'extrasyndicalisme, des tactiques légales et illégales. » On trouve ce texte aussi sur http://libcom.org/library/marx-makhno-meet-mcdonalds-loren-goldner. Egalement au sommaire : « Sur les luttes pour le logement. » « Marquer le terrain des luttes de classe pour le XXIe siècle » (en anglais).
PO Box 14575, San Francisco, CA 94114 outofthewide@mac.com

Perspective internationaliste

◆ Le nouveau numéro de *Internationalist Perspective / Perspective Internationaliste* est disponible sur le site http://internationalist-perspective.org/new.html
http://internationalist-perspective.org/blog/
PI peut être envoyé par courriel ou par la poste (abonnement 15 € à verser au compte 2710108192069, de François Destryker, La Hulpe, Belgique. BP 22, 1310 La Hulpe, Belgique ou à notre courriel ippi@skynet.be).
Vous pouvez envoyer des remarques au blog http://ippi.over-blog.com. Ou consulter le site : www.internationalist-perspective.org/pi.

Pâtée de tête

◆ « Prise de tête, Liquidation totale » : dossier spécial, volumineuse compilation de textes de critique politique et sociale tous azimuts publiés antérieurement par ce groupe

Association Pâtée de tête, BP 17 ,91410 Dourdan Cedex
http://liquidation.totale.free.fr

Radios

◆ « Basse Intensité », CD nos 10, 11 et 12, Info kiosque radiophonique « en direct des faubourgs de l'anti-monde ».
http://basseintensite.internetdown.org

◆ « A bout de souffle » revue radiophonique transdisciplinaire http://audioblog.arteradio.com/a-bout-de-souffle.org.

François Béranger et les nexialistes

◆ « Tous ces mots terribles. Hommage à François Béranger », Underbelly's Institute, c/o Vincent Dupont, 10 rue Bara, 11000 Carcassonne ; à cette même adresse, « News, infos hard and blues » dans un *Bulletin nexialiste* n os 4 (août 2008) et 5 (octobre 2008).
La Lettre de l'Institut, septembre 2008 qui contient des extraits d'*Echanges* et du bulletin *Dans le Monde une classe en lutte*.

Rosa Luxemburg...

◆ Le collectif d'édition Smolny (http://www.collectifusmolny.org) vient de rééditer en français l'*Introduction à l'économie politique* de Rosa Luxemburg (1870-1919) dans une traduction nouvelle (2008, 17 euros). Les précédentes éditions en français de cet ouvrage (Anthropos, 1971, et 10/18, 1973), recueil de cours donnés à l'école du parti avant 1914 paru pour la première fois en allemand en 1925, étaient depuis longtemps introuvables. Ce collectif a aussi l'intention de mieux diffuser les idées de Rosa Luxemburg et a mis sur son site d'autres textes d'elle. Rappelons que René Lefeuvre (1902-1988) fut parmi les premiers en France à faire connaître systématiquement les écrits de Rosa Luxemburg en publiant aux éditions Spartacus (adresse actuelle : 8 impasse Crozatier, 75012 Paris), des traductions de Bracke-Desrousseaux ou Lucien Laurat, parues, pour la plupart, auparavant chez d'autres éditeurs.

Souhaitons que ce collectif qui se cache derrière une réponse alambiquée à la question « Qui sommes-nous ? » et revendique fièrement le nom de Smolny (voir son site Internet), lieu où se retrouvait en 1917 le soviet de Petrograd mené par Trotsky, ne suive pas les brisées de Gilbert Badia et de ses disciples, Irène Petit et Claudie Weill, de Daniel Guérin (1904-1988) ni d'Alain Guillerm (mort en 2005) qui, chacun àsa manière, ont tous porté tort à la réception de la pensée de Rosa Luxemburg en France. Les premiers ayant, au mépris de toute vraisemblance, tenté de ramener les actes et la pensée de Rosa Luxemburg à ceux de Lénine ; les seconds fossilisé la pensée de Rosa Luxemburg. Alain Guillerm, militant du Parti socialiste unifié et de la Confédération française du travail, chantre d'un luxembourgisme à sa façon, bouclant la boucle en reprenant à son compte les mots d'ordre léninistes contre lesquels Rosa Luxemburg avait bataillé : « (...) créer un parti (...). Comme sans organisation révolutionnaire, il n'y a pas de révolution, cela signifie que la révolution n'a pas été faite (...) quoiqu'elle ait été présente (en mai 68). (...) le grand parti ouvrier qui pourrait naître de la fusion du PS, du PSU, du CLAS et des militants de la CFDT (...) » (présentation d'Alain Guillerm à *Marxisme contre dictature*, éd. Spartacus

n° B56, juin-juillet 1974).
Les éditions Smolny ont établi une bibliographie des écrits de Rosa Luxemburg, consultable sur leur site, ainsi que, de son côté, la librairie Le Point du jour (librairie-lpj@wanadoo.fr ; et 58 rue Gay-Lussac, 75005 Paris).

...avec Karl Liebknecht

◆ Hasard objectif, les éditions Agone publient *Karl & Rosa* (2008, 33 euros), le tome IV, centré autour de Karl Liebknecht (1871-1919) et Rosa Luxemburg (1870-1919), du roman d'Alfred Döblin (1878-1957) *November 1918. Eine deutsche Revolution.* Une traduction française des trois premiers tomes avait paru aux éditions Quai Voltaire (t. 1 : *Bourgeois et Soldats,* 1990, t. 2 : *Peuple trahi,* 1990, t. 3: *Retour du front,* 1991), mais pas du quatrième. Les éditions Agone annoncent une réédition des trois premiers volumes à l'automne 2009. Le roman le plus célèbre d'Alfred Döblin, *Berlin Alexanderplatz,* est disponible en collection « Folio ». Dans ce dernier roman, comme dans *November 1918. Eine deutsche Revolution,* l'auteur dresse la tableau vivant d'une époque où chaque destin singulier s'inscrit au cœur d'une épopée collective.

Boris Souvarine

◆ Un groupe apparaissant sous le nom de Critique sociale vient de publier une brochure intitulée *Les Vies de Boris Souvarine.* Rappelons brièvement que Boris Souvarine (1895-1984) a participé à la fondation du Parti communiste en 1921 et a été fonctionnaire de la IIIe Internationale à Moscou. Il prit rapidement ses distances avec le bolchévisme et devint un critique avisé et virulent du stalinisme et de la société soviétique, position qui l'a amené, pendant et après la seconde guerre mondiale, à soutenir, à maintes reprises, le parti du capitalisme occidental contre le capitalisme russe. Dans le n° 1 (octobre 2008) de leur revue (*Critique sociale. Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité*),qui affirme s'inspirer du luxemburgisme : « Crise du capitalisme », « Le bouc émissaire de l'immigration », « L'école comme cible », « Le léninisme et la révolution russe », « Entretien de K. Marx avec J. Hamann », et « Les perspectives d'émancipation au 21e siècle »
www. critique-sociale.info ; et contact@critiqueusociale.info

Mai 68

◆ Deux pages dans *Partisan* n° 22 (été 2008) et dans *A contre-courant* n° 196 (juillet 2008) : « Mai 68 obscurité d'un événement mis en lumière. »

◆ « A bas la hiérarchie. Vive l'autonomie. Réflexions autour de l'après 68 » dans *Courant alternatif* n° 183 (octobre 2008).

Draveil 1908

◆ « Il y a cent ans – Draveil-Villeneuve. La CGT à l'heure de vérité » dans *Alternative libertaire* n° 175 (juillet-août 2008). (Le 2 juin 1908, après de violents incidents marquant une longue grève d'ouvriers carriers, deux ouvriers sont tués par les gendarmes.)

Oakland 1946

◆ « Oakland's General Strike » (1946) résumé en anglais d'une brochure *Class War Lessons Direct Action On the Job to the 1946 Oakland General Strike,* IBP edition 2007. Aussi un tract « Who is responsible for the murders in Oakland ? »
Contact : Bay.strike@general.com .

Les anarchistes et Munich 1938

◆ « Il y a soixante-dix ans, les anarchistes, ni munichois ni anti-munichois » dans *Alternative libertaire* n° 176 (septembre 2008).

Espagne 1937

◆ Dans *A contretemps* n° 32 (octobre 2008), un ensemble consacré à « Espagne, mai 1937 : de l'autre côté de l'Espagne républicaine ». On y trouve un article d'Orwell paru en juin 1937 dans *La Révolution prolétarienne,* « J'ai été témoin à Barcelone », dans lequel il dénonce la liquidation du POUM (auquel il appartenait) et les communistes, mais estime que, si l'attitude des ouvriers était légitime, il était impossible à ce moment-là de « tirer parti de la situation révolutionnaire », et que, si la révolution était perdue en ces journés de mai, « c'étaiit un moindre mal (...) de perdre la révolution que de perdre la guerre ».Il parle peu des anarchistes, sinon pour dire qu'ils seront la prochaine cible. « Du mandarinat stalino-libéral » est consacré à deux sommes récentes d'historiens espagnols : *Barcelona, Mayo de 1937,* de l'universitaire Ferrán Gallego (éd. Debate, 2007, 628 p.) et *El Escudo de la República,* de l'ancien diplomate Ángel Vinas (éd. Crítica, 2007, 736 p.). Le premier serait « une resucée » de la vision stalinienne des événements, le second ramenant la révolution espagnole à des« rêves » qu'il fallait étouffer pour que la République puisse faire efficacement la guerre. « Variations sur une suite espagnole » regroupe les recensions de quatorze ouvrages parus en 2007 et 2008, en castillan et en français, sur l'anarchisme, la révolution, la défaite, l'exil, la résistance, la mémoire.

Enfin, « Ni tout à fait la même, ni tout à fait une autre » a l'ambition de confronter l'expérience de juillet 1936 aux luttes d'aujourd'hui.

A Contretemps@wanadoo.fr http://acontretemps.org

Ken Knabb

◆ Dans *Gavroche* n° 156, un artice sur Ken Knabb, l'Internationale situationniste et la contre-culture nord-américaine », un article qui commence en rappelant l'ambiguïté permanente des rapports entre le mouvement ouvrier révolutionnaire et la culture. Celle-ci est vue tantôt comme soumise à la classe dominante, tantôt comme un sanctuaire au-delà des divisions de classe, l'artiste ou l'intellectuel étant soupçonné d'être d'un autre bord ou sommé de « s'engager » au nom de l'universalité de la culture. Pour l'auteur de l'article, l'IS a dépassé cette double impasse, sachant parfois faire oublier qu'elle était née comme une avant-garde artistique. Selon l'auteur de l'article, la contre-culture a eu un impact plus fort aux Etats-Unis, mais elle s'est dissoute dans le spectacle marchand, tandis que les productions situationnistes continuent de « résister ». La fin de l'article tourne à l'apologie de Ken Knabb, sans vraiment présenter son action et sa pensée. Cet écrivain et artiste (né en 1945), qui a participé aux « expériences radicales » des années 1960 en Californie, a rencontré en 1969 l'IS, dont il est devenu le principal traducteur en anglais. Il a publié plusieurs livres et a ouvert le site Internet Bureau of public secrets, qui diffuse « les tactiques et la théorie situationniste » (www.bopsecrets.org).

Gavroche, BP 863, 27008 Evreux Cedex.

Tél. : 02 32 39 50 50. Courriel: Gavroche revue@gavroche.info. Site www.gavroche.info

Camus et les libertaires

◆ Lorsque parut *L'Homme révolté*, en 1951, les communistes et Sartre, d'un côté, les surréalistes, de l'autre (ces derniers en raison des propos de Camus sur Lautréamont et Rimbaud), rompirent avec Albert Camus. Celui-ci pourtant ne cessa pas son activité militante, et se retrouva souvent au côtés des libertaires. En Algérie, il s'élevait contre le FLN et soutenait plutôt Messali Hadj, qui cherchait à maintenir le lien avec les libertaires et les syndicalistes révolutionnaires français afin de nouer une alliance avec les travailleurs algériens immigrés en France, qui souvent appartenaient à son organisation,le Mouvement nord-africain (MNA). Par ailleurs, Albert Camus intervint souvent contre l'Espagne franquiste au côté des anarchistes espagnols. Et il comptait parmi ses amis Rirette Maîtrejean, qu'il avait rencontrée en 1940. Lou Marin a rassemblé les textes de Camus parus dans la presse libertaire de 1949 à sa mort, reproduisant aussi des textes amicaux à son égard Gaston Leval, Jean-Paul Samson, Pierre Monatte..., les faisant précéder d'une longue introduction. *Albert Camus et les libertaires* (Egrégores éditions, 15 euros).

Gustav Landauer

◆ Dans *Gavroche* n° 155 (juillet-septembre 2008), « Le pacifisme anarchiste de Gustav Landauer », , un article de Gianfranco Ragona paru d'abord dans *Collegamenti Wobbly*.

Emile Henry

◆ Dans *Gavroche*. n° 156 (octobre-décembre 2008), « Le mouvement anarchiste français et la propagande par le fait : l'exemple des frères Henry ».
D'abord hostile à Ravachol et aux premiers attentats terroristes, contrairement à son frère aîné Fortuné, Emile Henry va changer d'avis dès 1892 et écrira : «Les actes de brutale révolte [...] portent juste, car ils réveillent la masse (...) et lui montrent le côté vulnérable de la bourgeoisie... » Il dépose à la société des mines de Carmaux à Paris une bombe qui explosera finalement, par un concours de circonstances, au commissariat de la rue des Bons-Enfants, tuant cinq personnes. Puis il posera une bombe dans un café parisien (vingt blessés, un mort), estimant que les masses étaient responsables de leur asservissement. Il est arrêté peu après et exécuté le 21 mai 1894, à l'âge de 21 ans.
L'article de *Gavroche* replace cet itinéraire dans le cadre d'un tournant du mouvement anarchiste, qui se scinde alors entre tenants de l'action individuelle et partisans de rejoindre les syndicats et la classe ouvrière.
Signalons que les éditions Plasma avaient publié en 1977 un recueil des textes d'Emile Henry, *Coup pour coup*.

Communes bolchevistes

◆ Dans *A contretemps* n° 32 (octobre 2008), un épisode curieux des débuts de l'URSS : le mouvement des communes en Ukraine soviétique (1919-1920), recension de *Le Communisme, tout de suite !*, d'Eric Aunoble (Les Nuits rouges, 2008).
A Contretemps@wanadoo.fr
http://acontretemps.org

Iran 1979

◆ Iran, « La révolution de 1979 et le mouvement ouvrier iranien » *Solidarité* n° 32, juin 2008 (BP 257, 14013 Caen Cedex, s.ia@laposte.net

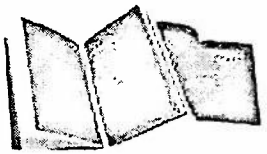
NOTES DE LECTURE

« The Spirit of '68 : Rebellion in Western Europe and North America, 1956-1976 », de Gerd Rainer Horn,p. 65 ◆ « La Guerre du Rif, Maroc 1921-1926 », de Vincent Courcelle-Labrousse et Nicolas Mamié, p. 68 ◆ « The White War. Life and Death on the Italian Front, 1915-1918 », de Mark Thompson, p. 69 ◆ « Dans quel "Etat" est la Révolution ? Réponse au critique Berthier », de Jean-Louis Roche, p. 69

The Spirit of '68 : Rebellion In Western Europe and North America, 1956-1976

Gerd Rainer Horn

Oxford University Press, 2007



Le titre de cet ouvrage témoigne de son impressionnante amplitude dans le temps et l'espace, et révèle clairement, à travers le choix des dates, une conception politique, sinon politisée. Utilisant un large éventail de sources de seconde main dans une demi-douzaine de langues européennes, l'auteur émet la thèse que les années 1960 ont commencé en 1956 avec la crise du canal de Suez et la révolution hongroise, et se sont achevées en 1976 avec la fin du contrôle de facto de leurs lieux de travail par les salariés italiens et « l'échec » de la révolution portugaise. Horn porte un intérêt particulier à ces deux décennies de révoltes de la jeunesse, de radicalisme étudiant, de protestations ouvrières et de politique de gauche, conventionnelle ou non, mais *The Spirit of '68* exclut la droite, tout comme l'extrême droite, apparemment inaptes à se révolter ou à participer à l'esprit de 1968. Comme d'autres critiques, l'auteur est fasciné par le mélange de libération à la fois individuelle et collective qui caractérise les années 1960 ; et, sans surprise étant donné la période choisie, se concentre sur la dernière. Son but est de « réfuter les mandarins de l'establishment », qu'il ne nomme pas, supposés ne pas vouloir admettre que « les années 1960 » ont promu « le contrôle ouvrier, le pouvoir étudiant, et ont étendu l'autogestion à tous les niveaux de la vie » (p. 2).

Selon la théorie esthétique défendue par l'auteur, l'art « peut introduire à un monde non-aliéné » (p. 18). Il commence donc par les situationnistes, qui ont synthétisé iconoclasme culturel et politique radicale. Cherchant à donner une signification politique à la contestation culturelle, il fait siennes les idées de Guy Debord (1) et de ses adeptes qui mettaient l'accent sur l'abolition de l'art. Ce que Horn avance dans cette veine à propos des beatniks ne semble pas très convaincant. Son interprétation de *Sur la route* de Jack Kerouac, « pouvant être considéré de toute évidence comme l'expression littéraire de la recherche de sens des situationnistes » (p. 16), n'est pas plausible ; Debord lui-même, jugeait que les beatniks étaient des

(1) Guy Debord (1931-1994) fut un des fondateurs de l'Internationale situationniste en 1957. Le groupe français a fait paraître 12 numéros d'une revue intitulée *Internationale situationniste* entre 1958 et 1969 (dernière réimpression aux éditions Fayard). Guy Debord est lui-même l'auteur de quelques ouvrages, réédités aussi chez Fayard. (NdT.)

« crétins mystiques ». Au lieu de « partir en chasse des signes d'une vie désaliénée » (p. 23), le roman de Kerouac s'abandonne à « l'aliénation » et ignore toutes les théories prônant une amélioration de la société. La dévotion de Horn pour les protestations collectives l'amène à assimiler la « révolte de la jeunesse » en Occident à une radicalisation de la conscience politique.

Saluons l'attention qu'il porte à la Belgique, généralement ignorée, sans doute la meilleure étude en langue anglaise des années 1960 dans ce pays. Reprochons-lui, toutefois, d'en exagérer l'importance lorsqu'il affirme que « les étudiants belges furent les premiers à contester l'autorité à une échelle de masse » (p. 4) ; les actions des étudiants français contre la guerre d'Algérie, à la fin des années 1950, et leurs réactions face aux restrictions imposées dans les dortoirs, au début des années 1960, précèdent de beaucoup les mouvements des étudiants belges de 1966. De même quand il écrit que l'occupation de l'université catholique de Louvain a donné l'idée aux étudiants français d'occuper la Sorbonne en mai 1968 ; les radicaux parisiens ont plutôt pris exemple sur le mouvement du 22 Mars qui occupait alors le bâtiment administratif de l'université de Nanterre, modèle plus proche et plus connu.

Contrairement à *The Sixties* (1998) d'Arthur Marwick (2) , que Horn signale avec raison comme un « classique moderne » (p. 241), sa vaste synthèse se fonde presque exclusivement sur des sources de seconde main qui l'induisent parfois en erreur. Il répète par exemple, sans la mettre en doute, cette allégation largement mythique que *Sur la route* aurait été « écrit en moins de trois semaines » (p. 16). Par ailleurs, à la différence de Marwick qui minimisait l'importance de 1968, Horn, dans son désir de démontrer la portée politique de cette année-là, multiplie les erreurs : la manifestation du 13 mai ne fut pas « la plus grande manifestation que Paris ait jamais vécue » (p. 105) ; celle du 26 août 1944, fêtant la Libération, fut à peu près deux fois plus importante. L'auteur reprend aussi à son compte la thèse de Michel de Certeau (3), qui rapporte Mai 1968 à une « prise de parole », tout comme 1789 pourrait l'être à la prise de la Bastille. Or, De Certeau, qui adoptait le concept de rupture révolutionnaire, n'a pas su voir l'importance de cette libération de la parole en France bien avant Mai 1968.

Le cosmopolitisme et l'internationalisme de Horn sont admirables, mais ne l'empêchent pas de laisser poindre occasionnellement une certaine condescendance d'Européen vis-à-vis des Etats-Unis. L'auteur répète après William Burroughs qu'« aux Etats-Unis, on doit soit être un déviant soit mourir d'ennui » (p. 17). Le rêve américain, selon Horn, est « hors d'atteinte » (p. 18), un verdict qui devrait surprendre les dizaines de millions d'immigrants passés et présents qui continuent à affluer sur le territoire des

(2) Arthur Marwick (1936-2006) fut le premier professeur d'histoire de l'Université ouverte (Open University) dès 1969. Son livre principal, *The Deluge. British Society and the First World War* (1965), traite des bouleversements de la société britannique à la suite de la première guerre mondiale. *The Sixties : Cultural Revolution in Britain, France, Italy and the United States, c. 1958-c. 1974* est paru en 1998. Ses études comparatives des années 1960 lui valurent d'être invité à une table ronde organisée par l'Institut du temps présent, à l'occasion du trentième anniversaire de Mai 1968. Il a évoqué cette rencontre dans un compte rendu de l'ouvrage collectif édité sous la direction de Geneviève Dreyfus-Armand, *Les Années 1968 : Le Temps de la contestation*, parue dans le n° CXVII-474 (novembre 2002) de la *English Historical Review*. Nous n'avons trouvé aucune traduction d'un texte de Marwick en français. (NdT).

(3) Michel de Certeau (1925-1986), jésuite et membre de l'Ecole freudienne de Paris, est l'auteur de nombreuses analyses sur les phénomènes mystiques et culturels. Il a écrit en 1968 un ouvrage intitulé *La Prise de parole*. (NdT.)

Etats-Unis, légalement ou illégalement, souvent au risque de leur vie ; une absurdité, apparemment, dans l'optique de l'auteur. En même temps, son livre surestime l'influence nord-américaine sur la gauche estudiantine à travers le monde ; à l'automne 1968, les étudiants mexicains prenaient plutôt modèle sur la révolte à Paris et ses différentes idéologies que sur ce qui se passait en Amérique du Nord.

Horn blanchit certains mouvements des années 1960 en passant sous silence leurs tendances antidémocratiques. Les militants radicaux de l'université de Trente auraient été opposés « à toutes formes d'autoritarisme » et leurs congénères de Turin et de Pise auraient vécu « des processus d'apprentissage vraiment incroyablement rapides » (p. 83), appréciations que leurs opposants, et peut-être même certains de leurs sympathisants, ayant subi l'intolérance des étudiants gauchistes, leurs dogmes et, occasionnellement, leur violence, contesteront sans doute. Le langage de Horn a des relents de léninisme : la CFDT, confédération syndicale française, constituait « l'avant-garde du mouvement social » (p. 107), et était tout simplement « imprégnée de l'esprit de 1968 » (p. 120) ; et les historiens devraient prêter « la plus grande attention » aux « organisations politiques » qui ont façonné la nouvelle gauche (p. 148-151). En mettant l'accent sur les organisations, Horn tend à ignorer les antagonismes entre certains membres de cette nouvelle gauche et les partis politiques et, plus généralement, le poids de l'individualisme dans les années 1960, où « chacun s'occupait de ses affaires ».

Dans sa quête d'un style 1960 de « démocratie participative », Horn exagère l'importance de l'autogestion. « On ne sait pas combien d'usines et de lieux de travail en France ont vécu une prise en mains par les travailleurs plutôt qu'une "simple" grève figée de plusieurs semaines » (p. 109). En fait, très peu d'ateliers en grève ont connu de sérieuse tentative de contrôle ouvrier. Il avance que les ouvriers de l'usine Lip se sont lancés au début des années 1970 dans une « production autogérée », « l'assemblage clandestin de montres Lip », et que « l'exemple de Lip s'est reproduit un peu partout » (p. 111). Même si Lip fut à l'origine de « l'apogée d'actions de solidarité en Europe occidentale à cette époque » (p. 187), les ouvriers de cette entreprise se sont montrés meilleurs dans la vente des stocks à leur disposition que dans la production de montres neuves. Leur autogestion, au lieu d'exprimer une volonté enthousiaste de produire des marchandises, avait plus pour but d'obliger leur entreprise en faillite à les payer. Horn le constate lui-même dans les exemples de contrôle ouvrier, relativement rares, qu'il énumère : « On se prononçait pour l'autogestion ouvrière, en général, uniquement lorsqu'il ne restait aucune autre alternative à la fermeture définitive du site de production » (p. 211).

Les raisons qui sous-tendent le manque d'intérêt des ouvriers pour la production se trouvent paradoxalement mises en lumière par son ingénieuse discussion sur l'Italie de l'après-1969 : « On peut considérer que les occupations d'usines, au lieu d'être l'indice du militantisme et de la confiance en soi, exprimaient plus du désespoir et de l'impuissance que de la détermination » (p. 209). Autrement dit, il était plus avantageux pour les ouvriers d'exercer le pouvoir de facto dans l'atelier et de travailler comme ils le voulaient, c'est-à-dire peu, que de faire grève et d'occuper leur lieu de travail. Le contrôle ouvrier en Italie, c'était « une réduction coordonnée de la production (*autoriduzione*) » (p. 114), une résistance intransigeante à la discipline du travail et le « plaisir de faire

grève » (p. 116). Mais Horn n'aborde jamais les difficultés à concilier demandes productives et libertés démocratiques sur le lieu de travail.

Peu de chercheurs dominent les langues qui ont donné à l'auteur les moyens de discuter du cours des événements aux Pays-Bas, en Belgique, en Allemagne, en Italie, en Espagne, au Portugal, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis. Cette maîtrise linguistique lui a permis de faire une synthèse qui apporte de solides contributions à l'étude de plusieurs pays, en particulier de l'Italie et de la Belgique. Le résultat eût été plus grand si ses conceptions politiques n'avaient pas borné ses recherches. Les « radicaux » (*rads*) dominent les « marginaux » (*freaks*) dans *The Spirit of '68*. Le sexe et le rock n'roll y apparaissent très fugacement et les drogues sont reléguées en coulisses. S'il s'était penché sur l'hédonisme manifesté par un nombre incalculable d'individus et de groupes dans les années 1960, Horn aurait sans doute pu remettre en question sa nostalgie d'une « démocratie participative ».

M. S.

Cette note de lecture de Michael Seidman est parue en avril 2008 en anglais dans la revue *English Historical Review*, n° CXXIII-501, p. 533-536.

La Guerre du Rif, Maroc 1921-1926

Vincent Courcelle-Labrousse et Nicolas Mamié

ed.Tallandier, 25 €)

LES RIVALITÉS COLONIALES pour la possession du Maroc entre la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne furent apparemment réglées en 1906 à la conférence d'Algésiras, mais, comme toujours, sur le dos des populations et par la compromission des dirigeants. La France gardait la main-mise sur le Maroc à l'exception d'une zone espagnole autour de Tanger et de Ceuta, zone séparéee du reste du pays par un massif montagneux impénétrable, le Rif. Ce n'était pas pour cela que cette zone avait été « confiée » à l'Espagne, mais pour répondre aux exigences britanniques qui voulaient là un « pouvoir faible », afin de garder le contrôle du détroit de Gibraltar. Cette décision de la conférence d'Algésiras créait les conditions mêmes de la guerre. L'occupation coloniale, ici comme ailleurs, fut ponctuée de révoltes et de massacres qui atteignirent leur paroxysme entre 1921 et 1926, ce qu'on appela la guerre du Rif, pour réapparaître jusqu'à l'indépendance en 1956, et même après.

L'Espagne, alors en pleine évolution, était dirigée par une classe particulièrement arrogante et incapable : elle se trouva prise dans une situation inextricable face à une montée nationaliste dans toute la zone du Rif, autour d'un chef, Abd el Krim, qui s'était d'abord rallié à cette puissance coloniale. L'envoi de troupes mal préparées avec des chefs incapables pour réprimer le développement de la révolte dans une zone particulièrement difficile conduisit au désastre et à l'abandon pratique de toute la zone, sauf quelques centres côtiers assiégés. Cette situation ne pouvait que compromettre les efforts de « pacification » entrepris du côté français par un militaire colonisateur de renom, Lyautey. Abd el Krim commençait à entreprendre de libérer le Maroc sous domination française, des escarmouches à la frontière entre les deux zones révélant ces intentions. En 1920, une expédition militaire conjointe fut décidée pour la reconquête du Rif. Il y fallut l'engagement de plus de 500 000 hommes français et espagnols, l'envoi de l'escadre, l'emploi des gaz asphyxiants (la fameuse ypérite) et la politique de la terre brûlée. Cette guerre qui durera cinq années jusqu'à la reddition d'Abd el

Krim. On ne peut que remarquer les généraux qui firent leurs premières armes dans cette guerre totale : du côté espagnol un nommé Franco, du côté français les Lattre de Tassigny, Giraud, Weygand et Pétain, tous experts en massacres que l'on retrouvera plus tard dans la grande boucherie de la seconde guerre mondiale.

A signaler que le Parti communiste français, suivant les ordres de Moscou, était résolument engagé contre la guerre (voir par exemple les souvenirs d'Henry Chazé, *Militantisme et responsabilité*, éd. Echanges et Mouvement), une position fort différente de celle qu'il adopta dans les années 1950 lors de l'insurrection et de la guerre d'Algérie.

H. S.

The White War. Life and Death on the Italian Front, 1915-1918

Mark Thompson
ed. Faber, 25 €

Qui se souvient que l'entrée en guerre de l'Italie en 1915 fut décidée, sous la pression de la France et du Royaume-Uni, après l'envoi d'un émissaire du parti socialiste SFIO rallié à l'Union sacrée, Marcel Cachin (qui devint jusqu'à sa mort en 1958 un des fidèles exécutants de la politique de Moscou) ? Celui-ci persuada Mussolini de suivre la voie guerrière et lui aurait versé des fonds secrets pour acheter ce revirement.

Qui se souvient, tant en France qu'en Italie, que cette guerre fut pour l'Italie, plus que partout ailleurs, une catastrophe épouvantable d'impérities, d'impréparations et d'hécatombes. Le livre de Mark Thompson *The White War* exhume des horreurs telles qu'un journaliste italien a pu écrire : « Ils allaient au massacre, pas au combat. »

Bien qu'engagée sur un front très étroit – la frontière avec l'empire austro-hongrois – l'armée italienne subit en quatre ans des pertes énormes, 689 000 tués et disparus sur 35 millions d'habitants, à peine moins que le Royaume-Uni qui compta une année de guerre en plus avec une population de 46 millions d'habitants et dont l'armée se trouva engagée sur un front plus étendu en France et sur les mers.

The White War révèle non seulement l'impéritie totale des dirigeants tant civils que militaires, ce qui n'exempte pas les dirigeants des autres pays engagés dans la guerre. Mais il semble que les Italiens aient atteint des records (ce qui pourrait expliquer en partie la réaction fasciste nationaliste qui suivit la guerre). Un des épisodes les plus répugnants de cette guerre « italienne » fut le refus de fournir des colis de vivres via la Croix Rouge aux 100 000 prisonniers parqués dans des camps austro-allemands, au motif qu'ils étaient des « lâches et des traîtres », ce qui en fit mourir des milliers de faim et de maladie, épisode qui ne fut sorti de l'oubli qu'en ... 1990.

Signalons dans le trimestriel *Gavroche* un article consacré au « Bolletino della Vittoria » du général Diaz, communiqué du 4 novembre annonçant la victoire italienne, et dont la critique fournit l'occasion de décrire l'aspect particulièrement effroyable de la guerre « italienne », et de souligner une dimension souvent occultée du conflit : l'irruption des femmes dans la vie civile et le bouleversement des « rapports de genre ».

H. S.

Dans quel « Etat » est la Révolution ? Réponse au critique Berthier

Jean-Louis Roche
éd. du Pavé, 2008, 15 €)

AVERTISSONS D'ABORD le lecteur que ce livre, même s'il ne recèle pas de termes abscons, n'est pas d'un abord

facile : il traite, en effet, de problèmes complexes (rôle du parti, de l'Etat, des conseils ouvriers, problèmes de la période de transition) qui demandent un minimum de culture politique et de connaissances historiques, surtout pour ce qui concerne la révolution russe de 1917. Ce livre est un recueil de positions militantes héritées de la gauche communiste et destinées à combattre les positions anarchistes et trotskystes concernant le bilan à tirer d'octobre 1917. Ainsi la première partie, qui m'a paru quelque peu désordonnée, est une polémique engagée avec l'anarchiste René Berthier (militant de la Fédération anarchiste et de la CNT) en réponse à son livre *Octobre 1917, le thermidor de la révolution russe*. La deuxième partie (sur l'Etat et le parti) et la troisième (période de transition) sont mieux dirigées au cœur des problèmes soulevés. Entre autres, citons celui concernant le parti prolétarien : doit-il prendre le pouvoir ? Au nom de toute la classe des travailleurs comme le fit le parti bolchevique lors de l'insurrection d'octobre 1917 ? Ou doit-il se cantonner à un rôle de propagande et de guide spirituel en ne conservant que la boussole du but final ? Quels liens entretient la triade parti-conseils-Etat après la prise du pouvoir, sans parler des couches sociales non exploiteuses qui doivent aussi avoir leur légitimité politique ?

Jean-Louis Roche rappelle très justement l'impasse représentée par le ravitaillement de la population urbaine et les réquisitions forcées menées contre la paysannerie. Enfin, l'enchevêtrement des situations inextricables lors du blocus allié et de la guerre civile a engendré un chaos économique qui ne peut être combattu que par l'émergence d'un nouvel Etat soutenu par les membres du parti bolchevique et des techniciens spécialistes issus de la classe déchue.

La dernière partie tente de cerner les contours d'une future révolution s'appuyant sur les besoins radicaux (concept déjà forgé par Marx), c'est-à-dire les besoins primaires de la population mondiale (l'alimentation, le logement) mais rassemblant d'autres besoins aussi importants tant pour l'épanouissement des individus que pour l'espèce humaine : le besoin de suppression de toute hiérarchie et des différentes divisions du travail (ceci dans une phase ultérieure de développement de la société communiste), les besoins de formations techniques et d'expressions artistiques.

Pour conclure, je dirais que le grand mérite de l'auteur est d'avoir reconnu sa dette envers la gauche communiste qui, dans les années 1930, a regroupé des militants en Italie et aux Pays-Bas : la violente répression de tous bords les obligea à diminuer l'aspect propagandiste au profit de l'analyse de l'échec de la révolution mondiale. Regroupés surtout autour de la revue *Bilan* (qui porte bien son nom, elle publia 46 bulletins entre novembre 1933 et janvier 1938), ces militants tentaient, à contre-courant du mouvement réel vers la guerre mondiale, de sauvegarder des positions communistes (internationalisme prolétarien) en restant fidèle à la méthode d'analyse de Marx. Le CCI (Courant communiste international) fut, au milieu des années 1970, un des héritiers de ce formidable patrimoine de la classe ouvrière. L'auteur a été un proche de sa section française et de Marc Chirik qui, au sortir de la guerre, regroupa une poignée de militants autour de la GCF (Gauche communiste de France).

On peut ne pas être d'accord avec certaines positions de Jean-Louis. Roche. Mais face aux positions des anarchistes et du miroir aux alouettes représenté par les néo-trotskystes du NPA, il mérite toute notre attention en nous invitant à découvrir ces textes trop méconnus de la gauche communiste.

P. M.

BROCHURES DISPONIBLES

Les Conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1921,
Henk Canne Meijer (décembre 2007, 2,50 euros)

Le Mouvement des piqueteros. Argentine 1994-2006,
Bruno Astarian (mai 2007, 3 euros)

ICO et l'IS. Retour sur les relations entre Informations correspondance ouvrières et l'Internatinale situationniste, Henri Simon (octobre 2006, 3 euros)

Présentation du réseau « Echanges et mouvement » (décembre 2006, 1,50 euro)

La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial
(mai 2006, 4 euros)

Aux origines de l'« antitravail », Bruno Astarian (décembre 2005, 3 euros)

La Classse ouvrière sous le III[e] Reich, Tim Mason (mars 2004, 3 euros)

Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003. De la grève des enseignants aux manifestations contre la réforme des retraites (septembre 2004, 3,50 euros)

Militantisme et responsabilité suivi de **Le Crime des bagnes nazis : le peuple allemand est-il coresponsable ?** Henry Chazé (mars 2004, 3 euros)

Derrière l'Intifada du XXI[e] siècle, Aufheben (octobre 2003, 2,50 euros)

Les Grèves en France en mai-juin 1968, Bruno Astarian (mai 2003, 3,50 euros)

Humanisme et socialisme/Humanism and socialism, Paul Mattick (mai 2003, 2 euros)

L'Argentine de la paupérisation à la révolte. Une avancée vers l'autonomie (juin 2002, 2,50 euros)

Correspondance 1953-1954, Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis)-Anton Pannekoek,
présentation et commentaires d'Henri Simon (septembre 2001, 2 euros)

Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone, 1936-1938, Michael Seidman (mai 2001, 1,50 euro)

Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes sur les Etats-Unis, Curtis Price (février 2001, 1,80 euro)

La Sphère de circulation du capital, Gérard Bad (octobre 2000, 1,50 euro)

Les droits de l'homme bombardent la Serbie, Gérard Bad (octobre 1999, 1,50 euro)

Entretien avec Paul Mattick Jr., réalisé par Hannu Reime en novembre 1991.
Ed. bilingue septembre 1999, 1,50 euro)

Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite. – Grèves. – Parti et classe. Trois textes d'Anton Pannekoek,
précédés de : **Le Groupe des communistes internationalistes de Hollande,** par Cajo Brendel (avril 1999, 1,50 euro)

Enquête sur le capitalisme dit triomphant, Claude Bitot (janvier 1999, 1,50 euro)

La Lutte de classe en France, novembre-décembre 1995. Témoignages et discussions (mars 1996, 1,50 euro)

Mais alors, et comment ? Réflexions sur une société socialiste (1,50 euro)

DANS LE MONDE UNE CLASSE EN LUTTE

Echanges et Mouvement édite depuis 1993 le bulletin gratuit *Dans le monde une classe en lutte* (*DLM*), recension irrégulière des luttes de classe dont on peut avoir connaissance.
Le succès relatif de ce bulletin ne doit pas faire illusion. L'ensemble repose sur quelques camarades d'Echanges et, quant à la diffusion, de tout un réseau réparti sur toute la France. Echanges souhaite toujours que la collecte des informations, leur classement, leur analyse et leur rédaction soit un travail plus collectif.

La formule actuelle consiste en des envois groupés, gratuits pour diffusion en nombre fixé par le correspondant ; ou en des envois individuels, contre six enveloppes adressées et timbrées à 0,72 euros.

Ce sont des discussions avec un camarade américain de Baltimore, avec lequel Echanges partageait depuis longtemps des informations et des commentaires sur la lutte de classe dans le monde, qui ont conduit à l'idée de mettre ces informations à la disposition de ceux qui n'avaient ni le temps, ni les moyens d'y accéder.
Ainsi naquit en décembre 1993 un numéro d'essai tiré à une centaine d'exemplaires, envoyé aux abonnés d'*Echanges* et déposé dans quelques librairies. Depuis, la diffusion de *DLM* a été portée à plus de 2.500 exemplaires.

La formule s'est quelque peu modifiée avec le temps, passant d'un classement des informations par pays à un classement par branche d'industrie. Elle vise aujourd'hui d'une part à faire ressortir certaines luttes significatives, d'autre part à réaliser un classement selon les termes actuels du conflit capital-travail.

Dans le monde une classe en lutte.
echanges.mouvement@laposte.net

ÉCHANGES N° 126 Automne 2008